

HENRY COSTON

présente

**LE
GOUVERNEMENT
INVISIBLE**

par

JACQUES BORDIOT

AVALON

Jacques BORDIOT, éditorialiste à Lectures Françaises

— Aux Editions LIBRAIRIE FRANÇAISE

Une main cachée dirige..., 3e tirage, (1974-1981)

L'Occident démantelé (1976)

Le Parlement Européen, une Imposture, une Utopie, un Danger (1978)

Collaborations :

Le Secret des dieux (1968)

Infiltrations ennemies dans l'Eglise (1970)

Onze ans de malheur (1970)

Les causes cachées de la Deuxième Guerre mondiale (1975)

— Aux EDITIONS DE CHIRÉ

Le Pouvoir occulte fourrier du communisme (1976)

— Chez MARINO SOLFANELLI EDITORE

en collaboration avec Andrea di NICOLA (en italien)

Il Parlamento Europeo é una truffa (1979)

En préparation :

Le paradoxe Louis XVI

Le paradoxe Napoléon 1er

Les sociétés secrètes et la politique

Dictionnaire anecdotique des personnalités des sociétés secrètes

Veuillez adresser toute communication
concernant cet ouvrage

aux

Editions AVALON

B.P. 290-05

75228 PARIS CEDEX 05

JACQUES BORDIOT

LE GOUVERNEMENT INVISIBLE

... a negotio perambulante in tenebris...

Ps. XC : 6

Préface de
HENRY COSTON

DOCUMENTS ET TEMOIGNAGE

2^e édition

Imprimé en France
© 1987 Avalon

PRÉFACE

A l'heure tragique où le monde se trouve confronté à l'éventualité d'un cataclysme cosmique, qui menace d'engloutir et nos personnes, et notre civilisation, pétrie de christianisme, sous la ruée de barbares sans foi ni âme, y a-t-il lieu de désespérer ?

Telle n'est pas l'opinion du philosophe George Uscatesco, qui écrit :

« Il est indubitable que l'Europe est actuellement un monde en crise. Mais ce n'est pas la première fois qu'elle passe par une telle épreuve. Bien mieux, le phénomène de la crise lui appartient presque en exclusivité, est consubstantiel à son existence. Alors que les autres formes de cultures connaissent des époques de décomposition et de longues étapes de statisme et de pétrification, l'Europe procède par crise, progrès antagonique, conflit permanent qui affirme son devenir historique et sa capacité constante de rénovation. La crise, époque stérile, est, dans son histoire, à la fois sépulcre et berceau. Le passé et l'avenir, forces vivantes, luttent et s'harmonisent par-dessus le désert du présent. Les moments les plus aigus de la crise engendrent d'eux-mêmes les suprêmes élévations, les instants les plus sublimes de sa culture et de son histoire ».

La crise, « à la fois sépulcre et berceau », est à l'Histoire ce qu'est au grain de blé la germination sous terre : il disparaît après avoir produit l'épi, né de sa propre substance.

Cela, contrairement à l'opinion commune qui considère l'Histoire comme une succession discontinue de tranches d'événements sans liaisons entre elles. On parle d'Empire babylonien, d'Empire égyptien, d'Empire chinois, d'Empire perse, d'Empire grec, d'Empire romain, etc., comme d'entités intrinsèques, disparues à jamais, sans autres conséquences que celles d'épiphénomènes, et de paradigmes. D'où le principe : « L'Histoire est un perpétuel recommencement ».

Rien n'est plus faux. Quoi qu'il paraisse, l'Histoire n'est pas formée d'« accidents » successifs juxtaposés en chapelet au hasard des circonstances : elle est une formation continue, dont les événements s'enchaînent

logiquement au long des générations. Sur la chaîne sans fin des siècles, l'homme, tisserand infatigable, dessine d'une navette hésitante, la trame bariolée de l'Histoire, qui retrace ses espoirs, ses efforts, ses souffrances.

Si nous ne discernons pas cet enchaînement logique, c'est qu'il nous manque des maillons, oubliés ou, trop souvent, tenus cachés par des forces occultes à tendance messianique.

De nos jours, un certain nombre de sociologues, plus ou moins désintéressés, refusent d'admettre l'importance de ces forces occultes, voire même leur existence. Or voici ce qu'écrivait, en 1961, dans un livre intitulé *Vols de vautours sur le Congo*, M. Pierre Nord (colonel André Brouillard, ancien chef des Services de Renseignements français) :

«... Toute votre instruction est à refaire si vous n'aviez pas compris à travers vos manuels d'histoire pour le passé, et en ouvrant vos yeux dans le présent, que tout bouleversement politique a commencé par les palabres secrètes de quelques hommes réunis dans une société de pensée, — a continué par l'action secrète de leurs disciples, — et que si cela n'a pas toujours, pas souvent réussi, s'il y a eu infiniment plus de conspirations que de révolutions triomphantes, en tout cas il n'y a jamais, jamais de grand, de vrai, de profond changement politique sans société secrète au départ ».

Cela est vrai même des révolutions dites « populaires », comme la Révolution française de 1789, trop longtemps attribuée à une révolte d'une population indigente contre les classes privilégiées. Dans son ouvrage magistral, *La Révolution Française*, Pierre Gaxotte s'inscrit en faux contre cette opinion :

« La misère peut susciter des émeutes, écrit-il. Elle ne cause point de révolutions. Celles-ci ont des causes plus profondes et, en 1789, les Français n'étaient pas malheureux ».

Un historien aussi engagé à gauche que le Pr. Albert Soboul affirme dans son *Histoire de la Révolution française* :

« La Révolution française constitue, avec les révolutions hollandaise et anglaise du XVII^e siècle, le couronnement d'une longue évolution économique et sociale qui a fait de la bourgeoisie la maîtresse du monde (1).

« Cette vérité qui peut passer aujourd'hui pour commune, les doctrinaires les plus conscients de la bourgeoisie l'avaient proclamée dès le XIX^e siècle... Guizot démontrait que l'originalité de la société française, comme de la société anglaise, consistait essentiellement dans l'existence, entre le peuple et l'aristocratie, d'une forte classe bourgeoise qui lentement avait

(1) Lire, à ce propos : *Les Financiers qui mènent le monde* et *Le Secret des Dieux*, par Henry Coston (même éditeur).

précisé l'idéologie et créé les cadres d'une société nouvelle, dont 1789 avait été la consécration. Tocqueville après lui, puis Taine soutinrent cette même opinion. Tocqueville a parlé avec « une sorte de terreur religieuse », « de « cette révolution irrésistible qui marche depuis tant de siècles à travers « tous les obstacles, et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu « des ruines qu'elle a faites ».

*
* *
*

Ainsi :

UNE RÉVOLUTION N'EST JAMAIS SPONTANÉE : ELLE DEMANDE UNE PRÉPARATION PLUS OU MOINS LONGUE SUIVANT LES CIRCONSTANCES, QUI EXIGE :

- LA FORMULATION D'UNE IDÉOLOGIE SUBVERSIVE ;
- LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE DIFFUSION, ACCOMPAGNÉE DE MOUVEMENTS DE FOULE SOUS DES PRÉTEXTES DIVERS ;
- UN FINANCEMENT SUFFISANT POUR ASSURER L'EXÉCUTION D'UN PROGRAMME SUJET A ALÉAS, RÉMUNÉRER L'ÉTAT-MAJOR, LES MENEURS, LES AGENTS PROVOCATEURS, LES INDICATEURS, ETC., ET ACHETER LES COMPROMISSIONS NÉCESSAIRES ;
- DES INTERVENTIONS DE L'ÉTRANGER ;
- LE DÉCLENCHEMENT D'UNE PREMIÈRE ÉMEUTE « TÉLÉCOMMANDÉE », SUIVIE DE « JOURNÉES » OU DE « MANIFESTATIONS » OBLIGATOIREMENT SANGLANTES.

Ce qui fait écrire à Sylvain Bonmariage, dans *Aux Carrefours de l'Histoire*, d'avril 1958 :

« Il n'y a pas une sottise plus mensongère que de prétendre que les révolutions soient faites par la misère. Elles sont l'œuvre de gens repus ».

Ce sont des gens repus qui ont transmis et précisé l'idéologie multiséculaire de la révolution : Fénelon, avec son *Télémaque* (1699), son *Examen de conscience* sur les devoirs de la royauté et ses *Tables de Chaulnes* (1711) ; Montesquieu, avec ses *Lettres persanes* (1721) et son *Esprit des Lois* (1748) ; Voltaire avec ses *Lettres philosophiques sur les Anglais* (1734), son *Dictionnaire philosophique* (1764), etc.

C'est un repu s'il en fut, Philippe d'Orléans, la plus grosse fortune de son époque, Grand Maître du Grand Orient de France, futur Philippe-Egalité, qui subventionnait le Club des Trente et tout un réseau de sociétés de pensée et de clubs associés pour la diffusion de l'idéologie révolutionnaire ; en même temps, il rétribuait une meute de pamphlétaires, dont les libelles étaient distribués par colporteurs jusque dans les campagnes les

plus arriérées ; et il fut convaincu d'avoir stipendié les meneurs de sanglantes « journées » révolutionnaires ; en attendant de voter l'exécution de son cousin Louis XVI (2).

Il ne faudrait pas croire que le schéma révolutionnaire ait été particulier à la France. On le retrouve dans tous les mouvements subversifs à l'étranger, quel qu'en soit le titre : révolution, indépendance, coup d'Etat, pronunciamiento ou autre. Ainsi en fut-il de l'Indépendance des Etats-Unis, dont le principal promoteur fut le très riche Benjamin Franklin. Ainsi de la Révolution d'Octobre russe de 1917, subventionnée à la fois par la Reichsbank allemande, par les banques américaines Kuhn, Loeb & Co, Rockefeller et Morgan, par la Nya Banken suédoise et d'autres financiers dont il est parlé dans la Haute Finance et les Révolutions (3).

Et ce sont ces mêmes repus qui créent plus ou moins artificiellement la misère pour l'exploiter à leur profit.

*
* *
*

Si les trois premiers points du schéma révolutionnaire sont évidents, les deux derniers méritent quelque explication.

Les interventions de l'étranger sont-elles indispensables ?

Il faut bien admettre que tout mouvement révolutionnaire ne peut manquer d'avoir des conséquences pour les autres Etats, et il en est peu qui resteront neutres. Certains montreront une hostilité, soit à cause de leurs relations avec le gouvernement menacé, soit par crainte que la subversion, faisant tache d'huile, ne cause des troubles chez eux. Tout au contraire, certains Etats, par intérêt ou par idéologie, souhaitent le renversement du système de gouvernement du pays intéressé. Les mouvements révolutionnaires ne peuvent que se réjouir de leurs interventions, lors même qu'ils ne les sollicitent pas. Faut-il citer les ingérences non dissimulées du Big Business ou de la C.I.A. dans les agitations de l'Amérique latine ?

(2) Lire : « Procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette », présenté par Henry Coston. Compte-rendu établi d'après les documents originaux pour un ouvrage publié pour la première fois en 1798 et qui disparut aussitôt à l'instigation des coupables peu soucieux de voir ainsi rappelés leurs violences et leurs crimes. Ce gros volume de 840 pages, 14 x 22 cm, relié pleine toile bleu de France, frappé aux armes de Louis XVI avec illustrations d'époque, à tirage limité, reproduit toutes les pièces du dossier relatives à : l'arrestation, l'incarcération, l'exécution du roi et de la reine, avec leurs interrogatoires, les témoignages, l'acte d'accusation, les dépositions, le réquisitoire, le tableau des votes des conventionnels, ainsi que les déclarations et observations faites par les membres de la Convention pour justifier ou exprimer leur vote. (Publications Henry Coston, Paris 1981).

(3) Ce petit livre, publié par Henry Coston, contient le texte des pièces prouvant la participation financière de ces banquiers à la révolution bolchevique.

D'autre part, pourquoi les effusions de sang seraient-elles considérées comme obligatoires ?

Pour deux motifs. Le premier, créer des liens de complicité entre les conjurés. L'expérience a montré que, dans les rangs révolutionnaires, de nombreux idéologues reculent au moment de passer à l'action. En les impliquant dans des exécutions légales ou surtout illégales, le mouvement se garantit contre leur défection. Il est établi, par exemple, que c'est le lien du « régicide » qui a permis à la Convention d'établir le régime de la Terreur.

Le second motif est de présenter à l'étranger le pouvoir révolutionnaire comme ayant l'acquiescement de la majorité du pays, ses victimes n'étant que des comploteurs « contre la volonté du peuple ». Et l'on a même vu les armées de la Convention envahir la Belgique et l'Allemagne parce que « tyrannicides ».

*
* *
*

Le schéma révolutionnaire a été déduit de l'étude des mouvements subversifs sur un plan national. Or il est avéré que, au moins depuis le début du XIXe siècle, nous nous trouvons dans une perspective de révolution à l'échelle mondiale.

En fait, ce n'est que la dernière (?) étape d'un processus synarchique très ancien, qui vise à l'établissement d'un Gouvernement Mondial, en appliquant, mutatis mutandis, le même schéma dans son intégrité. Mon vieil ami Jacques Bordiot s'est donné pour tâche de le démontrer.

Sans se dissimuler d'ailleurs les difficultés de son projet.

Toute entreprise subversive est caractérisée, en effet, par :

- un organigramme hiérarchique strict ;
- des aspects multiformes, à la fois pour égarer les investigations extérieures, et pour s'adapter à la diversité des classes de la société ;
- le secret impératif à tous les échelons.

Mais il n'est de secret qui n'ait des failles ; et d'autant plus nombreuses qu'il y a plus de gens à le partager. La synthèse des renseignements provenant de la police et de ses informateurs, des aveux des transfuges, des indiscretions et des maladresses, d'événements fortuits, a permis de pénétrer bien des arcanes de l'entreprise de subversion mondiale.

C'est le schéma simplifié, issu de cette synthèse, que Jacques Bordiot expose dans les pages qui suivent.

Henry COSTON

AU LECTEUR

Ceci est, avant tout, œuvre de bonne foi.

Je n'ai pas la prétention de divulguer en quelques pages les menées souterraines et concertées d'une oligarchie internationale qui tend à instaurer, sous son autorité, un **GOUVERNEMENT MONDIAL**.

Mon seul dessein est de prouver l'existence de cette conjuration et d'en révéler les buts et les moyens à un grand public, soigneusement tenu dans l'ignorance par des **GOUVERNEMENTS INFÉODÉS** et des «**MASS MEDIA**» à leurs ordres.

Puisse ce petit manuel d'initiation ouvrir les yeux de mes contemporains et les inciter à pousser plus avant leur information sur les dessous d'une politique dont ils font les frais.

J.B.
25 avril 1983

REMARQUES IMPORTANTES

I — Il ne sera traité ici que des sociétés secrètes spécifiques de l'Occident, même si elles ont essaimé dans les autres parties du monde. Sans oublier pour autant que la plupart comportent des éléments empruntés aux idéologies orientales. Il est certain, en effet, qu'une étude sur les sociétés secrètes ne saurait faire abstraction des influences juive, gnostique et néo-platonicienne.

II — Il serait erroné de croire que tous les membres d'une société secrète soient conscients de ses buts occultes. Le prétexte affiché de philanthropie, d'études philosophiques, littéraires, artistiques ou autres lui sert à obtenir l'adhésion de personnalités éminentes, tenues soigneusement dans l'ignorance de ses intentions réelles, et qui lui apportent leur caution morale, sa « couverture ».

N.B. — Le texte de ce Manuel est un condensé de diverses œuvres de l'auteur, parues ou en préparation. Il en comporte de nombreux extraits.

(Note de l'éditeur)

CHAPITRE PREMIER

Les sociétés secrètes traditionnelles

Le célèbre Dictionnaire de la Langue française de Littré donne la définition :

« Société secrète, association de conspirateurs »

Nul doute qu'elle ne choque bien des gens. Pourtant, elle émane d'Emile Littré (1801-1881), initié à la Franc-Maçonnerie le 8 juillet 1875, dans la Loge La Clémentine Amitié. Il écrivait donc en connaissance de cause.

Soulignons, toutefois, que la Franc-Maçonnerie s'est toujours défendue d'être une société secrète. Elle se prétend « société fermée », à la manière des « clubs » mondains, dont les adhérents ne sont admis qu'après enquête, sous parrainage et par vote à bulletins secrets. Officiellement déclarée, elle a pignon sur rue, et réclame le droit à une certaine discrétion sur ses activités internes, comme toute association.

Sans prendre parti dans la querelle, nous admettrons pour définition :

SOCIÉTÉ SECRÈTE : toute association, quelle qu'en soit l'importance numérique, comportant une « initiation », des rites symboliques, une hiérarchie plus ou moins occulte, des réunions strictement réservées à ses affiliés et dont le secret des délibérations est couvert par serment.

Etant bien entendu que l'initiative et les rites peuvent s'étendre sur une vaste gamme, allant des plus hautes spéculations ésotériques jusqu'aux superstitions de bas étage. De même, le terme « délibérations » englobe tout ce dont il est traité dans les réunions, depuis l'exposé des « mystères » jusqu'aux préoccupations terre-à-terre, comme le paiement des cotisations.

Classification des sociétés secrètes

On a proposé diverses classifications des sociétés secrètes, en fonction de leur objet et de leurs activités affichées — généralement fallacieux, en tout ou en partie, ce qui laisse à chaque classification une part d'arbitraire.

D'après M. Serge Hutin, le F. : Albert Lantoine distingue :

« 1° Les sociétés secrètes « politiques ». Ce sont des associations qui cherchent à dissimuler leur activité ou tout au moins, le nom de leurs membres, et dont l'action est dirigée soit en marge des organismes officiels (c'est le cas des sociétés à but « justicier »), soit, le plus souvent, contre le pouvoir existant (ce sont les sociétés « politiques » proprement dites). Ce qui caractérise de tels groupes, si organisés et hiérarchisés qu'ils soient, c'est leur **durée limitée** : « Une société secrète ne dure que si son objectif domine les temps. Si l'objectif est politique, il s'éteint forcément avec la cause qui l'a fait naître » (A. Lantoine). On en rapprochera les groupements criminels.

« 2° Les sociétés secrètes « initiatiques ». Ces sociétés ne cherchent nullement à dissimuler leur existence (sauf lorsqu'elles sont persécutées) ; leurs lois, leur histoire, leurs lieux de réunion, leurs doctrines, souvent même aujourd'hui les noms de leurs adhérents ne sont un mystère pour personne. Ces groupements ne gardent véritablement « secrets » que leurs **cérémonies** — auxquelles le « profane » ne peut assister — et les **signes de reconnaissance**, qui permettent aux affiliés de se reconnaître. Ce qui les différencie d'une simple société « fermée », c'est que ces organisations confèrent à leurs affiliés une « initiation », ont des rites plus ou moins compliqués, célèbrent une sorte de culte ».

En réalité, cette distinction entre sociétés secrètes « politiques » et « initiatiques » est entièrement captieuse.

D'une part, il n'existe pas, et il n'a jamais existé, de société secrète qui ne comporte un minimum d'initiation ésotérique, même si son objet spécifique est plus particulièrement de dévoiler par étapes, à chaque échelon hiérarchique, les modalités de l'action politique. Et leur « durée limitée » n'est qu'un leurre.

Le F. : Pierre Mariel n'hésite pas à écrire :

« ... la notion de dissidence, qui implique celles de rébellion et d'hostilité, n'a aucune valeur dans le domaine des sectes. Pour des raisons de stratégie politique, les grandes sectes, quand elles sont identifiées, essaient souvent en de nouvelles sociétés secrètes sans qu'on puisse parler de scission ou de séparation. Des termes horticoles comme bouturage et marcottage conviendraient mieux ».

D'autre part, il n'existe pas, et il n'a jamais existé, de société dite « initiatique », dont le mysticisme n'ait servi de paravent à une action politique.

C'est le F. : René Guénon qui reconnaît :

« Le véritable ésotérisme est au-delà des oppositions qui s'affirment dans les mouvements extérieurs qui agitent le monde profane et si ces mouvements sont parfois suscités ou dirigés invisiblement par de puissantes organisations initiatiques, on peut dire que celles-ci les dominent sans s'y mêler, de façon à exercer également leur influence sur chacun des partis contraires ».

Le F. : Hoëné Wronski (1775-1853) avouait même :

« C'est dans la scène du mysticisme que naissent toutes les sociétés secrètes qui ont existé et existent encore sur notre globe et qui, toutes, mues par de tels ressorts mystérieux, ont dominé et continuent encore, malgré les gouvernements, à dominer le monde ».

M. Werner Gerson résume la classification des humains par le « mage » Gurdjieff, « qui joua indirectement (sinon directement) un rôle probable dans l'avènement du national-socialisme ». Le schéma de cette classification comporte quatre cercles concentriques : un cercle intérieur de vrais « initiés » ; un cercle mésotérique de gens qui « savent plus qu'ils ne font » ; un cercle exotérique d'humains dont le savoir cosmique — leur Connaissance — est plus abstrait ; un cercle extérieur, « cercle de Babel ou de la confusion des langues ».

Il serait hors de propos de commenter la terminologie hermétique de ce schéma, dont le seul intérêt réside dans la conception des « cercles concentriques », adoptée par de nombreux spécialistes aussi bien pour représenter la hiérarchie des sociétés secrètes entre elles que la hiérarchie à l'intérieur de chacune de ces sociétés.

En 1946, paraissait aux Editions Médicis, à Paris, sous le nom de Geoffroy de Charnay, un ouvrage intitulé : *La Synarchie politique*. L'auteur en était, en fait, le physiologiste et psychologue Raoul Husson (1901-1967), qui avait adopté le pseudonyme — ou plus exactement le *nomen mysticum* (nom mystique) — de Geoffroy de Charnay par référence au dignitaire de l'Ordre du Temple, brûlé vif en 1314, au côté du Maître Jacques de Molay.

Raoul Husson était un « initié » de rang élevé, le terme étant pris dans l'acception de l'américain « insider » : personnalité cooptée par les instances supérieures qui régissent le monde. Il avait figuré parmi les animateurs de la Synarchie française.

Dans son livre, il présente une classification des sociétés secrètes en trois catégories :

— Les sociétés secrètes inférieures, dont la plupart ont satisfait aux prescriptions de la loi de 1901 sur les associations (ou des lois équivalentes des autres pays). Seuls, peut-être, sont secrets leurs buts réels. Composées en majeure partie de militants sincères obéissant à un idéal politique, philosophique ou religieux, elles sont truffées d'indicateurs de police et manipulées par des chefs occultes. La puissance de ces sociétés s'évaluant en fonction du nombre de leurs adhérents, le recrutement en est généralement très ouvert. Elles servent, selon les termes mêmes de Charnay, de « viviers » où les groupements plus fermés recrutent « les gros poissons ».

— Les sociétés secrètes de cadres ou sociétés secrètes intermédiaires, soit non déclarées, soit camouflées en associations philanthropiques, philosophiques, littéraires, etc. Le recrutement ne s'en fait pas sur candidature, mais sur proposition de parrains et par décision d'un conseil secret. Le cloisonnement est de règle. La hiérarchie, inconnue des grades inférieurs, est édiflée par cooptation. Le but de ces associations est le contrôle des organismes essentiels de la politique, de l'économie, de la religion, sur le plan international. Considérées comme subversives, ces sociétés sont l'objet des investigations policières.

— Les sociétés secrètes supérieures, totalement impénétrables. « Ni leur nom, ni leur existence, ni leurs affiliés ne sont connus, précise Charnay. On en est réduit à de simples conjectures ». D'où l'incrédulité sur leur existence. En fait, composée d'un très petit nombre d'initiés cooptés, elles formeraient un consistoire international, qui tend à régir le monde.

Cette classification est admise actuellement par la plupart des spécialistes des sociétés secrètes. Avec, cependant, des réserves.

On fait remarquer, en effet, que, comme toutes les schématisations, cette pyramide ascendante est quelque peu arbitraire, et même incomplète. Dans la réalité, les catégories ne sont pas aussi tranchées.

Ainsi, la plus nombreuse — et de beaucoup — des sociétés secrètes, la Franc-Maçonnerie, n'y trouve pas sa place. Considérée généralement comme « société de cadres », déclarée association philosophique et philanthropique, elle ne comporte pas de cloisonnement rigide, et elle n'est pas jugée officiellement comme subversive. On verra ce qu'il faut en penser.

D'autre part, bien que de nombreux historiens admettent l'existence des « sociétés supérieures », voire même de « Supérieurs Inconnus », certains n'acceptent pas l'hypothèse d'un consistoire international tendant à régir le monde. Etant donné le secret absolu dont s'entourent ces groupements, il ne peut s'agir, en effet, que d'une hypothèse ; et il serait illusoire d'escompter obtenir des certitudes « verrouillées » par recoupements.

Or, le 29 septembre 1867, naissait à Berlin l'isralite Walther Rathenau, qui, en 1915, devait prendre la suite de son père la tête de l'A.E.G. (Société Générale d'Electricité), « trust gigantesque qui contrôlait près de deux cents usines, des mines de charbon, des compagnies de transport, etc. » (Michel Mourre). Le 24 décembre 1912, la Wiener Freie Presse avait publié sa déclaration :

« Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européen et choisissent leurs successeurs dans leur entourage ».

Ministre de la Reconstruction de la République de Weimar, en 1921, il fut nommé, l'année suivante, ministre des Affaires étrangères, et, à ce titre, il signait, le 16 avril 1922, avec le représentant de l'U.R.S.S., Tchitchérine, les accords de Rapallo. Le 24 juin 1922, il était assassiné à Berlin par deux membres de la très secrète Organisation Consul, Erwin Kern et Hermann Fisher. Ses derniers mots auraient été :

« Les soixante-douze qui gouvernent le monde... ! »

*
* *
*

De ces divers essais de classification, il ressort à tout le moins que :

1. IL N'EXISTE PAS DE SOCIÉTÉ SECRÈTE, MÊME INITIATIQUE, QUI N'AIT PAS PRATIQUE ET QUI NE PRATIQUE PAS UNE ACTIVITÉ POLITIQUE.
2. TOUTES CES SOCIÉTÉS SECRÈTES TENDENT, « MALGRÉ LES GOUVERNEMENTS, A DOMINER LE MONDE ».
3. ELLES SONT « RATTACHÉES A UN CENTRE COMMUN POUR Y RECEVOIR UNE DIRECTION COMMUNE ».
4. ELLES AGISSENT SOIT DIRECTEMENT, SOIT DE PRÉFÉRENCE PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ORGANISATIONS « SATELLITES », APPAREMMENT OPPOSÉES.
5. CE QUI LEUR PERMET DE CONSERVER UN MASQUE FACTICE D'APO-LITISME.
6. ET D'EXERCER LEUR INFLUENCE QUEL QUE SOIT LE PARTI POLITIQUE AU POUVOIR.

Propositions justifiées et confirmées par l'étude des principales sociétés secrètes, aussi bien traditionnelles que modernes.

Elles permettent de comprendre :

- le phénomène d'osmose entre les idéologies des diverses sociétés ;
- les interpénétrations à la tête entre Ordres, Obédiences, Rites, voire Sectes ;
- les « mises en sommeil » et les résurgences suivant « le besoin du moment ».

*
* *

Pour éviter toute confusion, on adoptera les définitions suivantes :

ORDRE - Groupement répondant à une même idéologie de base et suivant les mêmes règles fondamentales : **Ordre Maçonique, Ordre des Illuminés de Bavière, Ordre Martiniste**, etc.

Ce terme a été adopté par référence aux Ordres de Chevalerie, notamment Templiers, Hospitaliers et Teutoniques, dont ces groupements prétendent descendre.

On emploie plus rarement, dans le même sens, le terme de **Fraternité** : **Fraternité de la Rose + Croix**.

OBÉDIENCE - Fédération de Loges (ou Ateliers) soumises à une même juridiction.

Pour M^e Alec Mellor, qui est lui-même franc-maçon :

« On nomme obédiences, les différents corps souverains ou puissances maçonniques. On dit, par exemple, que la Grande Loge de France ou le Grand Orient sont des obédiences. Les obédiences, depuis le XVIII^e siècle, se sont toujours excommuniées de la manière la plus ecclésiastique du monde : elles ont leurs hérésies et leurs schismes ».

Ces rivalités ne portent guère que sur des divergences dialectiques concernant la dogmatique — comme la notion de Grand Architecte de l'Univers —, des désaccords sur les modes d'action, voire des antagonismes de personnes ; rivalités qui s'estompent dès qu'entre en jeu le messianisme de l'Ordre, ou dès qu'est fait le « signe de détresse ».

RITE - Trois acceptions :

1°. Prescription des cérémonies, et dans ce cas considéré comme synonyme de rituel ;

2°. Caractéristique d'une association d'après le nombre de ses grades.

« Tout rite étant constitué par un ensemble de symboles » (F. René Guénon), le nombre de symboles s'accroît avec le nombre de grades. On parle alors plutôt de « rites d'initiation ».

3°. Spécification à l'intérieur d'une même Obédience, des différences idéologiques entre ses divers groupes, suivant l'orientation préférentielle de leurs travaux : occultisme, magie, alchimie, mysticisme, etc. On écrit parfois **Rit** : **Rite Ancien et Accepté, Rite Ecossais Rectifié, Rit Primitif de Narbonne**...

SECTE - Ce mot relevant d'une double étymologie latine inclut deux définitions :

1°. (de secta, direction). Réunion de personnes qui partagent la même idéologie. Aucun sens péjoratif.

2°. (de sectio, division). Organisation qui refuse de se rattacher à l'un des Grands Ordres, ou qui s'en est détachée. Généralement, sens péjoratif.

Sociétés secrètes et religions

L'attitude idéologique des sociétés secrètes face aux religions aurait été laissée délibérément de côté, si elle n'expliquait, en partie tout au moins, leurs positions politiques — et c'est de ce seul point de vue que l'analyse en sera envisagée.

EN RÉALITÉ, AUCUNE SOCIÉTÉ SECRÈTE N'A PU ET NE PEUT ÉCHAPPER AU FAIT RELIGIEUX.

Suivant les organisations, cette attitude présente :

- un caractère agressivement antireligieux,
- un caractère athée ou simplement indifférent,
- un caractère déiste,
- un caractère syncrétiste,
- voire un caractère confessionnel.

Etant bien entendu que : — d'une part, le caractère a pu évoluer au cours des siècles ; — d'autre part, il s'agit là de la tendance générale de la société secrète, ou de certains de ses éléments constitués en Rites.

Toutefois, si l'on excepte les rares associations « fermées » qui se réclament de la défense du catholicisme, comme la **Compagnie du Très-Saint-Sacrement** au XVII^e siècle, ou la **Congrégation** au XIX^e siècle et son émanation vraiment secrète les **Chevaliers de la Foi**, ou comme les actuels **Knights of Columbus** américain et l'**Opus Dei** espagnol, on peut affirmer que :

TOUTES LES SOCIÉTÉS SECRÈTES ONT POUR CARACTÉRISTIQUE COMMUNE L'HOSTILITÉ À L'ÉGARD DE LA RELIGION CATHOLIQUE.

Cela reste vrai même lorsque, à l'imitation de la Franc-Maçonnerie, l'association se prétend a-religieuse et accepte, en principe, la pluralité des attitudes individuelles.

L'hostilité des sociétés secrètes à l'égard de la religion catholique ne provient pas seulement du désir « philosophique » d'arracher l'homme à l'« obscurantisme », que le T. : I. I. : F. : Jacques Mitterand, plusieurs fois Grand Maître du Grand Orient de France, préfère appeler l'« aliénation religieuse ». Le motif plus important en est que le catholicisme, par l'immutabilité de son dogme, par l'autorité de sa hiérarchie, par le nombre de fidèles répandus dans le monde, mais aussi par les condamnations fulminées à plusieurs reprises par Rome contre toutes les associations fondées sur le secret et le serment, est le principale obstacle à la réalisation de leurs propres visées doctrinales et politiques.

D'où le souci des sociétés secrètes d'infiltrer des affidés dans la hiérarchie catholique pour en saper la doctrine et l'autorité « de l'intérieur ». On en trouvera la preuve dans *Infiltrations ennemies dans l'Eglise* (1) et dans *Georges Virebeau, Prélats et Francs-Maçons* (2).

En ce qui concerne la religion protestante, leur attitude est différente. D'abord parce que certaines de ces associations sont d'origine ou d'inspiration protestante. Ensuite parce que les « variations » — Bossuet dixit — de leurs différents corps de doctrine s'opposent à tout dogmatisme, puisqu'à base de liberté individuelle d'interprétation des Ecritures. C'est ainsi, par exemple, que certains évêques anglicans et des membres de la famille royale britannique sont affiliés ouvertement à la Franc-Maçonnerie.

La religion juive a été diversement traitée. Si certaines organisations occultes, allemandes notamment, se sont acharnées contre elle au cours des XIXe et XXe siècles, par contre il en est d'autres qui reconnaissent être imprégnées d'idéologie israélite. Telle la Franc-Maçonnerie : il existe d'ailleurs une forme de Maçonnerie internationale, les B'nai B'rith, composée exclusivement de Juifs.

(1) Edité en 1970 par Henry Coston sous la firme de La Librairie Française.

(2) Edité en 1978 par les Publications Henry Coston.

CHAPITRE II

Des messianismes

Depuis la plus haute antiquité, il s'est trouvé des hommes et des peuples qui ont aspiré à dominer le monde.

Si les premières tentatives d'empire eurent lieu en Mésopotamie, c'est avec la XVIIIe dynastie égyptienne (XVIe-XIVe s.), et particulièrement avec le pharaon Thoutmosis III, que fut élaborée une institution qui, débütée par la conquête, s'organisa sur une base très libérale. « Cet empire, qui s'étendait de la Libye à l'Euphrate, se doubla même, sous Aménophis IV (vers 1353-1346), d'un internationalisme religieux qui dressa contre lui le traditionalisme sacerdotal égyptien » (Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle*).

Il en ressort deux caractéristiques de la fondation des empires : l'occupation et le protectorat, avec tendance au syncrétisme religieux. Alexandre en ajouta une troisième : l'assimilation. Lui-même épousa des filles de la famille des Achéménides, et « à son retour de l'Inde, en février 324, il présida aux noces de dix mille de ses soldats avec des femmes iraniennes ».

Les Hébreux connurent, eux aussi, de nombreux métissages. Parmi les chefs : Juda, fils de Jacob et de Lia, épousa la Cananéenne Sué (Gen. 38 : 2) ; Joseph, fils de Jacob et de Rachel, épousa l'Egyptienne Asenet, fille de Putiphar, prêtre d'On (Gen. 41 : 45) ; Moïse prit pour femme Sophora, fille d'un prêtre de Madian (Ex. 2 : 21) ; « Salomon s'allia, par mariage, avec le Pharaon d'Egypte en épousant sa fille » (1 Rois 3 : 1), etc. Quant au peuple, c'est à de nombreuses reprises qu'il épousa des étrangères (Jug. 3 : 5-6 ; Neh. 13 : 23-27 notamment).

Ce qu'on appelle « civilisation européenne » est un amalgame intime de plusieurs civilisations déjà fort développées. Elle a pris naissance sur les rivages de la Méditerranée avec la civilisation hellénique, elle-même composite, « rationalisée » par les Romains, et vivifiée par le puissant apport des Celtes, maîtres du bronze et du fer. Puis le Christianisme est venu lui imprimer le sceau indélébile de sa transcendance et lui donner son âme. Par la suite, s'y incorporèrent des éléments vikings, héritage d'une civilisation millénaire, des éléments sarrazins, quelques appoints slaves et autres (1).

Les avatars du messianisme

Etymologiquement, le mot messianisme, de l'hébreu maschiakh, qui signifie « oint, sacré », est de conception spécifiquement hébraïque. Il en est de même de son évolution au cours des siècles.

Le Nouveau Larousse universel définit :

« Au sens propre, le nom de Messie désigne dans les livres saints l'envoyé céleste, le rédempteur futur, qui devait sauver Israël et le monde. A toutes les époques de son histoire, ce fut le rôle du peuple de Dieu de préparer la venue du Messie, ce fut sa pensée perpétuelle de le désirer et de l'attendre ; il vécut de cette espérance. Il y était encouragé par les oracles des prophètes, qui, pendant vingt siècles, annoncèrent la grande « nouvelle » et, dans des tableaux successifs, dessinèrent d'avance la physionomie du « Désiré des nations ». Les Juifs, malgré les prophéties dont ils sont dépositaires, ont refusé de voir en Jésus l'envoyé céleste qu'annonçaient leurs oracles. La grande majorité de la nation persiste à attendre un Messie restaurateur de la puissance temporelle de la patrie juive... Aujourd'hui, la plupart des docteurs juifs ne voient plus dans les doctrines messianiques que l'annonce des destinées providentielles de leur race ».

Aux yeux des prophètes, est-il écrit dans la Bible de Maredsous :

« Israël a été mis à part par le seul vrai Dieu pour le faire reconnaître devant les nations. Sa vie nationale est donc marquée tout entière du sceau de cette mission divine (...).

« Certes, Yahvé reste le Dieu propre d'Israël, mais ce lien intime n'a plus pour effet de l'enfermer dans les frontières d'une petite nation ; il ouvre

(1) « Nous sommes sortis de l'âge où on faisait remonter tous les arts à la Grèce en croyant que la Grèce était, comme Pallas, sortie toute armée du cerveau de Zeus Olympien ; nous savons maintenant que cette fleur du génie tira sa sève des Lydiens et des Hittes, de Phénicie et de Crète, de Babylone et d'Égypte ; mais les racines étaient encore plus profondes, car à la source de tout cela, il y a Sumer » (C. Leonard Wooley, cité par C.W. Ceram, dans *Des dieux, des tombeaux, des savants*, 1949-1972).

plutôt à celle-ci les perspectives grandioses de la conquête de tous les peuples de la terre, auxquels il doit faire connaître désormais son Dieu, comme le vrai et l'unique Dieu du ciel et de la terre ».

D'où l'échec des prophètes juifs. Comment, en effet, faire accepter cette transcendance de sa mission à un peuple : très matérialiste, ce que les prophètes lui reprochent incessamment ; très formaliste, au point de se croire « justifié » par le seul accomplissement méticuleux des prescriptions de la Loi ; tellement jaloux de ses prérogatives de « peuple élu » qu'il était interdit à un Juif de lier compagnie avec un étranger ou d'aller chez lui » (Act. 10 : 28).

Cette dernière prescription devait amener les Juifs, dès l'exil de la Diaspora ou « dispersion », à vivre groupés, en attendant que les persécutions des siècles ultérieurs ne les contraignent au ghetto.

D'autant que, souligne l'écrivain israélien Bernard Lazare :

« Moïse, prophète et législateur, confère à ses dispositions judiciaires et gouvernementales la même vertu qu'à ses préceptes religieux, c'est-à-dire la révélation. Laveh, non seulement avait dit aux Hébreux : « Vous ne croirez qu'au Dieu Un et vous n'adorerez pas d'idoles », mais il leur avait prescrit aussi des règles d'hygiène et de morale ; non seulement il leur avait lui-même assigné le territoire où devaient s'accomplir les sacrifices, minutieusement, mais il avait déterminé les modes selon lesquels ce territoire serait administré. Chacune des lois données, qu'elle fût agraire, civile, prophylactique, théologique ou morale, bénéficiait de la même autorité et avait la même sanction, de telle sorte que ces différents codes formaient un tout unique, un faisceau rigoureux dont on ne pouvait rien distraire sous peine de sacrilège ».

Donc, pour comprendre le particularisme juif, il est fondamental de savoir que :

LA LOI JUIVE ASSOCIE INDISSOLUBLEMENT LES PRÉCEPTES RELIGIEUX, MORaux ET POLITIQUES DANS UNE MÊME RÉVÉLATION DIVINE, TELLE QU'EXPOSÉE DANS LES CINQ LIVRES DE LA THORAH OU PENTATEUQUE.

« Aussi, partout où les Juifs établirent des colonies, partout où ils furent transportés, ils demandèrent non seulement qu'on leur permit de pratiquer leur religion, mais encore qu'on ne les assujettît pas aux coutumes des peuples au milieu desquels ils étaient appelés à vivre, et qu'on les laissât se gouverner par leurs propres lois » (B. Lazare).

Ce refus d'assimilation et cette revendication de constituer en fait un Etat dans l'Etat ont fortement contribué à la naissance de l'antisémitisme

D'autant que, lors de la «captivité de Babylone» (597-538 A.C.), peut-être par suite de contacts de docteurs de la Loi avec les mages chaldéens, l'autorité de la Thorah se vit contestée au nom d'une «prétendue tradition», par «Esdras et les premiers scribes, puis par les Pharisiens et les Talmudistes héritiers d'Esdras, déformateurs du mosaïsme primitif et ennemis des prophètes» (B. Lazare). Ce qui devait donner naissance au Talmud ou «enseignement».

En tout cas, c'est à ces contacts que les docteurs de la Loi durent la connaissance des sciences occultes, magie, alchimie, hermétisme, etc. Faut-il y voir l'origine de la «prétendue tradition» qui allait entraîner la déviation du mosaïsme ?

Au X^{IV}e siècle de notre ère, le parti des rabbins ou docteurs de la Loi — les Rabbanites — parvint à imposer la supériorité du Talmud sur la Thorah.

«Désormais, écrit Bernard Lazare, le Juif ne pensa plus. Et quel besoin avait-il de penser, puisqu'il avait un code minutieux, précis, œuvre de légistes casuistes, qui pouvait répondre à toutes les questions qu'il était licite de poser ? Car on interdisait au croyant de s'enquérir des problèmes que n'indiquait pas ce code : le Talmud (...) Les talmudistes tenant compte seulement des actes, actes extérieurs accomplis machinalement, et non d'un but moral, restreignirent d'autant l'âme juive (...) Ils accrurent le positivisme naturel des Juifs en leur présentant comme unique idéal un bonheur matériel et personnel, bonheur que l'on pouvait atteindre sur la terre si on savait s'astreindre aux mille lois culturelles. Pour gagner ce bonheur égoïste, le Juif, que les pratiques recommandées délivraient de tout souci, de toute inquiétude, était fatalement conduit à rechercher l'or».

A quoi s'ajoute le fait que : «Au milieu de la bourgeoisie désunie, dont les membres sont en lutte perpétuelle, les Juifs sont des êtres solidaires, voici le secret de leur triomphe».

Or, pour les rabbins : «Sans la loi, sans Israël pour la pratiquer, le monde ne serait pas, Dieu le ferait rentrer dans le néant ; et le monde ne connaîtra le bonheur que lorsqu'il sera soumis à l'empire universel de cette loi, c'est-à-dire à l'empire des Juifs».

C'EST AINSI QUE L'HÉRÉSIE PHARISAIQUE TRIOMPHANTE A TRANSFORMÉ LE MESSIANISME MISSIONNAIRE D'ISRAËL EN UN APPÉTIT DE PUISSANCE UNIVERSELLE FONDÉ SUR L'OMNIPOTENCE FINANCIÈRE DU «LOBBY» JUIF INTERNATIONAL.

CHAPITRE III

Le messianisme templier

Diverses sociétés secrètes prétendent descendre de l'**Ordre des Chevaliers du Temple**, dit aussi **Milice du Temple**, ou s'inspirer de ses traditions occultes. Qu'en est-il exactement ?

Les moines-soldats

Pour la protection des pèlerins en Terre Sainte, vers 1118, neuf chevaliers français, dont Hugues de Payns (1), se constituèrent en **Pauvres Chevaliers du Christ**, à la fois soldats et moines mendiants. Le 14 janvier 1128, le Concile de Troyes les constituait en **Ordre du Temple** et lui octroyait sa règle.

Par la bulle **Omne Datum Optimum**, du 29 mars 1139, le pape Honorius II assurait à l'Ordre des privilèges exceptionnels, dont le plus important était d'échapper à toute juridiction ecclésiastique ou civile, pour ne relever exclusivement que de l'autorité papale. Autorité purement nominale, d'ailleurs, puisque le Maître de l'Ordre était élu par ses pairs et que les statuts de l'Ordre pouvaient être modifiés «par le Maître, avec le consentement de la plus saine partie du Chapitre». En fait, cette Bulle constituait le Temple en Ordre souverain, ayant même sa propre «Justice de la Maison».

(1) L'orthographe des noms propres varie sensiblement d'un auteur à l'autre, car transmise par la seule voie orale. Nous avons adopté la plus courante. Il en est de même pour certains événements discutés. Nous avons admis la plus usuelle des diverses versions, ou celle qui nous a paru la plus justifiée.

L'Ordre prospéra rapidement et les dons affluèrent. Si bien que, pour gérer les biens immobiliers qui leur étaient concédés, les Templiers durent organiser tout un réseau de Commanderies en Occident. Ils eurent l'habileté d'en tirer parti.

Dès 1120, ils avaient créé en Terre Sainte des bureaux de change pour les pèlerins. Peu à peu, ils élargirent leurs activités bancaires. L'Eglise ayant interdit les prêts à intérêt, ils imaginèrent de substituer à l'intérêt le prélèvement de frais d'agio, de courtage et d'assurance ; moyennant quoi ils purent se livrer à des opérations aussi variées que celles de nos modernes établissements de crédit, leurs Commanderies servant de « succursales ». De moines mendiants, ils étaient devenus les plus puissants financiers du monde.

A la vérité, l'Ordre devait assumer des frais énormes.

A son apogée, il comportait deux grandes branches : le Temple de **deçà mer** ou établissement du Levant, et les **Parties d'outre mer** ou établissement d'Occident.

A la tête, la **Maison Chévetaine** de Jérusalem exerçait une autorité absolue sur l'ensemble de l'Ordre et commandait directement le Temple de **deçà mer**, tandis que les **Parties d'outre mer** dépendaient du Maître en France, représentant à Paris du Maître de Jérusalem.

La force armée ou **Couvent** formait un groupe mobile d'environ trois cents chevaliers, leurs écuyers, des sergents, des soldats et des turcoples, troupes légères d'indigènes à gages.

Il existait aussi un Couvent en Espagne pour la lutte contre les Maures. En outre, les Templiers armaient des châteaux en Provence, sur les collines du bord de la mer, chargés de défendre le pays contre les incursions des pirates barbaresques.

Tout cela coûtait cher. Mais surtout la construction, l'entretien et l'armement des nombreuses forteresses éparpillées sur toute la Palestine — le seul château de Safet compta jusqu'à deux mille deux cents rationnaires. Si bien que, malgré ses énormes ressources, l'Ordre éprouvait périodiquement des difficultés financières.

La diplomatie du Temple

A l'arrivée de chaque Croisade, les nouveaux venus ne rêvaient que d'en découdre avec les infidèles. Les Templiers, eux, établis dans le pays, recherchaient les contacts avec les Sarrazins. Au point de dérouter la chrétienté

d'Occident. En fait, cette politique explique seule que, malgré l'éloignement de ses sources, l'hostilité de ses voisins et les perfidies de Constantinople, le Royaume Franc ait pu se maintenir pendant près de deux cents ans.

En outre, la participation du Temple à la « Reconquista » devait lui valoir la faveur des souverains espagnols et portugais. D'autre part, écrit Mme Marion Melville, les Templiers, « apparentés aux plus nobles familles de l'Europe, ... avaient l'expérience des Cours et connaissaient tout le monde ». Le Trésorier du Temple, frère Geoffroy Foucher, était dans l'intimité de Louis VII de France dont il gérait les finances.

Quant au Saint-Siège, l'Ordre fut toujours assez habile pour s'en ménager le soutien jusqu'à la fin.

Mais, le 28 mai 1291, après un combat où périrent le Maître Guillaume de Beaujeu et la plupart des chevaliers présents, Saint Jean d'Acre tombait aux mains du « soudan ». Le Royaume Franc avait vécu. Les Templiers transférèrent leur Maison chévetaine à Paris, leur centre financier, et ils y apportèrent un trésor fabuleux ramené des Lieux Saints.

« Les revenus du Temple, qui suffisaient à peine quand l'Ordre portait la moitié du poids de la défense du Royaume Latin, s'entassaient désormais sans but dans leurs coffres-forts. L'Ordre lui-même changea subitement de caractère, car les emplois administratifs prirent le pas sur la Maison militaire, et le nombre des frères sergents dépassa celui des chevaliers » (M. Melville).

Or, en 1285, un jeune roi de dix-sept ans, Philippe IV le Bel, était monté sur le trône de France. Il s'était donné pour but de centraliser sous son autorité les éléments épars de son royaume. D'où ses démêlés avec l'Angleterre, maîtresse de l'Aquitaine, avec les grands féodaux et avec le clergé, au point que le redoutable Boniface VIII en vint à l'excommunier.

Mais surtout, il trouvait devant lui le Temple, avec ses privilèges qui le faisaient échapper à son pouvoir ; et aussi avec le danger permanent qu'il faisait courir au royaume par sa puissance financière, territoriale et militaire, s'appuyant sur un réseau de 10 000 Commanderies et sur une milice armée de 30 000 hommes.

C'est là le vrai motif de sa décision de supprimer le Temple, et non, comme on l'a répété à satiété, la simple cupidité.

D'autant que l'Ordre allait lui fournir de sérieux griefs. Ce furent d'abord les tractations des Templiers avec les Anglais, de 1294 à 1296, pendant que Philippe le Bel guerroyait en Aquitaine contre Edouard 1er. Puis leurs manœuvres dans la révolte des tisserands et drapiers flamands, clients des Anglais, qui massacrèrent les Français de Bruges, les 17/18 mai

1302. Attitude due au fait que le Temple de Londres était, après celui de Paris, la plus importante Maison de l'Ordre en politique, et surtout en finances.

Ainsi, LES TEMPLIERS SE MONTRÈRENT LES VRAIS PRÉCURSEURS DE LA BANQUE APATRIDE INTERNATIONALE, A L'ÉCHELLE DE NOTRE HAUTE FINANCE MODERNE.

La fin de l'Ordre

Mais Philippe le Bel avait découvert le défaut de la cuirasse du Temple : sa dépendance formelle du Pape, garant de ses privilèges. Le roi mit donc tout en œuvre pour avoir « un Pape à lui ». Il y parvint en faisant élire, le 5 juin 1305, l'archevêque de Bordeaux, Bertrand de Got, qui prit le nom de Clément V. Ne pouvant s'établir à Rome, aux mains des Gibelins partisans de l'empereur d'Allemagne contre la Papauté, le nouveau Pontife demanda l'hospitalité à la France et s'installa à Poitiers avec sa Cour.

Or, c'est au cours du Conclave qu'avaient commencé à courir des rumeurs sur les turpitudes des Templiers. Philippe le Bel en informa Clément V dès son élection : le Pape les déclara « invraisemblables et incroyables ». Mais comme ces rumeurs s'amplifiaient, excitées en sous main par Philippe le Bel, le Maître du Temple, Jacques de Molay, commit l'erreur fatale. En août 1307, malgré les privilèges de l'Ordre, il demanda au Pape l'ouverture d'une enquête. C'était se livrer au Grand Inquisiteur de France, Guillaume Imbert, créature de Philippe le Bel. Aussi, le 13 octobre 1307, à l'aube, les gens du roi procédèrent à l'arrestation des Templiers par toute la France.

Débuta alors le procès le plus déconcertant de l'Histoire, au cours duquel les hauts dignitaires du Temple s'accusèrent des pires ignominies, se rétractèrent, revinrent à leurs premiers aveux, les renièrent de nouveau, sans qu'il ait jamais été donné une explication plausible de cette attitude. Si bien que, du 12 mai 1310 au 18 mars 1314, plus de cent chevaliers « relaps » furent brûlés vifs ; parmi lesquels de Molay et de Charnay, Précepteur de Normandie.

Le 3 avril 1913, déjà, par la bulle *Vox clamantis*, « considérant la manière et la façon mystérieuse dont on est reçu dans cet Ordre, la conduite mauvaise et antichrétienne de beaucoup de ses membres ; considérant surtout le serment demandé à chacun d'eux de ne rien révéler de cette admission et de ne jamais sortir de l'Ordre », Clément V avait purement et simplement « aboli » l'Ordre du Temple, mais sans le condamner.

Du « Temple Noir »

Ces considérants demandent à être étudiés de près. Car, des pratiques « infâmes » reprochées aux Templiers, une seule paraît vérifiée : le reniement du Christ imposé à l'admission dans l'Ordre, accompagné de crachats sur la Croix. Là encore, aucune explication satisfaisante n'a pu être donnée de ce qui, dans l'esprit de la quasi-totalité des impétrants, n'était qu'un « rite purement formel ».

Or, les Templiers anglais Guillaume de Poklington, Etienne de Stapplebrugge, Jean de Stoke, qui ne furent ni torturés ni même arrêtés, vinrent déclarer spontanément à la Commission Pontificale :

« Il existe en réalité dans le Temple deux sortes de réceptions : la première réservée à l'admission et qui se déroule sans aucune cérémonie répréhensible, la seconde qui n'a lieu que plusieurs années après, n'est accordée qu'à quelques-uns et est très secrète ».

Il y aurait donc eu une « initiation » à deux degrés, ce qui a fait naître l'idée d'un Temple Noir, hiérarchie secrète, parallèle à la hiérarchie officielle, et connue seulement d'un petit nombre d'Elus.

M. Raymond Oursel en nie l'existence, au motif que « l'unanimité des témoignages recueillis par la Commission d'Enquête infirme l'hypothèse de quelque « Temple Noir » hérétique au sein de l'Ordre ».

Cependant, le 11 avril 1310, Me Raoul de Prelles, avocat à la Cour du Roi, déposait que le recteur du Temple de Laon lui avait confié « plus de cent fois » et « en présence de bien des témoins » l'existence d'un « livret » des statuts secrets de l'Ordre contenant « un règlement si extraordinaire et sur lequel un secret tel devait être observé, qu'il aurait préféré se faire couper la tête que de devoir le révéler ». Déposition confirmée le même jour par le prévôt du couvent de Saint-Maur-les-Fossés.

D'autre part, le 15 novembre 1307, un des plus hauts dignitaires de l'Ordre, Geoffroy de Gonneville, Maître d'Aquitaine et de Poitou, interrogé sur l'origine des « rites pervers de renier le Christ et de cracher sur la Croix », avait répondu :

« Il y en a qui prétendent que ce fut l'une des mauvaises et perfides introductions du Maître Roncelin dans les statuts de l'Ordre ».

Seul le Maître pouvait, avec l'accord du Chapitre Général, modifier les statuts ; mais aucun Roncelin ne figure dans la liste des Maîtres officiels de l'Ordre.

On retrouve pourtant son nom dans un document découvert en 1877 aux archives de la Grande Loge Maçonnique de Hambourg. Il proviendrait

des archives du Vatican, d'où il aurait été soustrait, vers 1780, par Friedrich Münter, futur évêque de Zélande (?).

Ce document comporte quatre parties. La première n'est que la copie de la règle officielle des Templiers.

« Les seconde et troisième parties, signées du copiste Robert de Semfort, qui fut effectivement procureur du Temple en Angleterre, sont datées de 1240. Elles comportent respectivement trente et vingt articles, groupés sous l'inscription : « Ici commence le livre du Baptême du Feu ou des statuts secrets rédigés pour les Frères par le Maître Roncelinus ».

« Enfin, la quatrième partie est intitulée : « Ici commence la liste des « signes secrets que Maître Roncelinus a réunis » ; elle donne des indications cryptographiques » (Gérard de Sède).

D'après M. Serge Hutin, les seconde et troisième parties seraient « la Règle des Frères Elus et la Règle des Frères Consolés. Gérard Serbanesco... les commente en détail et montre qu'il s'agit incontestablement de prescriptions destinées à sauvegarder les secrets d'une Hiérarchie occulte, jalousement séparée du commun des membres de l'Ordre ».

A en croire le document Münter, le secret viserait les déviations hétérodoxes de la doctrine des Elus, mélange de syncrétisme, d'alchimie, d'hermétisme, de kabbale et de gnose, provenant de leurs nombreux contacts avec les uléma islamiques, les rabbins juifs et les assassins chiïtes, qui s'intitulaient eux aussi Gardiens de la Terre Sainte (2).

Ce qui paraît le confirmer, c'est la lettre d'Innocent III adressée en 1208 au Grand Visiteur :

« Les crimes de tes frères nous peinent profondément par le scandale qu'ils provoquent dans l'Eglise. Les chevaliers du Temple pratiquent les doctrines du démon ; leur habit n'est qu'hypocrisie ».

Soixante ans plus tard, Clément IV menaçait :

« Que les Templiers se gardent de lasser ma patience afin que l'Eglise ne soit pas obligée d'examiner de plus près certain état de chose répréhensible, supporté jusqu'à ce jour avec trop d'indulgence, car alors il n'y aurait plus de rémission ».

Telles seraient donc les traditions occultes du Temple auxquelles prétendent se référer nombre de sociétés secrètes.

(2) Et non assassins, mangeurs de haschich, comme on le prétend trop souvent.

« Le Grand Dessein »

Pour Jean Marquès-Rivière, initié à la Grande Loge de France, qu'il quitta, déçu, en 1931 :

« Il semble bien qu'un groupe exista au sein des Templiers qui possédait des buts secrets de puissance, soutenus par un ésotérisme rigoureux, l'un devant aider et fortifier l'autre ».

De son côté, M. Serge Hutin souligne :

« Ce grand Dessein, dont la réalisation de l'unité européenne elle-même ne devait être qu'une étape, ambitionnait donc de réorganiser complètement les structures de la société humaine connue et de bouleverser les normes traditionnelles ».

Quant à M. Jacques Weiss, il affirme :

« Un ordre religieux, celui des Templiers, connaissait la portée des institutions synarchiques. Les grands maîtres de cet ordre, presque toujours français, avaient un plan visant à organiser toute l'Europe, et à neutraliser — nous dirions aujourd'hui : internationaliser — les villes saintes d'Europe et d'Asie. Jacques Molay en particulier avait peut-être l'espérance d'organiser toute la Terre sous un seul Pontife judéo-chrétien et d'entraîner Boniface VIII dans ses vues ».

Opinion discutable en ce qui concerne le rôle du Maître Jacques de Molay, d'un courage éprouvé, mais d'un esprit étroit et d'une maladresse insigne. Tout autre apparaît Boniface VIII, qui, « non content d'avoir empoisonné son prédécesseur, le mystique Célestin IV, avait été homosexuel, magicien et, pour comble, athée » (G. de Sède). On pourrait admettre qu'un tel Pontife ait été tenté de briguer la couronne impériale, en accord avec les Elus du Temple Noir. Sans oublier, cependant, que, peu de temps avant sa mort, il avait encouru l'animosité du Temple pour l'avoir menacé de restreindre ses privilèges.

De toute manière : — par les pressions financières, politiques et militaires que pouvait exercer le Temple sur les Etats d'Europe ; — par l'étroite centralisation de sa hiérarchie ; — par la répartition stratégique de ses Commanderies et l'importance de sa milice permanente ; — par le syncrétisme de sa doctrine religieuse, l'Ordre était on ne peut mieux placé pour tenter l'instauration d'un Gouvernement Mondial théocratique.

L'héritage du Temple

La bulle *Ad providam Christi Vicarii*, du 2 mai 1312, transférait aux Hospitaliers les biens du Temple, sauf ceux « existant dans les royaumes de Nos Très Chers Fils in Xto les Rois de Castille, Aragon, Portugal et

Majorque, hors du royaume de France». Les souverains espagnols intégrèrent frères et biens aux Ordres de Chevalerie de San Iago et de Calatrava. En 1319, le roi Denis du Portugal substitua simplement la dénomination d'Ordre du Temple en Ordre militaire et religieux du Christ, sous les mêmes règles et institutions. Jusqu'à la Croix pattée de gueules qui, deux siècles plus tard, timbraient les voiles de Vasco de Gama, tandis que les voiles de Magellan arboraient la croix de San Iago. En Angleterre, l'archevêque d'York fit acquitter les Templiers et prit en charge ceux de sa Province leur vie durant. Un concile, réuni à Münster, déclara innocents tous les frères allemands.

En France, de nombreux Templiers essaimèrent chez les Hospitaliers ou chez d'autres communautés monastiques ; certains rentrèrent dans le siècle.

Mais il est difficile d'admettre que la suppression de l'Ordre ait suffi à persuader plusieurs milliers de frères, dont des Elus, de renoncer à leur idéologie. Aussi, après bien d'autres, un historien aussi avisé que M. Raymond Oursel n'hésite pas à reconnaître :

« Nous n'ignorons pas que l'Ordre du Temple s'est survécu à lui-même, comme une sorte de société secrète, jusqu'à nos jours ».

Et M. Luc Benoist :

« Plusieurs manifestations importantes de doctrines ésotériques coïncidèrent avec la destruction de l'Ordre du Temple. Les initiés chrétiens, d'accord avec les infidèles musulmans, s'entendirent pour maintenir le lien rompu. Cette réorganisation invisible réussit grâce aux membres de fraternités telles que la Fede Santa, les Fidèles d'Amour et les Rose-Croix, qui par prudence ne constituèrent jamais de sociétés définies ».

CHAPITRE IV

Le syncrétisme maçonnique

Il ne saurait être question d'esquisser un historique de la Franc-Maçonnerie, tant ses origines donnent lieu à contestation, parce qu'incertaines et trop souvent mythiques. Mais fort anciennes en tout cas : on pense généralement qu'elle existait au Moyen Age sous la dénomination d'Art Royal.

Si cathédrales et châteaux ont bien été construits par des « maçons », il faut entendre par ce terme ce que nous appelons architectes, qui se transmettaient leurs secrets au cours de cérémonies initiatiques.

Car secrets il y avait. Le livre des Métiers, que fit rédiger vers 1268 Etienne Boileau, Prévôt des Marchands de Paris, stipule en effet l'interdiction de divulguer « nul point de leur mestier » même à leurs « aydes et vallets ». Il existait donc déjà une hiérarchie comprenant les initiés ou Maîtres, et les ouvriers manuels ou Compagnons.

Nombre d'historiens ont soutenu que la Maçonnerie primitive, dite opérative, avait évolué au cours des siècles sous l'influence de Maçons « acceptés », c'est-à-dire n'appartenant pas au Bâtiment, mais admis dans les Ateliers ou Loges à cause des services qu'ils pouvaient leur rendre : grands seigneurs protecteurs, médecins, chirurgiens, chapelains, avocats, etc., et s'étaient transformée en Maçonnerie spéculative au début du XVIIIe siècle. Le F. Jean Palou s'inscrit en faux contre cette opinion :

« Pour Marius Lepage, écrit-il, un des meilleurs connaisseurs de tout ce qui a rapport de près ou de loin avec les études maçonniques, « la maçonnerie française tout spécialement, unit entre elles deux courants traditionnels distincts : l'opératif, issu des anciens constructeurs, et le spéculatif apporté par les hermétistes et les philosophes (le courant Templier,

«à l'existence duquel je crois, serait, de ce point de vue, polyvalent, unissant les symboles de la construction, de la chevalerie et de l'Hermétisme). L'aspect moral — surtout sensible dans les pays anglo-saxons — relève du courant opératif, conservé dans les Old Charges... Par contre, l'aspect hermétique et métaphysique, prédominant dans le symbolisme particulier de la Maçonnerie latine, proviendrait de sources tout autres».

Les documents anglais dits Old Charges (Vieux Devoirs) sont les textes maçonniques les plus anciens qui soient parvenus jusqu'à nous. L'un d'eux, le manuscrit Cooke, probablement du XVe siècle, indique que le plus jeune fils du roi Athelstan (vers 895-941), féru de géométrie, s'affilia à la corporation des maçons, «obtint pour eux une charte du roi, son père, régla leurs salaires, et les pourvut de statuts qui sont encore en usage en Angleterre et ailleurs».

Encore que cet épisode puisse paraître du domaine de la légende, il montre que l'usage d'incorporer aux membres de l'Ordre initiatique des Maçons «acceptés», c'est-à-dire non Maçons, est bien antérieur au XVIIIe siècle, comme le soutiennent de nombreux historiens maçons.

Ainsi s'expliquent les interpénétrations du Temple et de la Maçonnerie. M. Gérard de Sède précise à ce sujet :

«C'est en Orient, écrit le grand archéologue français Emile Mâle, que les Croisés apprirent des byzantins et des arabes l'art de fortifier un château, art millénaire en Asie et qui remontait jusqu'à l'antique Assyrie». A Byzance, les constructeurs étaient en effet restés groupés dans des collèges secrets datant de l'époque romaine et utilisant les symboles hermétiques. Quant aux Assassins, homologues et amis musulmans des Templiers, ils avaient organisé les Taroud, corporation de constructeurs... dont les membres, à l'issue d'une initiation mal connue, apprenaient des techniques architecturales datant de la vieille Egypte. Les Assassins édifièrent ainsi plus de dix châteaux dans la seule province de Tyr».

Le fameux colonel T.E. Lawrence, dans sa thèse d'histoire d'Oxford *Crusaders Castles* (Les châteaux des Croisés) a longuement étudié ces influences. Et, pour certains auteurs, c'est par l'intermédiaire des Templiers — des Elus ? — que «les secrets et les rites traditionnels des collèges byzantins et des tarouk musulmans plus ou moins fondus dans un syncrétisme hermétique... pénétrèrent les maîtrises qui se formaient alors» (F. Paul Naudon) dans la corporation du Bâtiment.

Cette influence ne fut d'ailleurs pas la seule. Il est généralement admis, en effet, que la Maçonnerie accueillit dans ses Ateliers des réfugiés vaudois, cathares, hussites, piétistes, Rose-Croix, etc., aussi bien comme maçons «opératifs» que comme Maçons «acceptés».

Les interpénétrations du Temple et de la Maçonnerie paraissent justifier la tradition qui prétend que le courant spéculatif aurait été importé en Angleterre et en Ecosse par des Templiers échappés aux autodafés de Philippe le Bel.

Or, vers 1455, Gutenberg inventait le caractère mobile d'imprimerie fondu à la matrice. Le secret technique n'allait pas résister à la diffusion de l'imprimé. Seule l'initiation ésotérique continuera à être communiquée oralement, et la Maçonnerie évoluera ainsi dans le sens spéculatif, c'est-à-dire qu'outils, attributs et rites allaient prendre un caractère exclusivement symbolique.

En 1520, survenait un événement qui allait avoir une répercussion marquée sur la Maçonnerie : la rupture officile de Luther avec Rome. Jusqu'alors, la Maçonnerie s'affichait catholique, encore que le mouvement réformiste ait pénétré dans les Loges. Tandis que certains souverains européens avaient manifesté de l'hostilité à l'égard de l'Art Royal, Henry VIII de Lancastre, monté sur le trône d'Angleterre en 1485, se fit décerner le titre de Grand Maître d'honneur de la Maçonnerie anglaise. Mais lorsqu'après son divorce et son remariage avec Anne Boleyn, excommunié par Rome, il consumma le schisme de l'Eglise anglicane par l'Acte de Suprématie de 1534, une partie des Francs-Maçons, notamment en Ecosse, désavouèrent le roi et se livrèrent à une violente campagne contre le protestantisme.

La Maçonnerie ne tarda pas à se scinder en deux branches : l'une, catholique, à majorité aristocratique, l'autre, protestante et bourgeoise.

En 1649, Cromwell faisait décapiter Charles Ier, dont la veuve, Henriette de France, fille de Henri IV, vint se réfugier à Saint-Germain-en-Laye. Elle était suivie de gentilshommes écossais, qui y auraient fondé une Loge. En 1688, la révolution qui amena sur le trône d'Angleterre Guillaume III d'Orange obligea Jacques II Stuart à se réfugier à son tour à Saint-Germain. Les gentilshommes écossais et irlandais de sa suite y constituèrent «un ordre maçonnique et catholique et il est probable que des gentilshommes français y sont pour la première fois initiés» (Faucher et Ricker). Ainsi fut créée la Maçonnerie jacobite, qui ouvrit la Loge Saint-Thomas à Saint-Germain, la Loge La Constance à Arras, la Loge Amitié et Fraternité à Dunkerque, la Loge Les Ecossais Fidèles à Toulouse et les deux Loges militaires La Bonne Foi au régiment de Dillon et La Parfaite Egalité au régiment de Walsh.

De son côté, Guillaume d'Orange fondait à Londres, en 1691, la Loge Saint-Paul, composée uniquement de protestants, amorce de la Maçonnerie orangiste, destinée à supplanter la Maçonnerie catholique. Le 24 juin 1717, quatre Loges protestantes de Londres décidaient de fusionner en une

Grande Loge de Londres, qui chargea le pasteur James Anderson de rédiger des **Constitutions**, destinées à fixer une structure unique à l'ensemble de la Franc-Maçonnerie. En 1725, la Grande Loge de Londres se constituait en **Grande Loge d'Angleterre**, et affichait sa suprématie sur la Maçonnerie mondiale, qu'elle revendique encore de nos jours en tant que **Mother Lodge** (Loge Mère).

L'idéologie maçonnique

Si les adeptes de l'Art Royal se transmettaient leurs secrets au cours de cérémonies initiatiques, c'est que, outre les procédés techniques, ils se communiquaient une tradition occulte à base de symboles.

« Il est devenu banal de constater, écrit Paul Naudon, que ce symbolisme maçonnique est d'essence judéo-chrétienne. Son fondement le plus ancien et le plus incontestable est l'**ésotérisme chrétien**, qualifié ordinairement de johanniste, car il se trouve surtout exprimé dans l'enseignement de saint Jean : *Evangelium*, *Epistres*, *Apocalypse*. (Cet ésotérisme est, on le sait, nié par l'Eglise catholique.) (...) »

« On a fait observer que les textes attribués à saint Jean constituent le produit d'une longue évolution syncrétique et qu'ils marquent l'épanouissement en un système ordonné d'apports grecs, égyptiens, juifs et orientaux ».

Ce syncrétisme dont se targue la Maçonnerie permet de comprendre qu'elle prétende à une filiation, au moins spirituelle, avec le **Temple Noir**, car on y retrouve la même idéologie à base d'Alchimie, d'Hermétisme, de Kabbale et de Gnose, développée par les Maçons acceptés.

Rome a parlé...

L'Eglise catholique ne pouvait pas rester indifférente devant la propagation d'une idéologie fondée sur un « ésotérisme chrétien » qu'elle niait et sur un syncrétisme à base d'Alchimie, d'Hermétisme, de Kabbale juive et de Gnose.

La première condamnation de la Franc-Maçonnerie fut prononcée par le pape Clément XII, le 28 avril 1738, confirmée par Benoît XIV, en 1751. Pie VII, en 1821, renouvela cette condamnation, qu'il étendit aux **Carbonari**. A partir de Léon XII et de son Encyclique *Quo graviora* du 13 mars 1826, les condamnations fulminées par Pie VIII (1829), Pie IX (1865) et Léon XIII (1884) concernent toutes les sociétés secrètes, la dernière visant plus spécialement la Franc-Maçonnerie.

« D'autre part, écrit M. Georges Virebeau, Pie X, en 1906, dénonçait les « sectes impies » et Pie XI, en 1937, dans son encyclique *Divini Redemptoris* dirigée contre le marxisme, stigmatisait l'alliance de la Franc-Maçonnerie et du communisme. »

Le 20 avril 1949, la Suprême Congrégation du Saint-Office confirmait que :

« Rien n'étant intervenu qui soit de nature à faire changer, en cette matière, les décisions du Saint-Siège, les dispositions du droit canonique conservent toujours leur valeur, pour n'importe quelle forme de maçonnerie ».

Il va sans dire que cette décision a été très controversée, non seulement par les Maçons, mais encore par une partie du clergé post-Vaticanesque.

C'est ainsi qu'à propos des obsèques religieuses d'un Grand Maître d'Honneur de la Grande Loge Nationale Française, la seule agréée par la Grande Loge d'Angleterre, l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, écrivait :

« ... l'excommunication dont fait état le droit canon à l'encontre des francs-maçons ne vise que les membres « des associations qui agissent contre l'Eglise » (*Le Monde*, 6 février 1982).

Contrevérité notoire, que les FF.° cherchent depuis longtemps à faire entériner.

Or, le 17 février 1981, soit un an avant la déclaration de Mgr Lustiger, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi indiquait :

« ... cette Congrégation, sans vouloir préjuger des éventuelles dispositions du nouveau code, confirme et précise ce qui suit :

« 1. L'actuelle discipline canonique n'a été modifiée d'aucune manière et demeure en toute sa vigueur ;

« 2. L'excommunication n'est donc pas abrogée, pas plus que les autres peines prévues ».

L'affirmation de Mgr Lustiger était donc inexacte.

D'autant que, l'épiscopat allemand avait institué une « Commission chargée officiellement d'examiner s'il était compatible d'appartenir à la fois à l'Eglise catholique et à la Franc-Maçonnerie ».

« Au cours des années 1974-1980, par mandat de la Conférence Episcopale Allemande et des Grandes Loges Unies d'Allemagne, ont eu lieu, en Allemagne, des entretiens officiels entre l'Eglise catholique et la Franc-Maçonnerie ».

Il en résulte que :

« Quelque importante que soit la différence entre les francs-maçons amis, neutres ou hostiles par rapport à l'Eglise, elle n'en est pas moins,

dans le contexte présent, de nature à égarer, car elle donne à entendre que, pour des catholiques, seule serait hors de question l'adhésion à la franc-maçonnerie hostile à l'Eglise. Or, la recherche a précisément porté sur la franc-maçonnerie qui témoigne de la bienveillance à l'égard de l'Eglise catholique. Or, même ici, des difficultés insurmontables doivent être constatées» (La documentation catholique, du 3 mai 1981, texte reproduit dans L'Homme Nouveau, du 24 mai).

Le nouveau Code de Droit Canon, promulgué le 25 janvier 1983 par Jean-Paul II, n'entrera en vigueur que le 27 novembre, après une période de «vacation de la loi», au cours de laquelle la nouvelle loi doit être «reçue» par l'Eglise universelle (d'après Le Monde du 2 mars 1983).

Bien que ce texte ne soit pas encore rendu public, ce qui en a filtré donne déjà lieu à d'importantes critiques, notamment en ce qui supprime l'excommunication spécifique frappant la Maçonnerie.

Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, qu'elle ait été abolie ; le Père Passicos, professeur de Droit Canon à l'Institut Catholique de Paris, déclarait, le 20 janvier 1983, à 13 heures, sur Antenne 2 :

«Le Nouveau Droit Canon qui va être publié ne cite pas les francs-maçons. Cependant il y est prescrit «que les catholiques ne doivent pas appartenir à un groupe qui milite contre (l'Eglise)» (3).

Certains même y voient un élargissement de la condamnation des ennemis de l'Eglise.

L'avenir apprendra comment le Vatican appliquera ce texte ambigu.

(3) C'est là une recommandation bien difficile à suivre lorsque le groupe en question est une organisation secrète comme la Franc-Maçonnerie. Georges Virebeau, dans son livre révélateur : *Prélats et Francs-Maçons*, met en garde les catholiques. Il écrit : «Rappelons-le, la Franc-Maçonnerie est une superposition de sociétés secrètes dont la base ignore ce qui se passe et ce que l'on décide au sommet. Les 1er, 2e et 3e degrés — c'est-à-dire l'apprenti, le compagnon et le maître — ne sont pas admis dans les ateliers supérieurs (chapitres ou aréopages), mais seulement dans les loges, tandis que l'affilié du 18e, 30e, 31e, 32e ou 33e degré participe, lui, aux «travaux» des loges. Il en va de même pour le 18e degré (Rose-Croix) qui ne peut assister aux tenues d'un *Aéropage* (atelier du 30e degré, ou chevalier Kadosch), ou d'un Consistoire (atelier du 32e degré). Sachant cela, comment peut-on décréter que tel groupe maçonnique n'est pas anticatholique alors que les seules manifestations perceptibles sont celles des loges inférieures, les ateliers supérieurs ne dépendant d'ailleurs pas du Conseil de l'Ordre du Grand Orient ou du Conseil Fédéral de la Grande Loge ?

«Faut-il encore rappeler que ces ateliers supérieurs sont placés sous l'autorité d'une organisation tout à fait distincte, sur laquelle celui-ci ou celui-là n'a aucun pouvoir : le Grand Collège des Rites pour la rue Cadet et le Suprême Conseil pour la rue Puteaux (ou, encore, le Suprême Conseil de l'avenue de Villiers, pour les loges de la Grande Loge Nationale Française (Bineau) ?

«Notons enfin que, la plupart du temps, les dirigeants des obédiences, c'est-à-dire de l'ensemble des loges inférieures (1er, 2e et 3e degrés), sont de hauts maçons, du 18e, 30e ou 33e degré ce qui renforce l'autorité des ateliers supérieurs sur tous les frères. On en déduira donc qu'une obédience paraissant hostile à l'Eglise pourrait fort bien être dirigée et animée par de hauts maçons que des jésuites, par exemple, auraient convertis ; ou, ce qui nous paraît plus vraisemblable, que des loges ouvertement favorables au catholicisme traditionnel sont animées et manœuvrées par des affiliés supérieurs secrètement hostiles à l'Eglise.»

CHAPITRE V

Maçonnerie et Rose-Croix

Les origines de la Rose-Croix sont aussi encombrées de légendes que celles de la Franc-Maçonnerie. On admet que les fondements de la Rose-Croix, définis en Orient, procèdent de deux courants de pensée :

— le courant philosophique, issu du néo-platonisme et de l'hermétisme alexandrins, émigrés en Iran, imprégnés de magie, de kabbale, d'astrologie et d'alchimie ;

— le courant mystique, cette «tradition parallèle au néo-platonisme et remontant à Pseudo-Denys va aboutir aux doctrines et aux expériences mystiques qui, de maître Eckhardt, accusé d'hérésie, conduisent à Ruysbroek l'Admirable et à l'Imitation de Jésus-Christ attribué à Thomas à Kempis» (Paul Arnold). Il devait revenir à Johann Arndt (1555-1621) de réaliser la synthèse de ces deux courants.

La Rose-Croix est une représentation symbolique composée d'une Rose rouge brochant sur une Croix de la même couleur, «car elle a été éclaboussée par le sang mystique et divin du Christ».

«Ce symbole, arboré, nous dit Robert Fludd (*Summum Bonum*), par les Chevaliers chrétiens du temps des Croisades, a une double signification : la Croix représente la Sagesse du Sauveur, la Connaissance parfaite ; la Rose est le symbole de la purification, de l'ascétisme qui détruit les désirs charnels, le signe également du Grand Oeuvre alchimique, c'est-à-dire la purification de toute souillure, l'achèvement et la perfection du Magistère. On peut également y retrouver la cosmogonie hermétique, la Croix (emblème masculin) symbolisant la divine Energie créatrice qui a fécondé la matrice obscure de la substance primordiale (symbolisée par la Rose, emblème féminin) et a fait passer l'univers à l'existence» (Serge Hutin).

En 1614, paraissait à Cassel un ouvrage en allemand, sans nom d'auteur, mais attribué à un diacre luthérien Jean-Valentin Andreae, intitulé *Fama Fraternitatis de l'Ordre louable de la Rose-Croix*... Il prétend établir l'existence d'un Christian Rosenkreutz (littéralement Rose-Croix), né en 1378, mort en 1484. Après un long voyage au Proche-Orient qui le fait initier aux secrets de la nature par les « Sages de Damcar », puis un séjour de deux ans à Fez, où les « Élémentaires » lui donnent la « révélation de l'unité universelle qui ramène l'homme à l'unisson avec Dieu, le ciel et la terre », le « Père Rosenkreutz » rentre en Europe, « afin de rapporter en Allemagne cette sagesse traditionnelle et fonder une société « qui aurait à satiété or et « pierres précieuses et qui pourrait communiquer le secret aux monarques « à des conditions raisonnables » (Paul Arnold).

La « louable Fraternité des Théosophes de la Rose-Croix », est-il dit dans la dernière partie de l'œuvre, a été choisie pour préparer la venue de l'Elie Artiste des alchimistes en vue de l'avènement de la *quartae monarchiae*, le Quatrième Empire, règne de l'Esprit-Saint.

« Ces temps qui marqueront l'avènement de Dieu, verront le grand changement des choses : Dieu précipitera la chute du pape, ennemi du Christ, et celle de sa « chevalerie babylonienne », c'est-à-dire les prélats et les jésuites » (Paul Arnold).

Ce qui situe bien la *Fama* dans l'optique luthérienne de l'époque. Rédigée d'ailleurs par un diacre luthérien, elle prend pour symbole de la Rose-Croix les armes de Luther, qui portaient une Croix frappée en son cœur d'une rose de gueules.

Pour M. Serge Hutin, « la doctrine rosicrucienne de philosophie religieuse... est un vaste système théosophique, un christianisme ésotérique fortement influencé par l'Hermétisme, la Kabbale juive, le Néoplatonisme et la Gnose ; c'est un système composite, qui a rassemblé les vestiges de toutes les traditions plus ou moins secrètes qui avaient cheminé souterrainement durant tout le Moyen Age et la Renaissance ».

Grâce à quoi, il est permis de supposer que, comme la Maçonnerie, la Rose-Croix procéderait du Temple Noir.

La « doctrine » de la Rose-Croix eut un grand retentissement parmi les théologiens, les philosophes, les alchimistes, les médecins, qui s'estimaient tous concernés. Aussi, « parce que tout le théâtre s'est rempli de toutes sortes de querelles sur les opinions, et afin que je ne me mette pas imprudemment en danger », confessa plus tard Andreae, il publia en 1617 un *Menippus*, dans lequel il affirmait que la Fraternité de la Rose-Croix n'était qu'un *ludibrium curiosorum*, une plaisanterie d'intellectuels, thèse qu'il

reprendra dans des ouvrages postérieurs, sans, d'ailleurs, réussir à convaincre ses contemporains, pas plus que de nombreux commentateurs modernes.

Toutefois, M. Paul Arnold pense que la Fraternité de la Rose-Croix n'aurait eu qu'une existence mythique. Il assure que cette « plaisanterie d'intellectuels » serait une œuvre collective ; il reproduit même, d'après Andreae, une liste d'une vingtaine de noms « qui nous aidera à déceler les auteurs et promoteurs du premier manifeste rosicrucien ».

Argument à double tranchant : si la *Fama* et les ouvrages ultérieurs sont des œuvres collectives, rien n'empêche que ces collaborateurs aient précisément constitué la Fraternité ; et le fait qu'Andreae s'en soit « retiré » pour ne pas se mettre « imprudemment en danger » laisserait entendre que, sans lui, la Fraternité aurait poursuivi ses activités.

Quant à M. Serge Hutin, après avoir étudié la diffusion de la doctrine rosicrucienne en Europe, et signalé que la Fraternité connut sa plus grande expansion en Angleterre sous l'impulsion du médecin Robert Fludd (1574-1637), qui fut probablement le Grand Maître de la branche britannique, il affirme :

« Vers 1650, la Rose-Croix était puissamment organisée en Angleterre ».

Ainsi, la Fraternité de la Rose-Croix aurait été édifée en société secrète hiérarchisée, avec doctrine, initiation, rites et hiérarchie.

Ce que d'autres auteurs refusent d'admettre. Tel le F. Jean Palou, qui écrit :

« ... il tombe sous le sens qu'il serait bien vain à un groupe d'hommes ou même à un individu quelconque de se prétendre Rose-Croix, puisqu'il s'agit d'un état individuel tendant à une « personnalisation » de cette individualité... On peut se dire Rosicrucien, mais non Rose-Croix ».

Relations entre Rose-Croix et Maçonnerie

Certains historiens soutiennent, avec Lionel Vibert, que : « la preuve historique manque en ce qui concerne la moindre relation entre les deux organisations », Rose-Croix et Maçonnerie.

Pourtant, les FF. Faucher et Ricker rapportent l'opinion de Goblet d'Alviella (1846-1925) :

« On peut discuter l'existence du Rosicrucianisme au XVe et au XVIIe siècle en tant que société fermée à formes quasi maçonniques, professant une philosophie secrète sous des symboles dont la connaissance était réservée aux adeptes. Mais ce qui est hors de conteste, c'est l'existence, pendant le Moyen Age et la Renaissance, de groupes hermétiques et cabalistiques, qui se transmettaient, dans un jargon intelligible à leurs seuls initiés, des

symboles et des pratiques remontant aux premiers siècles de notre ère. Il n'en est pas moins établi qu'à un moment donné ces groupements passèrent à la Maçonnerie avec armes et bagages».

Quant à M. Christian Jacq, il propose une curieuse hypothèse toute personnelle :

« Sans rien affirmer d'une manière définitive, on peut supposer que des membres de la Maçonnerie traditionnelle ont essayé, en façonnant le mythe Rose-Croix, d'amener à l'initiation un certain nombre de personnes par la voie de l'étrange et du merveilleux qui bousculait un peu le rationalisme étroit du XVII^e siècle ».

De toute manière, il paraît bien difficile de nier l'influence rosicrucienne sur la Maçonnerie, matérialisée dans le « cabinet de réflexion » de toutes les Loges, pièce dans laquelle on introduit le néophyte avant son initiation au grade d'apprenti, par l'inscription : « V.I.T.R.I.O.L., formée des initiales de la phrase latine : *Visita Interiora Terrae Rectificandoque Invenies Occultum Lapidem* (Visite l'intérieur de la terre et en rectifiant tu trouveras la pierre occulte). Cette devise des anciens « Rose-Croix » alchimistes était une invitation à rechercher ce qui constitue la substance de l'âme, son secret » (Alain Guichard).

D'autre part, dans la hiérarchie des grades maçonniques dits « Ecossais », le 18^e degré, un des plus importants, est appelé **Souverain Prince Rose-Croix**.

Enfin, les Constitutions maçonniques d'Anderson n'imposent plus à la Franc-Maçonnerie qu'un « déisme nu », « la religion sur laquelle tous les hommes sont d'accord », c'est-à-dire la « religion naturelle », fondement du Rosicrucisme primitif.

CHAPITRE VI

Maçonnerie et Illuminés de Bavière

Le Dictionnaire d'Histoire et de Géographie de Bouillet définit :

— ILLUMINÉS. Ce mot a servi, à différentes reprises, à désigner les membres de certaines sociétés secrètes, soit religieuses, soit politiques, dont les doctrines avaient toujours un caractère prononcé de mysticisme... — On connaît surtout, sous le nom d'**Ordre des Illuminés**, une société secrète fondée en 1776 par Adam Weishaupt, professeur de droit à Ingolstadt.

L'abbé Augustin Barruel (1741-1820), qui a consacré deux tomes de son ouvrage *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* à l'œuvre de Weishaupt, fait la distinction entre les Illuminés de la **Théosophie**, qui « sont plus spécialement les Martinistes », et les Illuminés de l'**Athéisme**, représentés par l'**Ordre de Weishaupt** (1).

D'après le F.^r René Le Forestier, Adam Weishaupt serait né le 6 février 1748 à Ingolstadt en Bavière, dans une famille de pédagogues. Il se distingua parmi les trois mille élèves du collège des Jésuites de cette ville, mais,

(1) L'abbé Barruel, qui fut peut-être Maçon, fit son noviciat chez les Jésuites, devint aumônier de la princesse de Conti et émigra en septembre 1792. Ses *Mémoires* ont été particulièrement contestés. Il est vrai qu'il prête le flanc à la critique par son évident parti-pris et par son habitude d'amalgamer dans une même citation des extraits de plusieurs documents et ses propres commentaires.

Toutefois, reconnaît le F.^r Jean Palou, « le livre de Barruel sur l'Histoire du Jacobinisme » etc., s'il fut critiqué par J. de Maistre et Mallet du Pan, fut louangé par Burke (cf. *Le Paris de Peltier* du 30-XI-1798) qui déclare que cette œuvre fera « époque dans l'Histoire des Hommes ».

Quant au F.^r Le Forestier, au sujet des tomes des *Mémoires* consacrés aux Illuminés de Bavière, il écrit : « C'est la partie la plus considérable de son ouvrage, c'est aussi la plus solidement établie... Barruel a tout lu. Ses nombreuses citations sont traduites d'une façon un peu lâche mais fidèle. Son plan est clair et bien exposé et, de l'amas confus des documents qu'il avait réunis, de l'analyse minutieuse des *Ecrits Originaux*, il a su tirer un exposé complet et à peine tendancieux de l'organisation de l'Ordre ».

rebuté par l'« empreinte » jésuite, il se révolta contre la religion étriquée et sectaire qui lui était imposée sous contrainte morale, avec surveillance constante allant jusqu'à l'espionnage. En 1763, il s'inscrivit à la faculté de Droit d'Ingolstadt, dont l'enseignement, assuré par les Jésuites, accrut encore sa répulsion. *Doctor utriusque juris* en 1768, il fut nommé quatre ans plus tard Assistant de la chaire de jurisprudence.

Le 21 juillet 1773, par le bref *Dominus ac Redemptor*, Clément XIV supprima la Compagnie de Jésus. Weishaupt fut nommé peu après professeur de droit canon.

A la fin de 1774, il sollicita son admission dans la Franc-Maçonnerie, mais il recula devant les frais d'inscription, et, déçu par l'insuffisance du secret dans les Loges, il décida de fonder sa propre société secrète. Il s'en ouvrit à un des ses étudiants, Massenhausen, qui l'approuva vivement. En quelques jours, il rédigea les statuts d'une organisation qu'il appela d'abord « Ordre des Perfectibilistes », changé bientôt en **Ordre des Illuminés**, en allemand *Orden der Illuminaten*, en latin *Ordo Illuminati Germaniae*. Le 1er mai 1776, il réunissait les cinq premiers adhérents, auxquels, par précaution, il imposa un « *nomen mysticum* » (pseudonyme) : Weishaupt prit celui de *Spartacus*, « appellation qui ressurgira après les désastres de 1918... et non par hasard » (Werner Gerson) ; Massenhausen eut celui d'Ajax ; les étudiants en droit Merz, celui de Tibère, Bauhof, celui d'Agathon, le cinquième membre, Sutor, disparaîtra rapidement.

Ajax et Tibère, en qui Weishaupt avait toute confiance, reçurent le titre suprême d'Aréopagite. Puis Ajax recruta Xavier Zwach, « insinué » le 29 mai sous le nom de Danaus, en attendant de le changer le 22 février 1778 pour celui de Caton en devenant Aréopagite.

A cette époque, Weishaupt ne savait pas très bien ce qu'il voulait réaliser. Cet obscur « grimaud de collègue » (Werner Gerson) manquait, comme bien des théoriciens, du sens de l'organisation. Si bien que son Ordre n'avait pas de Code, au sens que donne à ce mot Barruel :

« Par code de la secte illuminée, j'entends ici les principes et les systèmes qu'elles s'est faits sur la religion et la société civile, ou plutôt contre toute religion et contre toute espèce de société civile. J'entends le régime, les lois qu'elle s'est données et qui dirigent ses adeptes, pour amener tout l'univers à ses systèmes et les réaliser ».

Outre son incapacité à organiser, l'attitude de Weishaupt avait une autre cause, la peur..., qu'il manifesta à plusieurs reprises dans sa correspondance.

Troisième mobile à l'attermoiement de Weishaupt à rédiger le « code des Illuminés » : garder ses adeptes bien en main. Car il avait des frictions avec ses Aréopagites notamment. Il s'en tira par la promesse de révéler en temps

voulu ses « mystères ». Et c'est avec un leurre aussi puéril que, pendant cinq ans, il réussit à tenir en haleine ses plus proches collaborateurs...

Vers 1780, Weishaupt accueillit un nouvel adepte, le baron Adolf von Knigge, un Hanovrien protestant, « esprit aventureux, ambitieux, perpétuellement insatisfait de la quête initiatique qu'il poursuit inlassablement parmi d'innombrables loges, chapitres, conventicules, cercles ésotériques qui foisonnent comme des champignons, par toute l'Europe en cette fin du XVIII^e siècle » (Werner Gerson).

C'est Knigge-Philon, titulaire des plus hauts grades Maçonniques, qui mit au point le Code de l'Ordre et son ingénieuse hiérarchie.

Outre les Néophytes en instance d'admission, cette hiérarchie comportait un Edifice inférieur de deux Classes : Préparatoire et Intermédiaire, et un Edifice supérieur de deux Classes : Petits mystères et Grands mystères.

La Classe préparatoire se divisait en quatre degrés : Novice, Minerval, Illuminé mineur, Illuminé majeur. La Classe intermédiaire ne comportait qu'un seul degré : Illuminé dirigeant. Les Petits mystères se composaient de deux degrés : Epopte ou Prêtre Illuminé, Régent ou Prince Illuminé. Les Grands mystères étaient réservés au Mage-Philosophe et à l'Homme-Roi.

Mais pour masquer les activités de son Ordre, Weishaupt y avait adjoint une Classe Maçonnique, comprenant une Loge bleue, dans laquelle le Novice s'appelait Apprenti, le Minerval, Compagnon, l'Illuminé mineur, Maître. En outre, pour appâter les gens jugés inaptes à la connaissance des mystères, le degré d'Illuminé majeur était remplacé par celui de Novice Ecossais, et celui d'Illuminé dirigeant par Chevalier Ecossais, sommet de la Classe Maçonnique.

On attribue ainsi aux Illuminés de Bavière la conception des sociétés secrètes en « cercles concentriques », le Cercle Extérieur étant constitué par l'Edifice inférieur, le Cercle Intérieur, par l'Edifice supérieur.

« A la veille de sa mort, précise M. Serge Hutin, Barruel devait apporter des révélations supplémentaires sur les instances supérieures des Illuminés. Le Cercle Intérieur comportait vingt et un membres qui ne cessaient de voyager. Ce Conseil suprême nommait, par cooptation, un Conseil Intérieur de trois membres, lesquels élaient à leur tour le Grand Maître, doté d'un pouvoir autocratique : toute désobéissance à ses ordres était punie de mort ».

Organigramme de l'Ordre

L'organigramme de l'Ordre — DONT SE SONT INSPIRÉES LA PLUPART DES SOCIÉTÉS SECRÈTES RÉVOLUTIONNAIRES — comprenait une hiérarchie verticale très cloisonnée, correspondant à une organisation interne et à une organisation extérieure.

ORGANISATION INTERNE - Le Néophyte ignorait tout de l'Ordre. Mais, depuis qu'il avait été distingué par un Frère insinuant (recruteur), il était soumis à une surveillance systématique, avec constitution d'un dossier tenu à jour de tous les détails possibles. Au vu du dossier, les instances supérieures autorisaient ou refusaient l'initiation. Si elle était acceptée, il appartenait à l'insinuant de provoquer chez le sujet le désir d'affiliation. Il devenait alors Novice ou « cherchant », et recevait un *nomen mysticum* seul utilisé dans ses rapports avec l'Ordre. Dorénavant, jusqu'à sa mort, et quel que soit le grade qu'il ait atteint, il allait se trouver soumis à un triple espionnage : — l'un descendant du supérieur à l'inférieur ; — l'autre ascendant de l'inférieur au supérieur ; — le troisième exercé sur toute l'organisation par une hiérarchie parallèle dite des « Insinuants », connue des seuls Hommes-Rois, et en liaison directe avec le seul Grand Maître ou Général, ce qui assurait le secret des délations.

Faut-il voir, avec certains historiens maçonniques, dans cette hiérarchie parallèle, les « supérieurs inconnus » qui ont fait couler tant d'encre : il en est fait état dans les statuts du Rite de la Stricte Observance Templière, dont le Protecteur était précisément le duc Ferdinand de Brunswick, l'Aaron des Illuminés de Bavière...

Pour M. Jean Saunier : « ... bien que les Illuminés de Bavière n'aient pas eu le temps de conquérir la puissance dont ils rêvaient en chambre (...) leur tentative de concrétisation efficace de ce qui n'était avant eux qu'une rêverie à propos des Supérieurs Inconnus est d'ailleurs devenu le prototype de toutes les explications de l'Histoire sur la toute-puissance des sociétés secrètes ».

Le Code de l'Ordre tenait à la fois des Constitutions des Jésuites et de l'organisation maçonnique. Il prévoyait une initiation progressive, qui dévoilait peu à peu l'objet de l'institution, exposé par M. Werner Gerson dans un raccourci expressif :

« Son but ultime ? On peut le résumer dans la fameuse formule du Père Duchesne : « Etrangler le dernier prêtre avec les boyaux du « dernier roi ». Les Illuminés de Bavière avaient pour ultime dessein de rendre l'homme à l'état de nature, en supprimant la propriété, la religion, la morale. D'abord tout détruire, systématiquement, pour que se reconstitue, ensuite, une société sans classes. On a découvert dans les notes de Weishaupt une phrase qu'on retrouve textuellement dans Bakounine :

« Nous devons tout détruire, aveuglément, avec cette seule pensée : « le plus possible et le plus vite possible » (...)

« Weishaupt sema le grain qui donna, un peu plus tard, Babeuf, Buonarroti, Elisée Reclus, Bakounine, Kropotkine, Jean Grave et aussi, mais indirectement, Blanqui, Trotski, Lénine. Ce ne sont pas des coïncidences ».

L'effort de recrutement de Weishaupt porta plus sur la qualité de ses affiliés que sur la quantité. Il s'attaqua même aux princes régnants et aux évêques. Sans les admettre, bien entendu, aux « Grands mystères », qui professaient l'abolition de toute autorité politique et de toute religion. D'où, pour certains, la mise sur la voie de garage de la Classe Maçonnique, Novices et Chevaliers Ecossais. Pour les autres, il modifia le texte du Code, de manière « qu'il ne s'y trouve pas une ligne tant soit peu suspecte pour l'Etat ou la Religion ».

C'est ainsi qu'il attira à l'Illuminisme : le duc Louis-Ernest de Saxe-Gotha (Timoléon) et son frère Auguste (Walter Fürst) ; Charles-Auguste, duc de Saxe-Weimar (Eschyle) ; le duc Ferdinand de Brunswick (Aaron), Grand Maître Général de la Stricte Observance Templière ; le duc Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha ; le prince Karl de Hesse, qui devait financer la Conjuración des Egaux de Babeuf ; l'illustre F. Goethe (Abaris) ; Mgr. Hoeffelin (Philon de Byblos), vice-président du Conseil spirituel, à Munich, futur cardinal ; etc.

Un effort spécial fut exercé dans les établissements scolaires, notamment dans les séminaires.

ORGANISATION EXTERIEURE - A la hiérarchie des grades correspondait une hiérarchie pyramidale des fonctions extérieures.

A la base, l'Académie ou Loge Minervale, composée de 10 Minervals au maximum, par raison de discrétion, et dirigée par un Illuminé mineur. Inspection et surveillance par un Illuminé majeur.

Le District ou Directoire Ecossais ayant autorité sur plusieurs Loges ; la Province regroupant plusieurs Districts ; la Nation sous l'autorité d'un Directeur national, chef et centralisateur de toute l'organisation de l'Ordre dans un pays donné, mais « en société et en liaison immédiate avec nos Pères, dont le premier est au timon de l'Ordre ». Coiffant le tout, l'Aréopage, qui cooptait le Général maître absolu de l'Ordre.

L'ensemble était complété par un réseau de Conseils ou Chapitres pour maintenir le contact avec tous les adeptes et informer les dirigeants.

Du secret

« Le silence et le secret sont l'âme même de l'Ordre » prescrivait le Code aux Novices (Barruel), même « auprès de ceux... que vous pourriez soupçonner aujourd'hui être nos frères et auprès de ceux qui vous seront connus dans la suite ». A plus forte raison, auprès des profanes. Il était prescrit à tous les adeptes et en toute occasion de nier l'appartenance à l'Ordre, et même d'avoir connaissance de son existence.

Mais la centralisation autocratique, avec ses innombrables lettres et instructions, ses comptes rendus, son espionnage incessant, exigeait un volumineux échange de correspondance. Pour en préserver le secret, outre l'usage exclusif du «nomen mysticum», on avait affublé villes, provinces et nations de noms supposés : l'Autriche était l'Égypte, la Bavière l'Achaïe, Munich Athènes, Ingolstadt était Ephèse pour l'ensemble de l'Ordre et Eleusis pour les hauts initiés.

Le calendrier avait été bouleversé.

Toute la correspondance devait être chiffrée, suivant deux procédés aussi enfantins l'un que l'autre. Pour les plis importants, on avait mis au point une organisation de courriers très efficace. Enfin, pour les documents d'un intérêt capital, le transport en était confié à un adepte de grade élevé.

*
* *

Cette précaution suprême devait être fatale à l'Ordre.

Déjà alerté par sa police, l'Electeur de Bavière avait édicté, le 22 juin 1784, «la défense absolue de toute communauté, société et confraternité secrète ou non approuvée par les lois. Les simples Francs-Maçons obéirent et fermèrent leurs Loges, les Francs-Maçons Illuminés, qui avaient leurs adeptes à la Cour suprême, se crurent assez forts, pour braver la défense, et continuèrent à tenir leurs assemblées» (Barruel).

En février 1785, Weishaupt fut destitué de sa chaire de droit canon à Ingolstadt «comme fameux Maître de Loge, et rebelle aux ordres portés contre toutes les assemblées et sociétés secrètes». Il partit pour Regensburg (Ratisbonne) sans être autrement inquiété et sans même que la police ait saisi ses papiers.

«Le 2 mars 1785, un autre édit confirma l'interdiction. Les Illuminés se dispersèrent. Mais apeurés, certains d'entre eux firent des révélations, qui à l'Electeur, qui à l'évêque de Freysingue» (Henry Coston, *Avertissement de La Conjuración des Illuminés*).

En 1786, un prêtre apostat nommé Lanz fut foudroyé alors qu'il transportait des documents du plus haut intérêt. La police bavaroise put s'emparer de son portefeuille, ce qui détermina la Cour de Bavière à ordonner des perquisitions chez Zwach-Caton à Landshut, et chez Bassus-Hannibal à Sanderhof. On y découvrit plusieurs charrettes d'archives, d'où furent tirés les *Quelques Ecrits Originaux de l'Ordre des Illuminés*, publiés en 1787 «sur ordre suprême de son Altesse Electorale», suivis quelque temps plus tard d'un *Supplément*. (Ce sont ces papiers que Henry Coston a publié

dans *La Conjuración des Illuminés*, près de 400 pages de révélations sur la secte des Illuminés (Paris 1979).)

Finalement, un Rescrit du 16 août 1787 prononça la dissolution de l'Ordre. Une vingtaine de personnes de second plan furent seules traduites en justice, qui infligea quelques légères peines de prison et des révocations d'emploi. Divers affiliés, dont Zwach-Caton, avaient jugé prudent de prendre le large. Quant à Weishaupt, resté à Regensburg sous la protection de la Régence, il fut condamné à mort par contumace et sa tête mise à prix. Mais l'Electeur de Bavière, peu soucieux d'en faire un martyr, le fit «évasion» par sa police. Il se réfugia à la Cour du duc de Saxe-Gotha-Thimoléon, qui lui confia l'éducation de son fils cadet. Il mourut à Gotha le 18 novembre 1830, totalement oublié, sauf des Francs-Maçons de la ville auxquels il s'intéressa jusqu'au bout.

Illuminés et Francs-Maçons

Précisément, les rapports entre les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie ont donné lieu à une controverse que le temps n'a pas apaisée. On peut, certes, discuter de la qualité et de l'étendue de ces rapports, mais il est difficile d'admettre l'assertion de M. Pierre Mariel :

«C'est par erreur (erreur que nous croyons volontaire) que quelques historiens ont voulu voir dans ces Illuminés des francs-maçons. En fait, il n'y eut aucune relation directe entre les francs-maçons et l'Illuminisme».

Le F. : Mariel fait bon marché des recoupements concordants entre des ouvrages aussi divers que : — les *Ecrits Originaux*, les *Derniers éclaircissements de Philon* (Knigge), les *derniers travaux de Spartacus et de Philon* ; — les *Mémoires de l'abbé Barruel*, les *Proofs of a Conspiracy* du F. : John Robison ; — la thèse de doctorat *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande* du F. : René Le Forestier, pour ne citer que ceux-là.

En 1774, Weishaupt avait retiré sa candidature à une Loge de Nuremberg, puis à une Loge de Munich, parce qu'il «avait été déçu par les divulgations des secrets maçonniques qui démontraient, à ses yeux, que les francs-maçons étaient incapables de former une véritable société secrète» (Jean Saunier). Pourtant, le 8 février 1777, il figure comme apprenti n° 24 au tableau de la Loge *La Prudence* de Munich, qui relevait de la *Stricte Obéissance Templière* (Le Forestier). En outre, il avait connaissance des «secrets» des hauts grades maçonniques par Zwach et par Knigge ; il en avait conçu un profond mépris, surtout à l'égard des pratiques des sectes se livrant à l'alchimie, à la magie, à la kabbale, comme les Rosicruciens et les Martinistes.

Toutefois, ayant mesuré l'impact des symboles et des rites sur les Francs-Maçons, il s'empessa d'en truffer son Code.

Initié à l'Illuminisme en juillet 1780, Knigge décida Weishaupt à tenter d'«incorporer la Franc-Maçonnerie dans son Ordre». Avec son grade de **Templier**, le plus élevé dans la **Stricte Observance Templière**, Knigge était bien placé pour la noyauter. Il comptait profiter du Convent de tous les Ordres, Obédiences et sectes, qui devait s'ouvrir fin 1781 à Wilhelmsbad, près de Hanau.

C'est à cette époque que Weishaupt procéda à la constitution d'un «nouveau système Maçonnique Illuminé», avec Loges bleues, formées des trois grades d'**Apprenti** (Novice), **Compagnon** (Minerval), **Maître** (Illuminé mineur). Mais :

«L'objet le plus pressant était de fixer au plus tôt les dernières parties du code, et surtout ces grades à donner aux Francs-Maçons, déjà trop avancés dans les mystères pour être condamnés à toutes les épreuves de l'école minervale» (Barruel).

Aussi est-ce à leur intention que Knigge créa les grades bivalents d'Illuminé-majeur-Novice Ecossais, Illuminé dirigeant-Chevalier Ecossais. En même temps, il établissait les statuts des «petits mystères» — ceux des «grands mystères» ne seront constitués que plus tard.

Au convent, qui s'ouvrit le 16 juillet 1782, les représentants de Weishaupt ne figuraient qu'en qualité de délégués de la Stricte Observance Templière, dont ce congrès allait sonner le glas. Ces représentants manœuvrèrent fort habilement. Ils parvinrent à obtenir l'unification des Rituels des Loges bleues de tous les Ordres qui en possédaient, et donc la reconnaissance de la validité des Loges bleues des Illuminés. Ce qui revenait à faire reconnaître ipso facto la légitimité de leur Ordre, ainsi que celle de ses deux grades Maçonniques de Novice Ecossais et de Chevalier Ecossais.

D'autre part, Knigge profita du Convent pour se livrer à un intense prosélytisme dans les couloirs. Ce qui lui valut de nombreuses candidatures à l'Illuminisme Bavarois de la part des Députés des diverses Obédiences. A des personnalités aussi averties, Knigge décerna incontinent les degrés d'Eopote et de Régent.

Weishaupt avait réussi son noyautage de tous les Ordres Maçonniques, à la fois : — par la base, avec les Loges bleues, dont il inspira les Rituels «qui sont restés tels depuis» (Jean Palou) ; — par la tête, avec les Députés Eopotes et Régents qui, rentrés dans leur pays, introduisirent dans leurs Loges les doctrines Illuministes. Ce qui permet à Barruel de conclure :

«A dater de l'instant où tous ces Députés maçonniques furent Illuminés, les progrès de la Secte Bavaroise deviennent menaçants ; et ils sont si rapides que bientôt l'univers sera rempli de conjurés».

Cette conclusion a été contestée par de nombreux auteurs maçonniques. Pourtant des historiens aussi avertis que les FF. : Faucher et Ricker affirment :

«Les Loges allemandes réagissent... vigoureusement contre l'invasion des Illuministes et en 1783 la Mère-Loge de Berlin précise dans une circulaire, qu'elle exclut toutes les Loges qui dégradent la Franc-Maçonnerie en y introduisant les principes de l'Illuminisme».

Dans *Les Sociétés secrètes*, M. Serge Hutin confirme :

«(Weishaupt) réussit à faire entrer dans sa Société un grand nombre de Francs-Maçons, qui avaient rompu avec la règle interdisant les discussions religieuses ou politiques dans les Loges ; à son apogée, l'Ordre comptait, en 1783, six cents membres rien qu'en Bavière et un certain nombre d'affiliés dans toute l'Europe».

Quant à M. Alan Stang — et l'on sait que les historiens américains ont poussé fort loin leurs études sur les sociétés secrètes à la veille de la Révolution française —, il prétend que, peu après 1782, les Illuminés comptaient «déjà au moins deux mille membres dans les pays de langue allemande (...)

«Dans l'été de 1782, les chefs de la Maçonnerie se réunirent à Wilhelmsbad, parmi lesquels le duc Ferdinand de Brunswick et le prince Karl de Hesse. Weishaupt les recruta, prenant ainsi la haute main sur la Franc-Maçonnerie allemande (...)

«Vers 1788, toutes les 266 Loges du Grand Orient de France étaient plus ou moins sous la coupe des Illuministes».

CHAPITRE VII

Maçonnerie et Politique

La Franc-Maçonnerie s'efforce d'imposer au grand public, ainsi qu'à la majorité de ses affiliés, que :

En principe, de par ses Constitutions, la Maçonnerie est opposée à toute activité politique ou religieuse dans ses Loges. Si certains de ses membres s'y sont livrés ou s'y livrent, c'est à titre individuel, sans engager l'Ordre en tant que tel.

Il est facile de prouver que cette proposition constitue une contrevérité manifeste.

La Maçonnerie dans la Révolution française

A propos de la Révolution française, le F. : Jean Palou affirme :

« Il va sans dire qu'il n'y a jamais eu de complot maçonnique contre le Trône et l'Autel ».

A ceux qui opposent à cette allégation les témoignages : du F. : anglais John Robison, titulaire d'un haut grade, Rose-Croix d'après Barruel, Maître Ecossais d'après le Forestier ; du F. : comte von Haugwitz, qui fut ministre des Affaires étrangères et président du cabinet prussien en 1794, mais aussi « ancien chevalier templier sous le nom de Eques a Monte Sancto » ; du F. : comte de Virieu, Eques a Circulis des Chevaliers Bienfaisants de Lyon ; de trois FF. : de Besançon, Maire de Boulogne, président du Parlement de Franche-Comté, Rougnon, professeur à la faculté de Médecine, de Raymond, de la Loge des Amis Réunis, inspecteur des Postes, déclarant que la mort de Gustave III de Suède et celle de Louis XVI avaient été « jurées » au Convent de Francfort (1786) ; du baron Jean

Debry, préfet du Doubs, « Franc-Maçon, conventionnel et régicide, qui avait voté la mort de Louis XVI parce qu'« on lui rappela d'un signe le serment des loges » ; à ces divers témoignages on objecte que la responsabilité éventuelle d'un Complot contre le Trône et l'Autel n'incombe pas à la Maçonnerie, mais aux seuls Illuminés de Bavière, « qui étaient, eux, nettement irréligieux et révolutionnaires » (E. Dermenghem).

Mais, comme il n'est plus possible de nier la participation de la Maçonnerie à la préparation de la Révolution, on cherche à la minimiser. Tel le F. : Paul Naudin, qui écrit :

« Des études approfondies et documentées ont mené depuis à des solutions nuancées. La thèse de la conjuration est aujourd'hui abandonnée ; la plupart des auteurs s'accordent au contraire à voir dans la franc-maçonnerie un véhicule, parmi bien d'autres, des idées libérales — elles-mêmes conditionnées par de multiples causes d'ordre économique, politique et social, qui conduisirent au cours du XVIIIe siècle vers le bouleversement final ».

De leur côté, les FF. : Faucher et Ricker reproduisent l'opinion du F. : Emile Dermenghem :

« Si les Francs-Maçons du XVIIIe siècle ont préparé la Révolution, ce n'est sans doute pas en qualité de Maçons, mais en tant qu'hommes du XVIIIe siècle soumis plus ou moins, comme tous leurs contemporains, à l'influence de Voltaire et de Rousseau ».

Cependant, quelques pages auparavant, ces mêmes auteurs reconnaissent :

« A Paris, les partisans d'un grand bouleversement révolutionnaire se retrouvent dans les comités et les clubs. Dès 1788, la Société des Trente donne son premier état-major à la Révolution et nous y trouvons plusieurs Francs-Maçons ».

Ils précisent même que, dans la Société des Trente, « on a pu identifier avec certitude vingt-deux Francs-Maçons sur les trente-cinq connus », et que « la Société est en liaison avec la faction du duc d'Orléans que dirige le Frère Choderlos de Laclos ». Or le duc d'Orléans, Grand Maître du Grand Orient de France, stipendié par l'Angleterre, a dilapidé une immense fortune à soutenir les mouvements révolutionnaires et à fomenter les émeutes, en attendant de s'affilier au Maçonnique Club des Jacobins sous le nom de Philippe-Egalité, de voter la mort de son cousin Louis XVI, et de monter lui-même à l'échafaud (1).

(1) Voir le livre présenté par Henry Coston : Procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette, déjà cité.

La participation de la Maçonnerie à la préparation de la Révolution a été affirmée par Lamartine en février 1848. Chef du Gouvernement Provisoire — qui comptait neuf Maçons sur onze membres —, il recevait à l'Hôtel de Ville de Paris une délégation des Loges « bannières en tête, portant tablier et sautoir », quand il leur déclara :

« J'en sais assez de l'histoire de la franc-maçonnerie pour être convaincu que c'est du fond de vos loges que sont émanés, d'abord dans l'ombre, puis dans le demi-jour, et enfin en pleine lumière, les sentiments qui ont fini par faire la sublime explosion dont nous avons été témoins en 1790 et dont le peuple de Paris vient de donner, il y a peu de jours, la seconde et, j'espère, la dernière représentation ».

On ne sache pas qu'aucun des FF. : présents aient élevé la moindre protestation, ni ce jour-là ni par la suite...

Au demeurant, on pourrait citer nombre d'auteurs Maçons qui se vantent de la part prépondérante prise par la Maçonnerie dans la préparation de la Révolution.

Ainsi, le 1er juillet 1904, à la Chambre des Députés, on a pu entendre l'échange de propos suivant :

M. de Rosambo — La Franc-Maçonnerie a travaillé en sourdine mais d'une manière constante à préparer la Révolution.

M. Jumel — C'est en effet ce dont nous nous vantons !

M. Alexandre Zevaès — C'est le plus grand éloge que vous puissiez en faire.

M. Henri Michel (Bouches-du-Rhône) — C'est la raison pour laquelle vous et vos amis la détestez.

M. de Rosambo — Nous sommes donc parfaitement d'accord sur ce point que la Maçonnerie a été le seul auteur de la Révolution, et les applaudissements que je recueille de la gauche, et auxquels je suis peu habitué, prouvent, Messieurs, que vous reconnaissez avec moi qu'elle a fait la Révolution française.

M. Jumel — Nous faisons plus que de le reconnaître, nous le proclamons.

Au Convent du Grand Orient de 1922, l'ancien député de la Seine F. : Jean Bon déclarait :

« La Société des Jacobins qui a été le grand auteur de la Révolution française, n'était pour ainsi parler, que l'aspect extérieur de la Loge maçonnique. Ce qu'ont fait les Jacobins pendant les cinq immortelles années de 1789 à 1794, nous pouvons et devons le faire si le danger revient ».

Mais il devait appartenir au F. : Gaston-Martin, 31e et membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, auteur de deux ouvrages classiques : La Franc-Maçonnerie française et la préparation de

la Révolution (1926) et Manuel d'histoire de la Franc-Maçonnerie française (1934), de reconnaître :

« LA FRANC-MAÇONNERIE, DANS CETTE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ PAR DES IDÉES, NE S'EST PAS CONTENTÉE D'ADAPTER LES PRINCIPES AUX INDIVIDUS. TRÈS VITE ELLE A ÉTÉ AMENÉE A CHERCHER LES MOYENS PRATIQUES DE RÉALISER CES IDÉES. ELLE A ÉTÉ, DE CE CHEF, LA VRAIE CRÉATRICE, NON DES PRINCIPES, MAIS DE LA PRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ».

C'est nous qui soulignons cet aveu. Il atteste la participation effective de l'Ordre Maçonnique en tant que tel non seulement à la création de l'« armature idéologique » des « premiers mouvements révolutionnaires » (Alain Guichard), mais encore à leur EXÉCUTION (1).

La Maçonnerie anglo-saxonne

On a souvent prétendu que si la Maçonnerie latine s'était mêlée occasionnellement de politique et de religion, la Maçonnerie anglo-saxonne s'y était toujours refusée. Encore une légende... !

Sans remonter plus haut que le XVIIe siècle, on doit constater avec MM. Faucher et Ricker :

« En 1648, Cromwell s'empare du pouvoir et fait décapiter Charles 1er. La reine Henriette de France, fille de Henri IV, se réfugie à Saint-Germain, avec ses deux enfants, suivie de nombreux gentilhommes écossais. Les catholiques qui appartiennent à des Loges maçonniques participent activement aux complots contre Cromwell ; en Angleterre, en Ecosse, en France, les stuardistes camouflent leurs activités derrière le secret des Loge ».

Et encore :

« En Angleterre, la Maçonnerie se trouve de plus en plus engagée dans les luttes politiques. En 1659, le général Monck, chef de l'armée écossaise, est admis comme Maçon Accepté dans la Grande Loge Opérative d'Edimbourg. A la même époque, nous voyons se créer en Angleterre et en Ecosse, au sein de la Maçonnerie Opérative, une fraction secrète, l'ordre des Maîtres écossais de Saint-André, qui regroupe exclusivement les stuardistes Maçons Acceptés.

« Le complot réussit puisque le général Monck, en 1660, rétablit Charles II sur le trône. Les stuardistes de Saint-Germain regagnent Londres ».

(1) Dans son remarquable ouvrage : La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIIIe siècle (récentement réimprimé - Publications Henry Coston), le professeur Bernard Fay explique le mécanisme de l'opération qui conduisit à la chute de la Monarchie minée par les sociétés secrètes.

On pourrait multiplier les exemples jusqu'à nos jours. Ne serait-ce qu'avec l'abdication du T.^h. Ill.^h. F.^h. Edouard VIII, qui lui fut imposée en décembre 1936 parce qu'il était opposé à un conflit avec l'Allemagne hitlérienne ; le réclamaient à la fois : la Haute Finance internationale devant le développement industriel et commercial allemand ; la Maçonnerie, dont Hitler avait interdit les activités sur tout le territoire du III^e Reich.

L'Indépendance américaine offre un cas typique de l'intrusion de la Maçonnerie anglo-saxonne dans la politique active. Le principal animateur en fut le F.^h. Benjamin Franklin, initié en février 1731 à la Loge Saint-John de Philadelphie. Dès 1752, au Congrès d'Albany, il avait proposé une conférence des diverses colonies anglaises d'Amérique pour leur défense contre les Français du Canada et de Louisiane, mais il ne fut pas écouté.

Grâce à ses fonctions de Maître des Postes, il établit des contacts entre les Loges. Puis il créa une **Société Philosophique Américaine** à l'instar de la Rosicrucienne Société Royale des Sciences de Londres, « formée principalement de maçons et capable de répandre dans le public profane des notions et des lumières que les loges maçonniques ne pouvaient y diffuser si aisément ni si rapidement » (Bernard Fay).

Pour gagner les populations urbaines, il constitua, autour de sa **Gazette de Pennsylvanie**, un réseau de journaux maçonniques. Aux campagnes, il destina son **Almanach du Bonhomme Richard**, qui connut un vif succès. Enfin, il constitua une organisation de « beaux parleurs », chargés d'intervenir dans les conversations des tavernes et de les orienter dans le sens voulu.

« Ce qui finit par se produire, écrit Bernard Fay, est bien typique des méthodes employées par la maçonnerie au XVIII^e siècle et mérite quelque attention. Le point où le conflit politique et social avait atteint sa plus grande acuité était Boston. Ville prospère, ville intellectuelle, ville cultivée, à la fois très pieuse et très maçonnique, Boston avait, dès 1773, de la ferveur révolutionnaire ».

Et Bernard Fay raconte avec humour la « Tea Party » du 16 décembre 1773, où les Maçons de la Loge de Saint-André, déguisés en Indiens, jetèrent à la mer les trois cent quarante-deux caisses de thé qui constituaient la cargaison de trois navires anglais mouillés dans le port, ce qui fut le signal de la Révolution américaine.

« Puis la Révolution d'Amérique suivit son cours sous l'égide de la franc-maçonnerie... En Amérique, l'unité nationale se fit autour d'un maçon, en Europe la propagande nationale fut faite par un maçon. Washington, Franklin sont les deux colonnes sans lesquelles le temple de la liberté américaine eût immédiatement croulé ».

Qui ne sait le succès que les Maçons français réservèrent à Franklin, au point de le choisir comme Vénérable de la Loge des Neuf Sœurs.

Washington et les Illuminés de Bavière

En 1798, le T.^h. Ill.^h. F.^h. George Washington, Charter Master de l'**Alexandra Lodge n° 22**, écrivait au Révérend G.W. Snyder :

Monsieur le Révérend,

Je n'avais pas l'intention de mettre en doute que la doctrine des **Illuminés** et les principes du Jacobinisme ne s'étaient pas étendus aux Etats-Unis. Au contraire, personne n'est plus convaincu de ce fait. L'idée que je voulais vous exposer était que je ne croyais pas que les Loges de Francs-Maçons de notre pays avaient cherché, en tant qu'associations, à propager les **DIABOLIQUES** doctrines des premiers ou les **PERNICIEUX** principes du second, **STL EST POSSIBLE DE LES SÉPARER**. Que des individus l'aient fait, ou que le fondateur ou les intermédiaires employés pour fonder les sociétés **DÉMOCRATIQUES** aux Etats-Unis aient eu ce projet, et qu'ils aient eu en vue de séparer le peuple de son gouvernement, **C'EST TROP ÉVIDENT POUR PERMETTRE LE DOUTE** » (2).

Cette lettre prouve que l'Ordre des Illuminés : — avait bien infiltré les Loges Maçonniques ; — s'était perpétué, onze ans après le Rescrit de dissolution du 16 août 1787, non seulement dans « tous les pays d'Europe », mais encore aux Etats-Unis, dont les Ateliers étaient dans l'Obéissance des Grandes Loges anglaises.

Deux points particuliers sont à retenir :

— Les « diaboliques » doctrines de l'Illuminisme et les « pernicieux » principes du Jacobinisme paraissent à Washington inséparables.

— Il est « trop évident pour permettre le doute » que la fondation des « sociétés démocratiques aux Etats-Unis » a « eu en vue de séparer le peuple de son gouvernement ».

ON NE PEUT PAS NE PAS ÊTRE FRAPPÉ PAR L'AUTORITÉ AVEC LAQUELLE WASHINGTON, PREMIER PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS, ET DONC FORT AU COURANT DES MANOEUVRES POLITIQUES DONT SON PAYS ÉTAIT L'OBJET, S'ÉLÈVE CONTRE L'IDÉOLOGIE DÉMOCRATIQUE, PRODUIT DE L'ILLUMINISME DE BAVIÈRE ET DU JACOBINISME, IMPORTÉE AUX ETATS-UNIS A DES FINS RÉVOLUTIONNAIRES.

(2) Mise en capitales par The Review Of The News, du 19 juillet 1972, d'après Charles Callahan, Washington, The Man And The Mason.

Aussi est-il permis de montrer quelque étonnement devant la quasi-unanimité des historiens à soutenir que l'idéologie démocratique a été répandue en France par les troupes ayant combattu dans les rangs des Insurgents américains.

A la vérité, il semble bien que ce sont les « activistes » de la Maçonnerie française, fortement infiltrée d'Illuminisme — dont La Fayette — qui ont apporté leur idéologie démocratique aux Etats-Unis, malgré Washington. A leur retour en France, auréolés de la victoire, ils eurent toutes facilités pour propager leurs idées révolutionnaires dans le milieu de la Fronde aristocratique, regroupée dans les Loges.

Parallélisme des Révolutions

La chronologie fait ressortir un parallélisme constant et des imbrications occultes entre les Révolutions qui ont agité le monde depuis le XVIIIe siècle.

Ainsi, tandis que la Maçonnerie fomentait les Révolutions des Insurgents américains et des Jacobins français, s'agitait le Nord de l'Europe.

Dans une lettre ouverte à S.E. le cardinal Seper, Préfet de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi, publiée en janvier 1975, M. Jędrzej Giertych donne des détails peu connus sur l'action des sociétés secrètes dans les insurrections polonaises des XVIIIe et XIXe siècles. Il dévoile que la « Diète de Quatre Ans », qui gouverna la Pologne de 1788 à 1792, était dirigée par une société secrète, dite Société des Amis de la Constitution du 3 Mai, sous l'impulsion des quelques cinquante Francs-Maçons de ses membres. Son soulèvement, en 1792, fut l'occasion du second partage de la Pologne. Il en fut de même du soulèvement de Kosciusko, en 1794, qui amena le troisième et dernier partage de la Pologne.

D'autre part, écrit Eugène Lennhoff, « Sous la grande Catherine, deux francs-maçons surtout se distinguèrent par l'efficacité de leur action : l'écrivain moscovite Nicolas Ivanovitch Novikov, et le rose-croix Jean-Eugène Schwartz, hommes remarquablement éclairés, qui eurent une profonde influence sur la vie spirituelle de la Russie de leur époque ».

Dès 1779, Novikov dirigeait le quotidien *Les Nouvelles de Moscou* ; puis il fonda plusieurs journaux satiriques, édita des traductions de Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Hume, organisa une bibliothèque de prêts. La distribution de ses nombreuses publications était confiée aux Loges maçonniques. Leur effort de recrutement porta surtout sur les étudiants, afin de constituer une « intelligentsia » progressiste ; les mesures de répression n'empêchèrent pas sa progression. Au point que le nouveau tsar,

Alexandre Ier, déjà gagné au libéralisme par son précepteur La Harpe, entra en contacts avec le Comité du Bien Public, groupement secret constitué à la Cour par de jeunes aristocrates.

Cette agitation devait aboutir au complot dit des « Décabristes » ou « Décembristes », d'origine maçonnique, ainsi appelé parce qu'il provoqua l'insurrection du 13 décembre 1825, rapidement écrasée par les forces de l'ordre.

Si l'on en croit le comte d'Hérisson, le parallélisme des Révolutions du début du XIXe siècle était dû à une entente permanente entre les sociétés secrètes.

« C'est en Angleterre, écrit-il, dans l'île qu'on a nommée la terre classique de la liberté, que se réunissaient les délégués et qu'avaient lieu leurs agissements. Toutes les Sociétés secrètes de l'Europe ont constamment entretenu à Londres des émissaires, et Lord Sydmouth, avec son *alien bill*, n'a rien fait pour les empêcher de se réunir. Les agents supérieurs de la police anglaise faisaient eux-mêmes partie de l'association, dont les efforts tendaient sans cesse à l'affiliation universelle. Le prêtre napolitain Minichino représentait à Londres les Carbonari ; le prêtre espagnol Monteyro y représentait les Guelfes espagnols ; le comte de F. et le baron de M. étaient les ambassadeurs du *der Tugenbund* prussien ; le colonel Ellen représentait les Lithuaniens ; autour de ces différents chefs se groupaient le Sicilien Romeo, le Silésien Waltorf, le Ragusain Beltera et le Polonais Stanislawski ».

Or, la Carboneria, les Guelfes et le Tugenbund appartenaient à l'aile radicale de la Maçonnerie.

Même parallélisme en 1822, avec les trois mouvements insurrectionnels carbonaro-maçonniques : en France, l'« affaire des Quatre Sergents de La Rochelle » ; en Espagne, le soulèvement du général Riego qui imposa à Ferdinand VII la Constitution de 1812 ; en Italie, les troubles qui se terminèrent par le « Procès des Carbonari » à Venise. Et, fait remarquer M. Georges Ollivier :

« Le mouvement carbonaro, favorisé par la Maçonnerie, ébranla l'Italie et l'Espagne. Pour cette dernière, il eut des conséquences tragiques, car, le jour où Louis XVIII assura la défense du roi contre les Cortès, la F. M., aidée par l'Angleterre et les Etats-Unis fomenta la révolte des colonies espagnoles : ce n'est pas un hasard que presque tous les grands « libérateurs » sud-américains et philippins : José de San Martin, Marcelo del Pilar, étaient francs-maçons et que des mouvements opportuns de troubles éclatèrent dans les régiments désignés par le roi d'Espagne pour la défense de ses colonies ».

C'est ainsi que Miranda avait créé à Cadix la Loge Lautaro, pour préparer le soulèvement hispano-américain ; sur cette Loge, San Martin et Alvear fondèrent la Grande Loge de Buenos-Aires. Bernado O'Higgins et Simon Bolivar étaient Maçons.

L'unification de l'Italie a été assurée par la collusion de la Carboneria avec diverses Obédiences Maçonniques plus ou moins régulières : Federati d'Italie, Philadelphes, Adelphe, Grand Firmament et Rite Mizraïm. Mazzini était carbonaro ; Cavour et Garibaldi Maçons.

Quant aux Révolutions de 1848 :

« La synchronisation de (leurs) mouvements est remarquable : 12 janvier, insurrection à Palerme ; le 27 janvier, troubles à Naples, suivis d'incidents en Toscane, en Sardaigne et dans les Etats pontificaux ; le 24 février, révolution à Paris ; 7 et 8 mars, émeutes à Berlin ; 13 et 15 mars, révolution à Vienne, suivie de troubles à Milan, à Venise (18-22 mars), à Prague (12 juin) et en Croatie (27-30 juillet). Entraînées dans des guerres avec les insurrections victorieuses en Pologne, en Hongrie et en Italie, la Prusse et l'Autriche auraient peut-être succombé si elles n'avaient bénéficié du concours de l'armée russe » (G. Ollivier).

Et il ne vient à l'idée de personne de nier la participation de la Franc-Maçonnerie à ce processus révolutionnaire-type.

Donc, latine, anglo-saxonne, germanique ou slave, la Maçonnerie, quoi qu'elle prétende, s'est toujours mêlée de politique...

CHAPITRE VIII

Les Messianiques modernes

La tendance actuelle à la suprématie mondiale peut être considérée à juste titre comme le plus récent des avatars du Messianisme.

A l'instar du Messianisme talmudique, en effet, cette tendance est caractérisée :

- par un corps de doctrine associant de manière indissoluble les préceptes religieux, moraux et politiques, sous la forme de principes rigoureux, baptisés arbitrairement communisme ou démocratie ;
- par un matérialisme fondamental ;
- par une approche élitiste de la constitution de la société ;
- par un gouvernement centralisé, individuel ou collégial, sous la dépendance de puissances occultes.

A la vérité, l'actuel avatar du Messianisme n'en est qu'une « déviation » : la synarchie, dont MM. André Ulmann et Henri Azeau donnent la double définition :

« ... la synarchie ne serait que la situation d'un Etat où le pouvoir est partagé entre plusieurs chefs gouvernant chacun une partie de l'Etat. C'est aussi selon les deux racines grecques qui le composent, le pouvoir ensemble et, par un curieux rapprochement, ce qu'on pourrait aussi nommer... le pouvoir collégial ».

La République de Platon

Les théories synarchiques prennent pour référence La République, écrite par Platon dans la première moitié du IV^e siècle A.C.

De famille riche et illustre, Platon fut élève des Sophistes, puis de Socrate. Bien qu'apparenté à des politiciens notoires d'Athènes, il ne participa jamais aux affaires publiques de la cité. D'autre part, pendant toute sa jeunesse, il vécut dans une atmosphère de drame : guerres extérieures malheureuses, accompagnées d'incessantes révolutions faisant alterner la démocratie et l'oligarchie, avec leur cortège d'exécutions, d'emprisonnements, de bannissements, de confiscations. Pour parfaire le tout, en 399, le démocrate Anytos condamnait Socrate à boire la ciguë.

Ainsi, *La République* est l'œuvre d'un théoricien aristocrate, sans aucune pratique du pouvoir, qui, ayant assisté de l'extérieur aux tragédies causées par les défaillances d'une autorité éphémère issue des caprices du peuple, a imaginé de toutes pièces une construction socio-politique dont l'utopie ne le cède qu'au mépris de l'homme. Ce qui fait apparaître Platon comme le prototype de nos modernes « technocrates ».

Le Petit Larousse définit en effet :

TECHNOCRATE : Homme d'Etat ou haut fonctionnaire qui exerce son autorité en fonction d'études théoriques approfondies des mécanismes économiques, sans toujours tenir un compte suffisant des facteurs humains.

Et :

TECHNOCRATIE : Système politique dans lequel l'influence déterminante appartient aux techniciens : la synarchie est une technocratie.

La République se présente sous la forme d'un dialogue rapporté par Socrate et auquel participent ses disciples Glaucon, Polémarque, Thrasimaque, etc.

D'entrée de jeu, Platon fait dire à Thrasimaque :

« Je soutiens, moi, que la justice n'est autre chose que l'intérêt du plus fort (...) »

« ... tout gouvernement établit toujours les lois dans son propre intérêt..., puis, ces lois faites, ils proclament juste pour les gouvernés ce qui est leur propre intérêt, et, si quelqu'un les transgresse, ils le punissent comme violeur de la loi et de la justice. Voilà, mon excellent ami, ce que je prétends qu'est la justice uniformément dans tous les Etats : c'est l'intérêt du gouvernement constitué. Or c'est ce pouvoir qui a la force ; d'où il suit pour tout homme qui sait raisonner que partout c'est la même chose qui est juste, je veux dire l'intérêt du plus fort » (Livre I).

Opinion qui n'a rien de philosophique, et Socrate s'empresse de la démolir à coups de sophismes. Mais elle représente en fait la pensée profonde de Platon pour l'édification de sa « cité idéale ».

Cette cité, dont Platon trace le plan dans sa *République*, sacrifie systématiquement l'individu à la société. Elle est formée de trois classes, fort différentes en nombre et en attributions.

La classe inférieure, de beaucoup la plus nombreuse, comprend tous les travailleurs, paysans, artisans, commerçants. C'est elle qui détient la propriété et l'argent : elle détient donc la puissance économique. Mais elle n'a aucun pouvoir politique ; d'autant moins qu'elle n'est initiée à aucune culture ni aucune philosophie. Son seul rôle, exécuter les tâches qui lui ont été décidées.

La seconde classe est composée des guerriers ou « gardiens ». Après sélection sévère, ils recevront une longue éducation à base de gymnastique et de musique. « Ces gardiens ne doivent rien posséder, ni propriété privée, ni famille, ni argent, ni maison. Leurs mariages seront des unions provisoires réglées par les magistrats pour obtenir les enfants les plus aptes. Les guerriers vivront en collectivité et leurs besoins seront assurés par la cité ; leurs enfants seront enlevés à leur mère et élevés, eux aussi, collectivement » (Michel Mourre).

Or, après avoir établi que les femmes possèdent les mêmes aptitudes que les hommes à devenir « gardiens » et jusque dans le métier de la guerre, Platon en déduit :

« Ce sont donc les femmes douées de ces qualités que nous choisirons pour en faire les compagnes des hommes qui en sont doués aussi et partager avec eux la garde de l'Etat, parce qu'elles en sont capables et qu'elles ont avec eux une parenté de nature ».

Avec toutefois la restriction que :

« Ces femmes de nos guerriers seront communes toutes à tous ; aucune n'habitera en particulier avec aucun d'eux : les enfants aussi seront communs, et le père ne connaîtra pas son fils, ni le fils son père ».

Enfin, la classe supérieure, de faible importance numérique, mais toute puissante, est formée des « philosophes magistrats ». Après une longue éducation, ils auront pour tâche de faire régner la « justice » par tous les moyens à leur disposition, fussent-ils impitoyables. Leurs décisions, non motivées, seront sans appel. Et dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire, il leur sera loisible de bernier le peuple par des « mensonges royaux ».

Ainsi, toute la « cité idéale » de Platon est fondée sur l'arbitraire le plus absolu, dont l'erreur capitale est son opposition à la loi naturelle, notamment à l'esprit de famille. Or Fustel de Coulanges a démontré pertinemment que la société ne peut être que l'extension de la famille.

Pour Platon, sa conception de la société est justifiée par son opinion que le seul mobile au regroupement des hommes est l'intérêt :

« ... selon moi... l'Etat doit sa naissance à l'impuissance où l'individu se trouve de se suffire à lui-même et au besoin qu'il éprouve de mille choses...

« Dès lors, un homme prend un autre homme avec lui en vue de tel besoin, puis un autre en vue de tel autre besoin, et la multiplicité des besoins assemble dans la même résidence plusieurs hommes qui s'associent pour s'entraider : c'est à cette société que nous avons donné le nom d'Etat...

« Mais quand un homme donne et reçoit, il ne fait cet échange que parce qu'il y voit son intérêt ».

Puisque la constitution de l'Etat ne repose que sur l'intérêt, tout sentiment individuel en est banni : ainsi l'éducation des « gardiens » est conçue comme une programmation de robots.

Or, c'est parmi les « gardiens » que seront sélectionnés les meilleurs sujets, ou « gardiens parfaits », pour les élever au rang suprême de « gouverneurs » ou « philosophes ». C'est admettre qu'on peut fabriquer à la chaîne des philosophes-robots, interchangeables dans le temps parce qu'identiques dans l'omniscience, se sacrifiant par seul devoir au soin de l'Etat. C'est faire abstraction de la nature humaine, infinie dans sa variété, en dépit de l'éducation la plus draconienne.

En fait, appliqué à la hiérarchie de Platon, le terme de « classe » est impropre ; il doit être remplacé par celui de « caste », si l'on en croit le Littré, qui définit :

Classe : ensemble de personnes qui ont entre elles une certaine conformité d'intérêts, de mœurs et d'habitudes. (On y ajoute souvent un sens de distinction, de valeur, comme dans l'expression : Il a de la classe.)

Caste : classe de la société, que l'on considère alors comme exclusive et fermée. (Esprit de caste, Préjugé de caste.)

Or l'esprit de caste implique des oppositions et des discordes entre citoyens, ne serait-ce que par ses particularismes fondamentaux. Mais surtout par sa négation du concept de liberté individuelle, inhérent à la nature humaine. L'esprit de caste, en effet, a pour corollaire la contrainte de la caste supérieure sur les autres, et postule l'institution d'une dictature, éventuellement collégiale, mais devenant fatalement personnelle, avec tout le jeu de coercitions qu'entraîne un tel régime.

La coercition se retrouve, d'ailleurs, à la base même de la « société idéale », comme le reconnaît Platon, en prescrivant à ses « fondateurs de l'Etat » :

« Ils prendront... l'Etat et les caractères des hommes comme une toile qu'ils commenceront par rendre nette, ce qui n'est pas très facile ».

Conception utopique, démentie par toute l'Histoire. La « toile » de la société ne pourra jamais être rendue « nette ». Quoi qu'on veuille, une société est toujours prisonnière de son héritage intellectuel ; et il est vain d'espérer « faire table rase du passé », même par les moyens les plus radicaux. Car l'Histoire est mémoire, et refuse les retours en arrière. Le mythe du « bon sauvage » a pu ralentir momentanément son progrès, sans jamais l'arrêter. Platon lui-même est bien obligé de composer avec la tradition, ne serait-ce que pour l'éducation de ses « gardiens », qui comporte des « sciences » évoluées : arithmétique, géométrie, astronomie, gymnastique, musique, dialectique ; mais aussi pour les métiers manuels de sa « classe inférieure ».

La Synarchie diffère du Messianisme

Si la Synarchie et le Messianisme présentent de nombreux points communs, qui les font souvent confondre dans l'esprit de bien des gens, ils présentent des caractéristiques fondamentalement différentes.

Dont la principale réside dans l'impulsivité spécifique du Messianisme, qui s'oppose à l'esprit systématique de la Synarchie.

Le motif en est que le Messianisme naît essentiellement d'un fait religieux à tendance missionnaire, qui évolue plus ou moins, dans le cours des temps, en impérialisme ; alors que la Synarchie, a priori impérialiste, est toujours opposée à toutes les religions révélées, dont les préceptes sont contraires à son despotisme. Et si certains modes synarchiques proposent un système religieux, c'est toujours un syncrétisme formel de religion d'Etat.

Par suite, le Messianisme a pour fondement un mouvement de masse enthousiaste, alors que la Synarchie, construction arbitraire, se cantonne dans la technocratie élitiste.

Ainsi s'expliquent, par leur pragmatisme, les succès des mouvements messianiques israélites, islamique, voire chrétien, dont il demeure toujours des traces dans l'Histoire ; tandis que, restée utopique, la Synarchie ne peut aboutir qu'à l'échec (1).

*
* *

(1) Il nous est arrivé, et il nous arrivera encore, de parler de Messianisme à propos des projets des diverses organisations secrètes. C'est pour mettre l'accent sur le caractère mondial de ces projets. En fait, il eût été préférable d'employer le terme d'« Oecuménisme » — du grec *oikomenè*, toute la terre habitée — s'il n'était réservé habituellement à la recherche de l'unité entre toutes les religions issues du christianisme.

Partie de **La République** de Platon, la Synarchie moderne a procédé suivant **deux voies** distinctes. Par le Rosicrucisme de Comenius et le Martinisme de Saint-Martin et de Saint-Yves d'Alveydre, elle a donné naissance à la Synarchie proprement dite, celle du **Mouvement Synarchiste d'Empire** de Jean Coutrot ; tandis que par l'Illuminisme de Weishaupt, elle instituait le **Marxisme**.

Avec un véhicule commun : la Franc-Maçonnerie.

Il devait appartenir à notre époque de faire la synthèse de ces composants pour tenter d'ériger le **Gouvernement Mondial**.

CHAPITRE IX

La Panorthosie

Jean-Valentin Andreae ne s'était pas contenté de « jouer » avec le *ludibrium curiosorum* de sa Fraternité de la Rose-Croix. En 1619, il publiait une **Description de la République Christianopolitaine**, projet de « société idéale » à la manière de **La République** de Platon, inspiré de la « colonie de Jérusalem » de Johann Arndt (Paul Arnold), mais aussi de la *Civitas Solis poeticae* de Campanella. En 1620, il donnait un opuscule, actuellement perdu, **Main droite tendue à l'Amour chrétien**, qui constituait le plan d'organisation de sa République Christianopolitaine.

Son idée n'eut aucun succès et lui valut même d'être inquiété. En 1632, il écrivit à son disciple Comenius qu'il se sentait trop faible pour « nettoyer les écuries d'Augias ». Et il ajoutait :

« Vous abandonnant ce qui reste de notre naufrage, nous vous le transmettons, assez heureux si notre entreprise n'a pas tout à fait échoué ».

Comenius et la Panorthosie

Johann Amos Komensky, dit Comenius ou natif de Comnia en Moravie (1592-1670), grammairien et pédagogue tchèque, fut le dernier évêque de la secte des Frères Moraves. Ayant adhéré à la **Fraternité de la Rose-Croix**, il publia, en 1644, **La Panorthosie** (du grec *pas*, *pantos*, tout, universel, et *orthos*, droit, juste), qui tire des œuvres d'Andreae et de ses émules un plan rationnel, pragmatique pour l'institution d'une organisation mondiale de la société.

Toutefois, à en croire M. Pierre Mariel, **La Panorthosie** ne serait pas l'œuvre du seul Comenius, mais « plutôt le manifeste de la Rose-Croix, car Comenius fut le porte-parole, le « rapporteur » d'une commission de Sages dont les membres sont restés volontairement dans l'ombre ».

A la base de cette nouvelle « société idéale », la division des populations en trois classes : les lettrés, les prêtres, les hommes politiques ; au-dessous, la masse, considérée comme les « travailleurs » de Platon, et à la manière des « intouchables » de l'Inde. On retrouve bien la conception « élitiste » de la société, telle que la concevra encore Voltaire dans sa lettre à Damilaville : « Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas qu'il soit instruit ».

Le caractère fondamental de cette société réside dans la communauté d'éducation, de religion et de politique des trois classes. Car, écrit Comenius :

« Lorsque les conditions auront été améliorées, au point que tout nous sera vraiment commun : la philosophie, la religion et la politique, les lettrés auront l'occasion de rassembler et de classer les vérités et de les inculquer à l'esprit humain ; les prêtres pourront entraîner les âmes vers Dieu ; les hommes politiques pourront faire régner partout la paix et la tranquillité ; ils déploieront, pour ainsi dire, une sainte ardeur dans leurs efforts pour contribuer, chacun à sa place, le mieux qu'il pourra, à l'avancement du bien-être du genre humain » (1).

Ainsi, doctrinaires de la Vérité, les lettrés, comme les « philosophes-gouverneurs » de Platon, l'imposeront aux prêtres, passés de dépositaires de la Révélation à simples propagateurs du syncrétisme officiel, ainsi qu'aux hommes politiques, chargés d'en appliquer les préceptes.

Pour assurer la communauté d'éducation, de religion et de politique, on mettra en place, dans chaque école, dans chaque Eglise, dans chaque Etat, des gardiens des normes et des lois ; afin que, « pour le monde entier, tous soient maintenus dans les limites du salut ». Il en sera de même à l'intérieur de chaque classe.

« Ne faudrait-il donc pas instituer trois tribunaux arbitraux auxquels seraient soumis tous les différends qui pourraient surgir entre les lettrés, les prêtres et les princes ? Leurs soins vigilants ne pourraient-ils, dans chacun des trois cas, empêcher des discordes et des brouilles de naître ? La paix et la tranquillité seraient maintenues (...) »

« Il sera utile d'adopter des appellations différentes pour ces tribunaux : le tribunal des lettrés s'appellerait le Conseil de la Lumière, le tribunal ecclésiastique, le Consistoire et le tribunal politique, la Cour de Justice ».

(1) Les citations de Comenius sont reprises de Pierre Virion, *Bientôt un Gouvernement Mondial ?*

On ne manquera pas de noter cette terminologie très caractéristique et dont le modernisme est peut-être dû à une évocation récente de Comenius.

Les attributions de chacun de ces « tribunaux » sont explicitées :

1° - « Le Conseil de la Lumière veillera à ce qu'il ne soit nécessaire nulle part au monde, d'instruire quelqu'un et moins encore à ce qu'il se trouve quelqu'un qui ignore quelque chose d'indispensable, et à ce que tous les hommes soient instruits de Dieu. Ce qui veut dire que le Conseil, en créant des occasions favorables, permettra à tous les hommes du monde entier de tourner les yeux vers cette lumière, dans laquelle tous verront, par eux-mêmes, la vérité et à laquelle plus jamais aucune chimère ne pourra se mêler ».

Comenius précise que les membres du Conseil de la Lumière devront être « illuminés comme de véritables étoiles », et qu'ils seront chargés de contrôler tout ce qui concerne la culture : imprimerie, librairie, enseignement, ses méthodes et ses programmes. Ainsi, le prélat morave institue le principe de notre moderne « culture de masse », diffusée par les « mass media » dans le sens voulu par le « dirigisme » des gouvernants, officiels ou occultes.

2° - « Les membres du Consistoire (mondial) auront pour tâche de s'assurer que le contact des âmes avec Dieu se fait sans empêchement à quelque degré, dans quelque état et dans quelque cas que ce soit, — autrement dit de veiller au règne du Christ dans l'Eglise, à la continuation et à la perpétuation de la communion des Saints dans le monde entier, universellement, sans empêchement (en subordonnant tous les membres de l'Eglise à une seule tâche : le Christ). Ce corps pourrait s'appeler aussi LE CONSEIL GÉNÉRAL, LE SYNEDRION DU MONDE, LES VIGILES DE SION, etc. ».

Ce que M. Pierre Virion commente :

« Telle sera l'« Eglise générale » (c'est un autre nom que lui donne Comenius) à laquelle chacune des Confessions, quelle qu'elle soit, sera soumise par l'intermédiaire du « Consistoire national de son pays » c'est-à-dire d'une Eglise nationale. Les intégrant toutes, elle en proclamera l'égalité, n'admettant aucune opposition d'une église contre une autre église pour une différence d'opinion (s'il en reste) ».

Cela revient à l'institution d'une Eglise syncrétique, d'ailleurs soumise à l'autorité du Conseil de la Lumière, puisqu'il appartient aux lettrés « de rassembler et de classer les vérités et de les inculquer à l'esprit humain ».

A l'exclusion, toutefois, de la doctrine catholique, que, dans *Lux in Tenebris*, publié en 1657, Comenius appelle la « Superbe de l'Antéchrist »

ou l'«Idolâtrie», tandis que le Pape est nommé l'«Idole» et le «grand Antéchrist», et l'Eglise romaine la «Babylone universelle». «L'univers tout entier sera réformé à la fin des siècles, écrit-il. Les lois et la forme de cette réforme seront promulgués, à savoir : destruction de l'Idole et de l'Idolâtrie et partout rétablissement du culte le plus pur de la divinité».

3° - En ce qui concerne le Tribunal de la Paix, ou Cour de Justice, il «aura pour mission de veiller à la sagesse humaine, qui consiste à se maîtriser soi-même à tous les degrés, dans tous les états et tous les cas, afin de maintenir sans altération à tous les points de vue la société humaine et son système de relations, autrement dit d'être à la tête de la diffusion de la justice et de la paix entre les peuples du monde entier. Ce corps pourrait s'appeler aussi LE DIRECTOIRE DES PUISSANCES DU MONDE, LE SÉNAT DU MONDE OU L'ARÉOPAGE DU MONDE».

*
* *
*

Il est significatif que l'U.N.E.S.C.O. (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), «presque entièrement composée de maçons de tous pays» (F. : Pierre Mariel), ait tenu à célébrer le tricentenaire de Comenius, cet «Apôtre de la compréhension mondiale», «premier propagateur dont s'est inspiré l'U.N.E.S.C.O. lors de sa fondation», par la publication d'un opuscule de M. Piaget, dans lequel on peut lire que : «l'U.N.E.S.C.O. et le Bureau international de l'éducation lui doivent «le respect et la reconnaissance que mérite un grand ancêtre spirituel».

Ainsi, EN RECONNAISSANT QUE LE CONSEIL DE LA LUMIÈRE PRÉFIGURAIT SA PROPRE ORGANISATION MONDIALE, L'U.N.E.S.C.O. ADMETTAIT SA FILIATION ROSICRUCIENNE.

Et jusque dans son opposition à la religion catholique ; car ce n'est pas simple coïncidence si l'opuscule de M. Piaget a été publié en 1957, tricentenaire, précisément, de *Lux in Tenebris*, le plus virulent des ouvrages de Comenius contre l'Eglise romaine.

Des «Supérieurs Inconnus»

Sur un point fondamental, Comenius ne fournit aucune donnée : s'il remet l'autorité suprême au Conseil de la Lumière, il se garde bien d'en expliciter le mode de recrutement. Les «initiés» supérieurs qui le composent : qui sont-ils ? qui a procédé à leur choix ? quelle a été leur formation ?

Questions d'une importance capitale, puisqu'on n'a pas été sans le remarquer : les «hommes politiques», qui disposent du Pouvoir, doivent

s'incliner devant les décisions des «lettrés», détenteurs de l'Autorité, ce qui est la caractéristique de la Synarchie.

Il n'existe qu'une seule réponse. De même que, à l'origine, la classe des «philosophes-gouverneurs» de la «société idéale» était composée de Platon et de ses principaux disciples ayant accédé à son enseignement «acroamatique» — très secret et transmis par la seule voie orale —, de même le Conseil de la Lumière était choisi parmi les élites de la Rose-Croix, les «Maîtres Inconnus», les «Supérieurs Inconnus», les «Invisibles», dont parlent MM. Serge Hutin, Pierre Mariel et Jean Saunier ; on les trouve dans les statuts de l'Ordre de la Stricte Observance Templière, résurgence du Temple Noir, et dans la hiérarchie parallèle des «Insinuants» des Illuminés de Bavière.

A propos de Ramsay, le F. : Jean Palou écrit :

«Nous le voyons surtout beaucoup voyager. Il semble un de ces mystérieux passants à peine remarqués par l'Histoire officielle, mais dont on peut apercevoir, par instants, l'importance et le rôle profond dans les courants de pensée souterrains qui traversent les siècles et les peuples».

Ainsi feront le comte de Saint-Germain, Mesmer, Cagliostro, l'israélite Falk-Sheik, le baron balte Ungern von Sternberg, le colonel anglais Lawrence, l'aventurier juif Trebitsch-Lincoln, etc.

Les «aveux» de Walther Rathenau cités plus haut semblent confirmer :

— la déclaration du cardinal de Richelieu que «bien des gens seraient très étonnés s'ils savaient qui était le véritable souverain en France» (Serge Hutin), et l'on peut se demander quel était le rôle réel du fameux Père Joseph, dit l'«Eminence grise» ;

— les prédictions du F. : Jacques Cazotte, en 1788, au sujet de la Révolution française et de l'exécution de Marie-Antoinette ;

— la célèbre affirmation de Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria de Grande-Bretagne : «Le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses».

On pourrait prolonger la liste.

Et, s'il y a vraiment des «Supérieurs Inconnus», ceux-ci opèrent-ils dans les «arrières-loges» (Barruel) de la Franc-Maçonnerie, des Illuminés de Bavière, de la Carboneria, du Mouvement Synarchiste d'Empire, de la Round Table anglo-saxonne, du Council on Foreign Relations américain, de la Trilateral Commission... ; ou bien sont-ils réunis dans des sociétés secrètes «supérieures» ?

La question reste posée.

CHAPITRE X

Le Martinisme

C'est au milieu du XVIII^e siècle que le Juif portugais (?) F. : Martinez de Pasqually, après avoir fondé l'Ordre des Chevaliers Elus Coëns (ou Cohen), leur explicita sa doctrine dans le *Traité de la Réintégration des Êtres*, rédigé à une date incertaine et publié seulement en 1842.

Doctrine nébuleuse, imprégnée de Franc-Maçonnerie, de Kabbale, de magie et de spiritisme (théurgie), grâce à laquelle « il exerça son influence sur Mesmer, sur Cagliostro et plus encore sur Claude de Saint-Martin, qui rencontra Martinez à Bordeaux, fut initié aux Elus Cohen en 1768 et qui devint le principal propagateur du martinisme » (Michel Mourre).

A la vérité, Saint-Martin n'avait pas tardé à reconnaître les insuffisances du « Martinézisme », dont la théurgie le rebutait. Il se sépara de Martinez et se consacra à l'élaboration d'un corps de doctrine le « Martinisme » ou « spiritualisme pur » (1), exposée en plusieurs ouvrages qu'il signait « Le Philosophe Inconnu ».

Sur les conceptions politiques de Saint-Martin, « cet adepte auquel se réfèrent les martinistes actuels », le F. : Pierre Mariel remarque :

« Il y a, dans son message, un anarchisme interne bien curieux, qui éclaire certaines « contestations » actuelles ».

Le Philosophe inconnu établit d'abord qu'après la Chute cosmique, la destination de l'Homme a été de vivre dans la « société naturelle », dont

(1) Les spécialistes distinguent les « deux voies traditionnelles de l'Ecole : le Martinisme de Saint-Martin (voie cardiaque) ; le Martinézisme de Don Martinez de Pasqually (voie opérative) » - Manifeste de l'Union des Ordres Martinistes, 1958.

« toutes les lois qu'il avait à suivre se trouvaient écrites dans son cœur : c'était la justice, l'humanité, la patience et la résignation. Du reste, il était libre et tranquille, parce que ceux avec qui il passait ses jours étaient vertueux comme lui ».

Mais, pour un motif inexpliqué, les hommes reconnurent que se combattaient en eux des principes bons et des principes mauvais. D'où la nécessité d'une organisation sociale. Et comme l'évolution de la politique est la conséquence non point de la volonté humaine mais de la « nature des choses », il s'ensuit que « la souveraineté des peuples est leur impuissance », puisque « l'histoire des nations est une sorte de tissu vivant et mobile où se tamise, sans interruption, l'irréfragable et éternelle justice », celle de la Providence. Ce régime, que Saint-Martin baptisera *théocratie*, s'oppose ainsi fondamentalement à toute forme de *démocratie*, expression de la souveraineté du peuple, et donc impuissante.

Il s'ensuit aussi que le mode de gouvernement est indifférent. Mais, pour l'exécution de ses desseins, la Providence utilise des mandataires, les *commissaires divins*.

Ces mandataires sont de la même nature que les autres humains, mais ils s'en distinguent par « la supériorité de leurs facultés et de leurs lumières ». Et les populations, subjuguées, courent au-devant d'eux « par leurs votes ou par leurs désirs ». Ainsi la « souveraineté du peuple » n'est autre que la ratification de la dictature.

Mais on retrouve aussi l'influence des philosophes et de la Franc-Maçonnerie dans l'hostilité de Saint-Martin à l'égard de l'Eglise et de la monarchie. Pour lui, la Révolution française fut une manifestation de la Providence.

« Cette révolution, écrivent MM. André Ulmann et Henri Azeau, Saint-Martin voulait la nommer universelle, parce qu'elle détruisit les deux pouvoirs usurpateurs contre Dieu, c'est-à-dire l'Eglise et la monarchie, puisque l'aristocratie n'était déjà plus, en 1789, que l'ombre d'elle-même. Ainsi la Révolution devait-elle permettre que s'instaurât le seul régime auquel Saint-Martin accordait ses faveurs, celui de la Providence, la *théocratie* ».

Et c'est une telle doctrine qui, propagée par le F. : Joseph de Maistre notamment, devait s'étendre et faire fureur jusqu'en Russie, sous l'appellation de « *Christianisme transcendantal* »...

Les avatars du Martinisme

Un disciple de Saint-Martin, Antoine Fabre d'Olivet (1768-1825) allait orienter le Martinisme vers l'occultisme en l'imprégnant de « la grande

tradition ésotérique française transmise par les alchimistes du moyen âge» (Jacques Weiss).

En fait, l'influence de Fabre d'Olivet sur le Martinisme ne s'est imposée que par l'intermédiaire de celui qui s'intitulait lui-même son « disciple », Alexandre Saint-Yves (1849-1909), fait marquis d'Alveydre en 1880, par la grâce de Léon XIII.

Sur le fatras volumineux de l'œuvre de Saint-Yves d'Alveydre comparé aux écrits de Saint-Martin, MM. Ulmann et Azeau portent un jugement sévère. S'ils reconnaissent que, « dans ses plus grandes divagations » Saint-Martin conserve une « certaine honnêteté intellectuelle ».

« De tels scrupules n'embarrassent pas Saint-Yves. Il enchaîne avec autorité un incroyable fatras d'erreurs historiques et d'inventions qui pourraient paraître délirantes si l'on ne savait qu'elles ont été pillées, et quasiment d'un bout à l'autre, dans les œuvres d'un formidable épiciers de l'écriture qui a nom Louis Jacolliot ».

Au demeurant, Saint-Yves a inventé et utilisé sans retenue la « prophétie rétrospective ». Cet avantageux charisme, inconnu de saint Paul lui-même, consiste à retourner vers le passé le don de prédiction pour ressusciter les événements oubliés ou inconnus, comme à déchiffrer après coup les motifs de l'Histoire. N'est pas prophète qui veut, certes ; mais rien n'interdit d'en revendiquer la qualité, comme cela se pratiquait dans l'Ancien Testament. Car les Isaïe, Jérémie, Ezéchiel, Daniel et autres n'ont été reconnus prophètes que sur leur propre affirmation. Pourquoi n'en serait-il pas de même de nos jours ? Avec cette prérogative de pouvoir imposer silence aux détracteurs en leur opposant un péremptoire : « Je suis prophète ! »

Combien de fondateurs de sectes modernes usent du procédé, en témoignant, sur leur seule parole, qu'ils avaient bien prédit tels ou tels événements passés, en y ajoutant une glose personnelle ?

C'est grâce à la prophétie rétrospective que, au dire de M. Jacques Weiss, Saint-Yves « passa la meilleure partie de sa vie à... retrouver la formule générale de la SYNARCHIE ».

Plus exactement, à en fabriquer une à sa façon...

La Synarchie : définitions arbitraires

... et jusque dans les définitions, si on en juge d'après les trois que propose M. Jacques Weiss, partisan inconditionnel de Saint-Yves. Nous les lui empruntons, faute de disposer des textes originaux, mais en supprimant ses commentaires, qui n'ont pas place dans le présent Manuel.

« DÉFINITION EN UNE LIGNE : Etymologiquement, Synarchie signifie **gouvernement par principes** ».

(Par opposition avec Anarchie, **gouvernement sans principes**).

« DÉFINITION EN TROIS LIGNES : La Synarchie est une forme de gouvernement où les hommes qui disposent du Pouvoir sont subordonnés à ceux qui disposent de l'Autorité ».

« DÉFINITION EN DIX LIGNES : La Synarchie est une forme de gouvernement TRINITAIRE, où les trois fonctions essentielles de l'activité collective des sociétés, Enseignement, Justice et Economie, sont représentées d'une manière qui leur permet de fonctionner harmonieusement. Pour cela, il existe trois Chambres SOCIALES et non politiques, élues PROFESSIONNELLEMENT au suffrage universel. Elles sont seules chargées de la PRÉPARATION DES LOIS. A ces trois Chambres correspondent trois corps politiques chargés de promulguer et d'appliquer les lois préparées avec mandat impératif par les trois Chambres sociales ».

Dès la « Définition en une ligne » de la Synarchie, on constate une extrapolation arbitraire de l'étymologie, du grec *sun*, avec, et *arché*, commandement.

Le Littré définit :

SYNARCHIE : Règne de plusieurs princes qui gouvernent simultanément les diverses parties d'un empire.

Pour le Nouveau Larousse Universel :

SYNARCHIE : Gouvernement simultanée de plusieurs princes administrant les diverses parties d'un Etat. Par extension : Autorité exercée par un groupe de personnes.

C'est donc bien par une extrapolation arbitraire que Saint-Yves définit :

SYNARCHIE : Gouvernement avec principes.

ANARCHIE : Gouvernement sans principes.

Ces extrapolations procèdent d'une intention bien arrêtée : permettre à Saint-Yves de justifier sa Hiérarchie synarchiste. Les « principes » étant édictés par le Corps enseignant font de son chef, le Grand Educateur, un véritable dictateur, dont l'autorité s'exerce souverainement sur le pouvoir politique.

Ainsi :

LA SYNARCHIE APPARAÎT COMME LE GOUVERNEMENT D'UNE OLIGARCHIE DE THÉORICIENS EXERÇANT L'AUTORITÉ EFFECTIVE AU-DESSUS DU POUVOIR EXÉCUTIF.

LA SYNARCHIE EST DONC BIEN UNE TECHNOCRATIE (2).

D'autre part, une comparaison entre le système Synarchiste et celui de la Panorthosie fait ressortir un parallélisme flagrant, notamment dans la formule du gouvernement Trinitaire.

IL APPARAÎT DONC AVEC ÉVIDENCE QUE, POUR ÉDIFIER SA SYNARCHIE, SAINT-YVES D'ALVEYDRE S'EST LARGEMENT INSPIRÉ A LA FOIS DU MARTINISME D'ORIGINE MAÇONNIQUE ET DE LA ROSE-CROIX DE COMÉNIUS DÉJÀ INTÉGRÉE A LA FRANC-MAÇONNERIE.

(2) On lira avec profit : Les technocrates et la Synarchie, par Henry Coston, réédité il y a quelques années.

CHAPITRE XI

La voie marxiste

Pour Elie Halévy, le mot «socialisme» n'est apparu qu'entre 1830 et 1840, en France et en Angleterre.

«Doctrine économique avant tout, le socialisme moderne affirme qu'il est possible de remplacer la libre initiative des individus par l'action concertée de la collectivité dans la production et la répartition des richesses».

LE SOCIALISME N'EST DONC PAS SPÉCIFIQUEMENT UNE IDÉOLOGIE POLITIQUE, comme trop de gens le pensent, MAIS UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE A BASE SOCIALE, POLITISÉ POUR SON APPLICATION PRATIQUE.

D'où autant de socialismes que de variantes économiques ; et si différents les uns des autres qu'on en est réduit à les distinguer par le nom de leur promoteur : socialisme de Saint-Simon, de l'Anglais Robert Owen, du Genevois Sismondi, de Saint-Amand Bazar, de Buchez, de Proudhon, de Louis Blanc, etc.

En ce qui concerne la variante communiste, M. Joel Carmichael explique qu'à l'origine, le terme de «communisme» s'appliquait à une doctrine préconisant une égalité socio-économique totale.

«Ce terme a évolué depuis et a fini par être appliqué à un état social succédant au capitalisme et qui s'en distingue par la propriété collective (ou publique) des moyens de production, la disparition de toutes les classes sociales, le dépérissement de l'Etat et la réalisation du principe «de chacun suivant ses capacités à chacun selon ses besoins».

Si, pour les historiens, le communisme tel qu'entendu de nos jours remonte à Gracchus Babeuf, à Buonarroti et à Blanqui, pour le grand public, le terme s'applique aujourd'hui aux activités sociales qui s'inspirent des théories de Karl Marx et de Friedrich Engels.

Il en est de même du socialisme.

Le Marxisme, résurgence de l'Illuminisme

Peu d'écrivains ont cherché à percer les origines du Marxisme, ou, en tout cas, à les divulguer, car risquant d'en montrer l'imposture.

L'historien américain Alan Stang affirme :

« En 1800, les Illuminés avaient déjà deux Grandes Loges à New York et en Virginie, totalisant 1 700 affiliés. Et en 1826, un Franc-Maçon de New York, nommé William Morgan, publia un livre dénonçant l'infiltration de l'Illuminisme dans la Maçonnerie américaine. Pour ce, Morgan fut assassiné par un Illuminé importé d'Angleterre ».

C'est donc qu'en 1826, il existait des Illuminés organisés aux Etats-Unis et en Angleterre. On a pensé aussi découvrir leurs agissements en Russie, dans la révolte des « Décabristes » de 1825 ; ainsi que dans la Carboneria, au stade suprême de « l'organisation encore supérieure à la Haute Vente » et dont on ignore à peu près tout. On sait que, en France, la *Conjuration des Egaux* de Babeuf, en 1796, reçut des subventions du prince Karl de Hesse, affilié à l'Ordre.

Le 30 juin 1808, Frédéric-Guillaume III de Prusse approuvait les statuts d'une *Tugendbund* (1) ou « Ligue de la Vertu », dont la reine Louise se déclara la protectrice. C'était en fait une résurgence des Illuminés de Bavière, dissimulée derrière une association d'étudiants ayant pour « but apparent d'expulser les Français du sol de la patrie » (Bouillet). Dissoute en 1815 (2), elle fut aussitôt remplacée par l'*Allgemeine Burschenschaft*.

(1) On écrit aussi Tugen-Bund, Tugenbund, Tugensbund. En français, le terme est utilisé indifféremment au masculin ou au féminin.

(2) A la vérité, « Napoléon ayant exigé la suppression de cette société de « Jacobins du Nord », le gouvernement prussien avait dissous la Tugendbund le 31 décembre 1809 » (Le Forestier). Mais « elle se reforma durant les « guerres de libération » avant d'être définitivement dissoute en 1815 à cause de ses tendances libérales » (M. Mourre).

Dans ses *Mémoires*, le général Marbot rapporte qu'« un étudiant nommé Frédéric Stabs, fils d'un libraire de Naumbourg et membre de la société secrète Tugensbund », fut arrêté en 1809 à Schoenbrunn, par le général Rapp, au moment où il s'apprêtait à assassiner Napoléon « afin de délivrer l'Allemagne de son joug ». Il fut fusillé.

Or, d'après Marbot, le traité de Vienne ayant été signé le 14 octobre 1809, « l'Empereur quitta l'Autriche le 22 ». On ne peut douter que la première dissolution de la Tugendbund ait été la conséquence de la tentative d'assassinat.

D'autre part, l'expression « Jacobins du Nord » confirme que, pour la police impériale, la Tugendbund était bien une émanation des Illuminés de Bavière, dont elle ne cessait d'affirmer la survivance.

Pour le comte d'Hérissou :

« Sans qu'il soit nécessaire de remonter jusqu'à Weishaupt, qui, avec le baron de Knigge, fonda en Bavière la première société politique que l'Allemagne eût vu paraître depuis le moyen âge, on peut assurer que des débris de cette Société, dissoute et poursuivie judiciairement par l'électeur Charles-Théodore, sont sortis les *Schwartzbrüden*, le *Schwartzbund*, le *Tugenbund*, et enfin le *Bürgerschaft* ».

Après divers avatars (3), on la retrouve à Paris, en 1834, sous le nom de *Bund der Geächteten* (Ligue des Bannis), puis sous celui de *Bund der Gerechten* (Ligue des Justes ou Ligue des Hommes Justes) dont les statuts furent publiés à Paris en 1838. Expulsés de France en 1839, les membres de la Ligue des Justes émigrèrent à Londres.

C'est aux alentours de 1840 que, en France, on entendit parler de Karl Marx à propos des sociétés secrètes révolutionnaires dont le Préfet de Police de la IIe République, le F. Caussidière, écrit dans ses *Mémoires* qu'elles poursuivaient leur activité séditeuse sur ordres provenant de Bruxelles, résidence habituelle, à l'époque, de Marx et d'Engels.

Le 2 juin 1847, s'ouvrit à Londres le premier Congrès de la Ligue des Justes, qui décida de se transformer en *Ligue des Communistes*. Engels et Marx furent chargés de rédiger un « Projet de profession de foi communiste » et un « Projet de statuts ». En septembre, lancement de la *Kommunistische Zeitschrift* (Revue Communiste), organe officiel de la Ligue. En octobre, Engels rédigeait les *Principes du communisme* approuvés par le second Congrès de la Ligue (29-11/8-12-1847). En février 1848, paraissait à Londres le *Manifeste du Parti Communiste*. Le 24 février, la révolution éclatait à Paris...

Les origines capitalistes du Marxisme

En fait, trois personnages ont collaboré à la publication du *Manifeste* : Marx, Engels et le franco-américain Laffite-Lafflin.

Karl Heinrich (Herschel) Marx est né à Trèves (Rhénanie) en 1818. Son père, fils de rabbin, riche avocat converti au protestantisme « pour des raisons probablement plus politiques que religieuses » (Elie Halévy), était *Justiz Rath* (Conseiller à la Cour). Sa mère, née Henriette Pressburg, était aussi fille de rabbin. « Le milieu dans lequel s'écoula la jeunesse de Karl Marx était la haute bourgeoisie liée à l'aristocratie » (E. Halévy). Docteur en philosophie en 1841, il devenait l'année suivante rédacteur en chef de la *Rheinische Zeitung* (Gazette Rhénane), commanditée par le riche Israélite Moses Hess. Mais les autorités prussiennes, accusant la revue de tendances communistes, exigèrent la révocation de Marx, et la Gazette se saborda le 31 mars 1843.

En juin, Marx épousait Jenny von Westphalen, dont un grand-père avait été ministre du duc de Brunswick, et dont une grand-mère anglaise était

(3) Sur ces avatars, cf. Jacques Bordiot, *Le Pouvoir occulte fourrier du Communisme*, ch. V.

apparentée aux ducs d'Argyll. En octobre, le jeune couple s'installa à Paris, où Marx retrouva Moses Hess et Engels.

Né en 1820 à Barmen (Prusse Orientale), Friedrich Engels était le fils d'un protestant piétiste, opulent propriétaire d'une filature de coton avec succursale à Manchester, en Angleterre. Gagné à l'hégélisme au cours de ses études, Engels rencontra à Cologne Moses Hess, qui le convertit au communisme « en un après-midi » (Gary North).

En 1844, Hess, Marx et Engels faisaient partie de la rédaction du *Vorwärts !* (En avant !), fondé à Paris par l'Allemand Börnstein, qui réunissait le poète Heinrich Heine, le communiste-anarchiste Bakounine, et les dirigeants parisiens de la Ligue des Justes, Ewerbeck et Maürer. Expulsé de Paris pour ses menées révolutionnaires, Marx partit pour Bruxelles le 1er février 1845 ; Engels l'y rejoignit en avril. A cette époque, Marx avait achevé sa « métamorphose » en communiste plus ou moins convaincu.

Quant à Jean Laffite, Français né à Port-au-Prince en 1782, il était fils d'un tanneur exerçant à La Nouvelle-Orléans et d'une juive espagnole née à Dax, dont le père, accusé d'alchimie, était mort à Saragosse dans un cachot de la Sainte Inquisition.

Notre héros avait pratiqué la « traite », la piraterie, la contrebande dans la mer des Antilles, fondé une « commune libre » de flibustiers à Barataria, sur le golfe du Mexique, pris part à la défense de La Nouvelle-Orléans contre les Anglais en 1814-1815, créé au Texas, dans la baie de Galveston, la république communiste de Campêche ; mais le 3 mars 1819, Campêche était détruite et Laffite disparaissait. On le retrouva neuf ans plus tard, négociant-armateur à Charleston, en Caroline du Sud, sous le nom de John Lafflin, Américain. Le 7 juin 1832, il y épousa la belle et riche Emma Mortimore.

« En mai 1847, Jean Laffite, alors dans sa soixante-cinquième année, s'est rendu de Saint-Louis à New York. Il s'est embarqué pour Londres, où il a assisté, dans le courant de juin, à plusieurs meetings révolutionnaires » (Georges Blond).

Or le premier Congrès constitutif de la Ligue des Communistes s'est bien tenu à Londres du 2 au 9 juin 1847. Jean Laffite y a donc assisté en tant que délégué de la Ligue des Justes, dont il existait une section aux Etats-Unis. Et l'on sait par le fils aîné de Laffite que son père appartenait « à des sociétés secrètes ». D'ailleurs, notre héros écrivait à son ami, le peintre portugais révolutionnaire Manoel De Franca qu'il avait refusé de participer aux discussions sur le *Manifeste Communiste*, mais qu'il se rendait à Paris avec Engels et Marx afin de leur procurer « un financement

à long terme pour l'achèvement et l'impression de leur manuscrit ». Et, le lendemain de son arrivée à New York (9 janvier 1848), il mandait à sa femme : « J'ai les manuscrits (du *Manifeste*) et j'espère qu'ils seront présentés à M. Abraham Lincoln », alors sénateur de l'Illinois.

De son côté, l'écrivain américain Curtis B. Dall, ex-gendre du T. : 111. : F. : 32^e Franklin D. Roosevelt, écrit que, pour la publication du *Manifeste*, Marx reçut de la main à la main une aide substantielle de deux Illuminés : Clinton Roosevelt, auteur de *La Doctrine d'un Gouvernement fondé sur la loi naturelle* (1841), reprenant « le plan de Weishaupt pour une dictature mondiale du type O.N.U. » ; et Horace Greely, directeur du *New York Tribune*, dont Marx fut correspondant londonien.

Pourtant, il a été souvent affirmé que Marx avait vécu dans une misère extrême. Au vrai, l'argent lui filait entre les doigts. A la mort de son père, en 1883, il avait hérité une coquette fortune, vite croquée par de jolies dents. Pendant leur voyage de noces en Suisse, en 1843, a reconnu sa femme Jenny, « ils avaient jeté l'argent par les fenêtres », et sa dot fut rapidement dissipée. Lorsqu'après ses expulsions successives de Belgique en 1840, de Cologne et de Paris en 1849, Marx s'installa à Londres, il puisa sans discrétion dans la bourse d'Engels. En 1863, avec l'héritage de sa mère, il emménagea dans un bel hôtel particulier de Maitland Park Road, où, à partir de 1864, Jenny donna tous les ans un bal travesti.

Dans une lettre du 17 mars 1868, il écrivait à Kugelmann que, pour vivre à Londres, il devait « dépenser £ 400 à £ 500 par an », soit entre 10 000 et 12 500 francs-or ! Budget qui n'était pas précisément celui d'un « forçat de la faim »...

Et lui, qui avait stigmatisé « la pratique de toutes les orgies de spéculation boursières, minières, ferroviaires », eh bien ! ce Marx-là jouait à la Bourse, comme un de ces crédules petits bourgeois dont il se moquait : fantaisie qui coûte fort cher.

Ainsi, LE MARXISME, DONT LA PREMIÈRE EXPRESSION FUT LE « MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE », INSPIRÉ ET SUBVENTIONNÉ PAR DES ILLUMINÉS DE BAVIÈRE, A EU POUR PROTAGONISTES TROIS BOURGEOIS FORTUNÉS : MARX, ENGELS ET LAFFITE.

Marxisme et Démocratie

Si en public comme dans leurs écrits, Marx et Engels se faisaient les ardents défenseurs du « prolétariat », il en était tout autrement dans le privé. Au cours de ses conversations, Engels parlait des prolétaires avec un profond mépris, les traitant de « ces pauvres types », « ces ânes », « ces stupides travailleurs qui gobent n'importe quoi ». Il leur reprochait leur

manque d'intelligence, leur « apathie et leur mesquine jalousie » (Léopold Schwartzschild).

Marx ne lui cédaient en rien. Dans le *Manifeste*, il écrit : « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection paysanne. Il symbolisait à s'y méprendre la physionomie de la classe qui représentait la barbarie au sein de la civilisation ». Et en 1866, il jugeait les travailleurs parisiens : « Ouvriers de luxe, qui se trouvent, sans s'en douter, appartenir très fort à la vieille ordure. Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase » (Robert Aron).

Mais c'est surtout dans son *Adresse du Comité Central à la Ligue Communiste*, de mars 1850, que Marx dévoile sa pensée :

« ... ou bien les démocrates chercheront à établir directement une république fédérale, ou bien, s'ils ne peuvent éviter une république une et indivisible, ils tenteront au moins de paralyser le pouvoir central par une autonomie et une indépendance aussi étendue que possible des communautés et des provinces. Contrairement à ce plan, les travailleurs doivent lutter non seulement pour une république une et indivisible, mais encore, à l'intérieur de cette république, pour la centralisation la plus poussée du pouvoir dans les mains de l'autorité de l'Etat. Ils ne se permettront pas d'être dévoyés par les expressions démocratiques de liberté pour les communautés, d'auto-gouvernement, etc. »

Ainsi, lorsqu'ils se réfèrent au Marxisme :

— pour revendiquer à tout propos et hors de propos l'exclusivité de la Démocratie ;

— pour soutenir et exciter, au nom des principes démocratiques, les séparatismes régionaux, comme en France, les autonomismes corse, breton, alsacien ; en Espagne, les sécessions catalane, basque, andalouse ; en Grande-Bretagne, l'indépendance de l'Ulster, du Pays de Galles, de l'Ecosse, etc.,

LES PARTIS COMMUNISTES SE RENDENT COUPABLES D'UN DOUBLE ABUS DE CONFIANCE.

Car LE COMMUNISME, TEL QUE CONÇU PAR MARX, EST OPPOSÉ A LA DÉMOCRATIE ; IL A POUR OBJET, AU CONTRAIRE, L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DICTATURE ÉTROITEMENT CENTRALISÉE ET SOUMISE A L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE SANS CONTRÔLE.

Sur ce point, l'U.R.S.S. est dans la droite ligne de la pensée de Marx.

CHAPITRE XII

Le messianisme du « Système »

LE « SYSTÈME » SE COMPOSE D'UN PETIT NOMBRE D'« INITIÉS », APPARTENANT A LA PLUS HAUTE FINANCE INTERNATIONALE, QUI POURSUIT ACTUELLEMENT LE VIEUX RÊVE MESSIANIQUE D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL SOUS L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE APATRIDE.

On en tient l'aveu du Dr Carroll Quigley l'un de ces initiés. Dans son livre : *Tragedy and Hope* (Tragédie et Espoir), il affirme que l'objectif de cette oligarchie est « rien moins que la création d'un Système mondial d'hégémonie financière aux mains de quelques personnalités capables de dominer la politique de chaque pays et l'économie mondiale tout entière ».

A l'heure présente, le Système enserme le monde entier dans un réseau complexe d'alliances de familles, de holdings communs, de sociétés multinationales, dirigé de haut par un ensemble de sociétés secrètes imbriquées étroitement à la tête. Il se prétend assez puissant pour tenir à sa merci même les pays « derrière le rideau de fer ou de bambou ». Ce qui a fait dire au Dr Bella Dodd, ancien membre du Bureau du Parti Communiste américain :

« Je crois que le complot communiste n'est qu'une branche d'un complot beaucoup plus important » (W. Cleon Skousen).

Les origines du Système

John Ruskin (1819-1900), héritier d'un riche marchand de vin de Londres, prit ses grades à Oxford. En 1870, il était nommé titulaire de la chaire des Beaux-Arts à cette aristocratique université, qu'il allait perturber quelque peu. Car, féru de sociologie, il entraîna ses élèves — vite devenus ses disciples — dans une étonnante série d'expériences communautaires,

manque d'intelligence, leur « apathie et leur mesquine jalousie » (Léopold Schwartzschild).

Marx ne lui cédaient en rien. Dans le *Manifeste*, il écrit : « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection paysanne. Il symbolisait à s'y méprendre la physionomie de la classe qui représentait la barbarie au sein de la civilisation ». Et en 1866, il jugeait les travailleurs parisiens : « Ouvriers de luxe, qui se trouvent, sans s'en douter, appartenir très fort à la vieille ordure. Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase » (Robert Aron).

Mais c'est surtout dans son *Adresse du Comité Central à la Ligue Communiste*, de mars 1850, que Marx dévoile sa pensée :

« ... ou bien les démocrates chercheront à établir directement une république fédérale, ou bien, s'ils ne peuvent éviter une république une et indivisible, ils tenteront au moins de paralyser le pouvoir central par une autonomie et une indépendance aussi étendue que possible des communautés et des provinces. Contrairement à ce plan, les travailleurs doivent lutter non seulement pour une république une et indivisible, mais encore, à l'intérieur de cette république, pour la centralisation la plus poussée du pouvoir dans les mains de l'autorité de l'Etat. Ils ne se permettront pas d'être dévoyés par les expressions démocratiques de liberté pour les communautés, d'auto-gouvernement, etc. »

Ainsi, lorsqu'ils se réfèrent au Marxisme :

— pour revendiquer à tout propos et hors de propos l'exclusivité de la Démocratie ;

— pour soutenir et exciter, au nom des principes démocratiques, les séparatismes régionaux, comme en France, les autonomismes corse, breton, alsacien ; en Espagne, les sécessions catalane, basque, andalouse ; en Grande-Bretagne, l'indépendance de l'Ulster, du Pays de Galles, de l'Ecosse, etc.,

LES PARTIS COMMUNISTES SE RENDENT COUPABLES D'UN DOUBLE ABUS DE CONFIANCE.

Car LE COMMUNISME, TEL QUE CONÇU PAR MARX, EST OPPOSÉ A LA DÉMOCRATIE ; IL A POUR OBJET, AU CONTRAIRE, L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DICTATURE ÉTROITEMENT CENTRALISÉE ET SOUMISE A L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE SANS CONTRÔLE.

Sur ce point, l'U.R.S.S. est dans la droite ligne de la pensée de Marx.

CHAPITRE XII

Le messianisme du « Système »

LE « SYSTÈME » SE COMPOSE D'UN PETIT NOMBRE D'« INITIÉS », APPARTENANT A LA PLUS HAUTE FINANCE INTERNATIONALE, QUI POURSUIT ACTUELLEMENT LE VIEUX RÊVE MESSIANIQUE D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL SOUS L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE APATRIDE.

On en tient l'aveu du Dr Carroll Quigley l'un de ces initiés. Dans son livre : *Tragedy and Hope* (Tragédie et Espoir), il affirme que l'objectif de cette oligarchie est « rien moins que la création d'un Système mondial d'hégémonie financière aux mains de quelques personnalités capables de dominer la politique de chaque pays et l'économie mondiale tout entière ».

A l'heure présente, le Système enserré le monde entier dans un réseau complexe d'alliances de familles, de holdings communs, de sociétés multinationales, dirigé de haut par un ensemble de sociétés secrètes imbriquées étroitement à la tête. Il se prétend assez puissant pour tenir à sa merci même les pays « derrière le rideau de fer ou de bambou ». Ce qui a fait dire au Dr Bella Dodd, ancien membre du Bureau du Parti Communiste américain :

« Je crois que le complot communiste n'est qu'une branche d'un complot beaucoup plus important » (W. Cleon Skousen).

Les origines du Système

John Ruskin (1819-1900), héritier d'un riche marchand de vin de Londres, prit ses grades à Oxford. En 1870, il était nommé titulaire de la chaire des Beaux-Arts à cette aristocratique université, qu'il allait perturber quelque peu. Car, féru de sociologie, il entraîna ses élèves — vite devenus ses disciples — dans une étonnante série d'expériences communautaires,

sous le couvert d'une **St George's Guild** (Confrérie de Saint-Georges), pour l'instauration d'un climat socialiste dans l'agriculture et l'industrie. La Confrérie fut un échec, mais ses adeptes demeurèrent toute leur vie fidèles aux conceptions de Ruskin.

Elles n'avaient rien d'original. C'était en fait une synthèse de **La République** de Platon, de la **Panorthosie** de Comenius, du **Code** de Weishaupt-de Knigge et de la **Synarchie** de Saint-Yves d'Alveydre, mais surtout du **Manifeste** de Karl Marx, le tout accommodé à la façon aristocratique.

Si Ruskin professait que l'Etat devait s'emparer de tous les moyens de production et de distribution en vue d'assurer autoritairement le bien de la communauté — et peu lui importaient les idées de démocratie et de liberté —, il laissait entendre à ses élèves qu'ils constitueraient la « classe privilégiée ». « Mon but constant, disait-il, a été de démontrer la supériorité éternelle de quelques hommes sur les autres, parfois même d'un seul sur tous les autres ».

Mais, ajoutait-il, sans le partage des traditions aristocratiques avec les classes inférieures non seulement de Grande-Bretagne, mais aussi du monde entier, la minorité privilégiée serait finalement balayée par la masse, d'où la perte des traditions et, par suite, un recul de la civilisation.

Aussi ses disciples d'Oxford : Arnold Toynbee, Alfred (futur Lord) Milner, Arthur Glazebrook, George (sir George) Parkin, Philip Lyttleton Gell, et Henry (sir Henry) Birchenough ; et ceux de Cambridge : Reginald Baliol Brett (Lord Esher), Sir John B. Seeley, Albert (Lord) Grey, et Edmund Garrett, conçurent un projet d'« **Extension de l'idée anglophone** » qu'ils communiquèrent au journaliste William T. Stead ; celui-ci les mit en relations avec Cecil Rhodes. Et le 5 février 1891, Rhodes et Stead constituèrent, avec les disciples de Ruskin, une société secrète dont Rhodes rêvait depuis seize ans.

Cecil Rhodes était alors Premier ministre de la colonie du Cap. Et immensément riche : fondateur, avec l'appui de trois banquiers juifs, Lord Rothschild, Alfred Beit et Barney Barnato, de la **Consolidated Gold Fields**, pour l'exploitation des placers d'or du Transvaal, et de la **De Beers Consolidated Mines**, qui s'octroya le monopole du diamant, il jouissait d'un revenu estimé à un million de livres (25 500 000 francs-or). D'autre part, il avait obtenu une charte royale pour une **British South Africa Company**, destinée à la mise en valeur des territoires situés au nord du Transvaal ; mais surtout à la construction d'une ligne de chemin de fer, épine dorsale d'une future Afrique Orientale britannique du Cap au Caire (1). Un tel impérialisme ne

(1) Le kaiser Guillaume II devait contrecarrer ce projet en occupant le Tanganyika en 1891 et le Ruanda-Urundi en 1898.

pouvait manquer d'être conquis par le projet d'« **Extension de l'idée anglophone** ».

Rhodes et Stead organisèrent leur société secrète sur le modèle des « cercles concentriques ». Animé par Cecil Rhodes, le « cercle intérieur » se composait d'un **Comité exécutif** : Stead, Brett et Milner, coiffant un **Cercle d'Initiés**, comprenant notamment Arthur Balfour, Arthur Gray, Harry Johnston et Lord Rothschild. Il était prévu un « cercle extérieur », dénommé **Association de Bienfaiteurs**, constitué plus tard par Milner sous le nom de **Table Ronde**.

Certains ont attribué le caractère secret de la société au fait que, parmi ses fondateurs, plusieurs et non des moindres appartenaient à la Franc-maçonnerie.

D'autres, aux tendances socialistes inspirées de Ruskin. Il est certain que, sous le règne de la reine Victoria, proposer l'abolition de la propriété alors que le prince de Galles est « landlord » des deux tiers de Londres, et l'instauration d'une dictature cooptée par des « initiés » sous un régime monarchique héréditaire, impose le secret comme précaution élémentaire. Surtout lorsque les doctrinaires de cette société n'hésitent pas à prôner, d'après Platon, de jeter bas, **au besoin par la force**, tout régime ou toute structure sociale existants, afin que les nouveaux dirigeants puissent disposer d'une « toile nette » pour l'organigramme de leur « société idéale ».

Mais le motif le plus puissant du secret tient, évidemment, au but même de la société : l'exploitation de l'impérialisme britannique non point pour la plus grande gloire et les intérêts de la mère-Patrie, mais pour le triomphe de la « classe privilégiée » de Ruskin.

En vertu de son principe, l'« **extension de l'idée anglophone** », la société Rhodes-Stead a exercé ses activités dans deux directions : d'une part, la constitution de l'Empire britannique en confédération sous la direction du Royaume-Uni — et ce fut l'origine du **Commonwealth** ; d'autre part, l'élargissement de cette confédération aux Etats-Unis.

Pour gagner les élites, la société fit attribuer à ses affiliés des chaires dans plusieurs universités. Rhodes consacra une partie de sa fortune à fonder un Centre (**Rhodes House**) à Oxford, et des bourses (**Rhodes scholars**) ; Milner en fit autant pour la **Toynbee Hall**, premier institut colonial du monde.

La Presse ne fut pas négligée. Certains de ses membres prirent le contrôle de divers quotidiens et périodiques ; en outre, des « initiés » furent poussés à des postes-clefs dans d'autres organes de Presse — telle Miss Flora Shaw, future Lady Lugard, nommée chef de rubrique Affaires coloniales du **Times** jusqu'en 1912, avec audience internationale.

Ces activités exigeaient beaucoup d'argent. Outre les subventions assurées par Rhodes et les financiers Milner, Brett, Lord Rothschild, des fonds importants étaient réunis par un groupe de banquiers, ayant pour chef de file Lazard Brothers de Londres, San Francisco et New York, coopérant avec la banque Morgan de New York.

Ainsi, la société Rhodes-Stead fut fondée et soutenue par des membres de la Haute Finance internationale.

La Table Ronde

Avant de mourir en 1902, Cecil Rhodes avait désigné comme exécuteur testamentaire Alfred Milner, Gouverneur général et Haut-Commissaire britannique en Afrique du Sud depuis 1897.

A peine avait-il pris ses fonctions que Milner s'entoura d'un groupe de jeunes gens — «*Milner's Kindergarten*» (le jardin d'enfants de Milner) — frais émoulus d'Oxford et de Toynbee Hall. Il fonda avec eux, en 1909, une association semi-secrète, *The Round Table* (La Table Ronde), «cercle extérieur» de la société Rhodes-Stead. Dès 1915, elle répartissait des Groupes de la Table Ronde dans sept pays : Angleterre, Afrique du Sud, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Indes et Etats-Unis, l'ensemble dirigé de Chatham House, à Londres.

Ces groupes se tiennent en liaison étroite par correspondance et par de fréquentes visites entre eux. Mais aussi par une revue trimestrielle, *The Round Table*, fondée en 1910 à Chatham House, dont aucun article n'est signé, pour ménager le secret sur l'origine des informations, voire des directives, qui y sont publiées.

Au départ, la Table Ronde eut les mêmes bailleurs de fonds que ceux de la société Rhodes-Stead, notamment les frères Beit, Sir Abe Mailey, la banque Lazard Brothers et la banque J.P. Morgan de New York ; puis le Rhodes Trust de George Parkin, et la famille Astor, propriétaire du Times, le Carnegie United Kingdom Trust, les Rockefeller, les Whitney, etc.

La Table Ronde de New York était plus mélangée. Elle comptait parmi ses membres Frank Aydelotte, George Louis Beer, Whitney Shepardson, Jerome D. Greene, Thomas W. Lamont, associé de la banque Morgan, les journalistes Walter Lippmann, du New York Herald Tribune, Erwin D. Canham, ancien «Rhode scholar» d'Oxford, rédacteur au *Christian Science Monitor*, et quelques autres.

La pénétration dans les universités fut facilitée par le fait que, aux Etats-Unis, elles sont ouvertement subventionnées par des financiers. Le groupe Morgan avait la haute main sur Columbia, sur Harvard — où il

entretient toujours un Centre Dillon et une bibliothèque Lamont —, et, par Thomas W. Lamont, il partageait son influence sur Yale avec les Whitney, qui eux-mêmes contrôlaient Princeton.

La Presse sous l'influence de la Table Ronde comprenait en particulier les *New York Times*, *New York Herald Tribune*, *Washington Post*, et surtout le puissant *Christian Science Monitor*, dont le rédacteur en chef était le correspondant de *The Round Table*, et auquel collaborait Lord Lothian, premier rédacteur en chef de *The Round Table*.

En 1914, l'affilié William Straight, associé de J.P. Morgan et allié aux grandes familles de financiers Payne, Whitney, Vanderbilt, etc., fondait une revue *The New Republic*, dont la direction fut confiée à un représentant de Wall Street, Walter Lippmann, allié aux Whitney.

D'après l'«insider» Carroll Quigley, «l'intention à l'origine de la création de cette revue était de fournir un moyen d'expression à la gauche progressiste et de l'orienter insensiblement vers l'anglophilie».

ON RETROUVE DANS LA CRÉATION DE CETTE REVUE LES TROIS CARACTÉRISTIQUES DE TOUTES LES ORGANISATIONS QUI DÉCOULERONT DE LA SOCIÉTÉ RHODES-STEAD EN SE PRÉCISANT DANS LE TEMPS :

- UNE TENDANCE SOCIALISANTE ;
- UNE TENDANCE ANGLOPHILE ;
- LA PROGRESSION VERS UN GOUVERNEMENT MONDIAL.

*
* *

On doit souligner que la haute direction de la Table Ronde a toujours été sous obédience britannique, et que son siège est toujours à Londres.

La liste de ses «animateurs» connus comprend :

- Alfred, Lord Milner, de 1909 à sa mort en 1925.
- Lionel Curtis, de 1925 à 1955.
- Robert, Lord Brand, beau-frère de Lady Astor et administrateur délégué de la banque Lazard Brothers, de 1955 à 1963.
- Adam Massic, fils de sir William et successeur de Lord Brand à la banque Lazard Brothers, depuis 1963.

Remarque - Le nom de Table Ronde, a-t-on prétendu, aurait été choisi parce qu'il symbolise géométriquement l'égalité de tous ses membres.

CHAPITRE XIII

Premières étapes du Gouvernement Mondial

En novembre 1912, le lamentable pantin **Thomas Woodrow Wilson** fut élu 28^e président des Etats-Unis, par une manœuvre de financiers internationaux, conduits par la banque **J.P. Morgan**, principal soutien du **Groupe de la Table Ronde** américain, et agent aux Etats-Unis des **Rothschild** de Londres. Lord **Rothschild**, qui avait appartenu au « Cercle des Initiés » de la société **Rhodes-Stead**, s'en était retiré pour des « raisons stratégiques », mais s'était fait remplacer par son gendre, Lord **Rosebury**.

« Vulnérable au chantage » (**Curtis B. Dall**) tant par sa vie privée que par les palinodies opportunistes de sa vie politique, Wilson s'était vu confié à un Mentor, le pseudo-« colonel » **Edward Mandell (ou Mendel) House**, « fils éduqué à l'anglaise d'un représentant des intérêts britanniques dans les Etats du Sud » (**W. Cleon Skousen**).

« House, écrit **M. Dan Smoot**, avait de puissantes relations parmi les banquiers internationaux de New York. Il tenait son influence en particulier des grands instituts financiers représentés par des personnalités telles que **Paul et Felix Warburg**, **Otto H. Kahn**, **Louis Marburg**, **Henry Morgenthau**, **Jacob et Mortimer Schiff**, **Herbert Lehman** ».

Tous membres de la Haute Finance internationale juive.

De plus, « House avait aussi de puissantes relations parmi les banquiers d'Europe ». Il les devait peut-être à son affiliation à la société secrète Illuministe des **Masters Of Wisdom** (Maîtres de la Sagesse), mais aussi à ses étroites relations avec le **Groupe de la Table Ronde**.

M. Curtis B. Dall rapporte, d'après son ami, le grand financier **Bernard Baruch**, que, six mois environ avant son élection, Wilson s'était engagé

auprès des dirigeants du Parti Démocrate, à soutenir, dans le cas d'une guerre en Europe, la politique qui lui serait suggérée par le Parti.

Ainsi, dès 1912, l'Etat-Major du Parti Démocrate américain, émanation de la Haute Finance, prévoyait l'éventualité d'une guerre en Europe. Dans cette perspective, il s'assurait l'obéissance servile du président Wilson aux décisions du Parti, quelles qu'elles soient.

« ... au besoin par la force... »

En janvier 1976, la revue **American Opinion** a publié un article : « **World War I** » (La Première Guerre Mondiale), dans lequel l'auteur, **M. William P. Hoar**, rapporte que, d'après les comptes rendus originaux découverts en 1950, les promoteurs du Gouvernement Mondial, réunis à la Fondation **Carnegie** plusieurs années avant 1914, avaient décidé que seule une guerre généralisée leur permettrait d'atteindre leur but. Pour y impliquer les Etats-Unis, il leur importait de prendre la haute main sur la diplomatie américaine.

Ils avaient la part belle. On ne peut nier que tous les grands Etats européens voulaient la guerre : l'Allemagne, pour rompre l'encerclement de la Triple-Entente (France, Russie, Angleterre) ; l'Autriche, pour annexer la Serbie ; l'Italie, pour satisfaire ses visées « irrédentistes » sur l'Istrie et la Dalmatie ; la Russie, pour s'emparer de Constantinople et des Dardanelles ; la France, par idée de « revanche » et pour se faire restituer l'Alsace-Lorraine, etc. Mais, pour **M. W.P. Hoar**, la plus grande responsabilité incombe à l'Angleterre et aux Etats-Unis.

Il cite notamment l'aveu, en 1922, du Britannique **Frederick Cornwallis Conybeare** :

« Nous avons attaqué l'Allemagne pour trois raisons : 1. pour écraser sa marine de guerre avant qu'elle ne se soit renforcée ; 2. pour rafler son commerce ; 3. pour nous emparer de ses colonies ».

Quant à l'Amérique, elle n'avait « absolument rien à voir dans cette guerre fallacieuse » ; elle y fut entraînée par la Haute Finance, qui en escomptait d'énormes profits.

Mais il fallait vaincre l'« isolationnisme » foncier du peuple américain — en novembre 1916 encore, Wilson se fera élire à la Maison Blanche sur le slogan : **He Kept Us Out Of War** (Il nous a tenus à l'écart de la Guerre) ; les journaux, seuls « mass media » de l'époque, se livrèrent à un véritable matraquage. Facilité par le fait que, dès le 5 août 1914, les Anglais avaient mis hors de service les câbles télégraphiques allemands traversant l'Atlantique, si bien que la quasi-totalité des informations provenant d'Europe

passaient par les câbles britanniques, soumis à la censure. De plus, ils avaient installé à New York un bureau de propagande, sous les ordres de sir Gilbert Parker, assisté d'A.J. Toynbee, neveu d'Arnold Toynbee, un des premiers disciples de John Ruskin, et lui-même membre de la **Table Ronde**. Cette propagande fut largement diffusée par les journaux de la Côte Est, et bien entendu par le *New York Times*.

M. W.P. Hoar précise :

« Parmi les groupements qui s'associèrent entièrement à cette propagande, rapporte Peterson, « il y eut la *Pilgrim's Society* d'Angleterre, dirigée par Farry Brittain »... Depuis longtemps, les *Pilgrims* participaient au complot pour un Gouvernement Mondial et, avec les groupes de la *Table Ronde*, ils avaient contribué à la fondation du séditionnaire *Council on Foreign Relations* » (1).

Ainsi est dévoilé le **motif capital** de l'intervention des Etats-Unis en Europe ; ce que confirme M. W.P. Hoar :

« En fait, ce fut, dès l'origine, une guerre pour un Gouvernement Mondial. A propos de ce conflit, le socialiste anglais H.G. Wells a reproduit l'argument de la propagande de 1915 : « ... l'humanité doit parvenir, dans un laps de temps très court maintenant, à créer un Etat mondial, un « quelconque Gouvernement mondial capable d'empêcher la guerre », sinon elle devra s'affronter à un chaos permanent. « Le Sentier de la Guerre ou l'Etat Mondial », commentait Wells, « tel est le choix pour l'humanité ».

MAIS, POUR INSTITUER CE GOUVERNEMENT MONDIAL, IL ÉTAIT ESSENTIEL D'ABATTRE CEUX QUI POUVAIENT S'Y OPPOSER : L'EMPIRE ALLEMAND, L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS ET L'EMPIRE RUSSE.

D'où, en mars 1916, la mission du « colonel » House à Londres pour y négocier l'entrée en guerre des Etats-Unis. « Cet accord secret, écrit M. W.P. Hoar, conclu sans que le Sénat en ait eu connaissance, constituait un acte d'une monstrueuse hypocrisie... On allait offrir aux Allemands – alors maîtres du Continent – une paix inacceptable, et, dès leur refus, nous entrions en scène. Les Alliés savaient dès lors qu'ils pouvaient rejeter toute autre offre de paix et compter malgré tout sur l'intervention des Etats-Unis ».

(1) La *Pilgrims' Society* est une organisation très fermée, fondée aux Etats-Unis en souvenir des *Pilgrim Fathers* qui débarquèrent au Massachusetts en 1620. L'Establishment américain se vante d'avoir un de ces « Pères Pèlerins » dans son ascendance. La Société a une branche en Angleterre. Dans ses livres récents, M. Yann Moncomble en parle longuement.

Sur le *Council on Foreign Relations*, voir au chapitre suivant.

Or, en décembre 1916, Berlin faisait des ouvertures. A peine réinstallé à la Maison Blanche en janvier 1917, Wilson répondit par une proposition de « paix sans victoire », évidemment irrecevable. De son côté, en mars, le président du Conseil français, Alexandre Ribot, faisait échouer, en les dévoilant en pleine Chambre des Députés, les négociations secrètes menées par le prince Sixte de Bourbon-Parme avec son beau-frère, l'empereur Charles 1er, en vue d'une paix séparée avec l'Autriche.

Et le 6 avril 1917, les Etats-Unis déclaraient la guerre à l'Allemagne...

La Révolution d'Octobre

Ecrasée par les Japonais, ruinée, fortement endettée, menacée de révolution, la Russie avait été obligée d'accepter, en 1905, la médiation du président des Etats-Unis, Théodore Roosevelt.

Lorsque le ministre russe comte de Witte vint à Portsmouth (USA) pour rencontrer les plénipotentiaires japonais, il reçut la visite de trois Juifs : Jacob Schiff, gendre de Salomon Loeb, de la puissante banque **Kuhn, Loeb & Co.** ; le Dr Strauss, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Rome ; Kraus, Grand Maître de l'Ordre maçonnique israélite des **B'nai B'rith**. Ils lui exposèrent crûment que la cause des malheurs de la Russie était l'attitude du gouvernement du tsar à l'égard de leurs coreligionnaires, favorisant la discrimination raciale et tolérant les pogroms. De Witte, qui avait épousé une Juive, tenta de les raisonner : il n'en obtint que des menaces.

Car, à ce grief, s'en ajoutait un autre qui, pour n'avoir pas été évoqué, n'en était pas moins déterminant : seule des grandes nations d'Europe, la Russie avait refusé la création d'une Banque Centrale d'Etat. Or la banque **Kuhn, Loeb & Co.**, liée à **Morgan** et aux **Rothschild**, misait sur UNE COLLUSION ENTRE LES BANQUES CENTRALES POUR ÉTABLIR L'HÉGÉMONIE MONDIALE DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE (2).

C'est d'ailleurs Paul Warburg, autre gendre de Salomon Loeb, qui avait rédigé le projet final de **Federal Reserve** américaine ; de connivence avec le « colonel » House, il avait obligé le président Wilson à présenter le **Federal Reserve Act** au Congrès, qui l'adopta le 22 décembre 1913 (Charles Seymour). Un grand pas vers le Gouvernement Mondial.

A partir de 1905, la banque **Kuhn, Loeb & Co.** encouragea impudemment la révolution russe. D'une part, elle subventionna les mouvements

(2) Dans son livre *Les Financiers qui mènent le monde* (15 éditions successives depuis 1955), Henry Coston a expliqué comment des financiers de New York avaient participé à la révolution de 1917 en Russie. Les détails qu'il donne – et que taisent les historiens officiels – sont confirmés par les documents publiés, quelques années plus tard, dans son autre livre : « *La Haute Finance et les Révolutions* », documents jamais contestés et contenus dans un Livre blanc américain.

dirigés par Lénine (3), Trotsky, Zinoviev, etc. ; d'autre part, elle envoya au Japon des propagandistes révolutionnaires pour endoctriner les prisonniers russes. Et afin d'affaiblir encore le gouvernement tsariste, Jacob Schiff déclencha, en 1911, une violente campagne de presse qui obtint du président Taft la dénonciation des accords commerciaux avec la Russie. Schiff s'en vanta lui-même dans une déclaration parue le 5 juin 1916 dans le *New York Times*, sous obédience de la Table Ronde.

The Jewish Communal Register Of New York City 1917-1918 (Registre communal juif de la ville de New York 1917-1918) écrit :

« M. Schiff est bien connu pour ses activités philanthropiques et pour l'intérêt qu'il porte à l'éducation des jeunes... Il a fondé la chaire d'Economie sociale à Columbia ; il a offert les fonds et l'immeuble des études sémites à Harvard ; il a occupé une chaire de la Section Est-Asiatique au musée d'histoire naturelle de New York ».

Columbia, Harvard, New York, trois universités dans l'obédience du Groupe de la Table Ronde américain.

Or, Jacob Schiff était le beau-père de Félix Warburg. Et le frère de Felix Warburg, Max, directeur de la banque MM. Warburg & Co. de Hambourg,

(3) Tout comme Trotsky (de son vrai nom : Bronstein), Zinoviev (Apfelbaum) — et leurs complices Kameneff (Rosenfeld), Bogdanov (Silberstein), Parvus (Gelphanat), Piatnitzky (Levine), Radek (Sobelsohn), Litvinof (Finkelstein), Joffe —, Oulianoff, dit Lénine, était d'origine juive. L'Arche, la grande revue israélite, organe du Fonds Social Juif (n° 161, 1970, p. 27) l'a révélé en faisant état des résultats de l'enquête menée par la journaliste arménienne Marietta Chaginian, dans les archives de Simbirsk, la ville natale de Lénine. Ayant voulu connaître les origines de la célèbre foire de Nijni-Novgorod, dont son grand-père fut l'un des fondateurs, Mme Marietta Chaginian s'aperçut que l'un des premiers participants, le commerçant Spender Blank, disparaissait ensuite des listes pour revenir, un peu plus tard, sous le nom de : Alexander Blank. Ce changement de prénom était la conséquence de la conversion à la religion orthodoxe du commerçant juif et de sa famille, notamment de sa fille Miriem, née à Simbirsk en 1835.

La Ville de Simbirsk était d'autant mieux connue de la journaliste qu'elle s'appelle aujourd'hui Oulianovsk, du nom de Lénine, dont le véritable patronyme était Oulianov. Le rapprochement était aisé à faire : la mère de Lénine et la fille du commerçant juif participant à la foire Nijni-Novgorod, étaient une seule et même personne. Miriem, devenue Maria Alexandrovna après sa conversion, avait épousé Ilya Nicolaievitch Oulianov ; de cette union était né le futur maître de la Russie rouge.

Ne sachant pas que, vers 1919, des journaux occidentaux, informés par des émigrés russes, avaient déjà soulevé ce lièvre — sans succès, d'ailleurs, les organisations israélites ayant fait démentir peu après — Mme Chaginian voulut publier les résultats de son enquête dans la revue historique *Voprosy Istorii*. C'était au cours de l'été 1964. La censure soviétique jugea l'affaire trop sérieuse pour permettre cette publication : elle alerta le Politburo, qui demanda aux autorités de l'Eglise orthodoxe confirmation de la conversion des Blank au christianisme. Après examen du dossier, le Politburo décida d'interdire la divulgation de la découverte de Mme Chaginian. On aurait alors prétendu que si Lénine n'avait pas cru utile de faire connaître ses origines juives, il fallait respecter sa volonté.

L'Arche précisa que les archivistes qui ont permis ces recherches à Mme Chaginian ont été sanctionnés. (H.C.)

en Allemagne, était le plus important collecteur de fonds en Europe pour les révolutionnaires russes.

Cette imbrication dynastique de banquiers juifs des deux côtés de l'Atlantique est caractéristique du « Système ». Leurs griefs à l'égard du régime tsariste les entraîna même à une collaboration avec le gouvernement de Berlin ; par exemple lorsque Lénine et ses camarades, chargés de 40 millions de francs-or, avaient traversé l'Allemagne de Suisse en Russie dans le « wagon plombé », pour arriver à Saint-Petersbourg le 16 avril 1917. Quant à Trotsky, muni de fonds importants, il avait quitté les Etats-Unis avec 275 compagnons sur le s/s *Christiania* le 27 mars, pour rejoindre Lénine à Saint-Petersbourg le 17 mai, nantis de passeports américains délivrés sur instructions du « colonel » House.

Les Bolcheviks ne manquèrent pas d'argent. D'après son petit-fils, Salomon Loeb, à lui seul, leur aurait versé 20 millions de dollars-or, et, entre 1918 et 1922, Lénine aurait remboursé à Kuhn, Loeb & Co. quelque 450 millions de dollars. Quant à Lord Milner, le fondateur de la Table Ronde, il aurait contribué pour plus de 16 millions de dollars, etc. Mieux encore : ce furent deux Anglais, Lord Milner et sir George Buchanam, qui se chargèrent, avec l'accord du gouvernement britannique, de collecter et de répartir les subventions du consortium Morgan-Rothschild-Lazard tous membres de la Table Ronde.

Politique qui, en 1917, peut paraître aberrante. La Table Ronde menait une campagne pour l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne, alors victorieuse sur tous les fronts ; mais, en même temps, elle organisait la débâcle de l'Empire russe, dont les armées retenaient à l'Est d'importantes forces du Kaiser.

En fait, le plan des « initiés » s'inspirait de la prédiction de Karl Marx qu'une guerre générale en Europe ouvrirait la porte au socialisme. Et ils escomptaient que la révolution russe ferait tache d'huile en Allemagne et en provoquerait l'effondrement. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver Lord Milner à la tête du complot : en bon disciple de John Ruskin, il misait sur le socialisme pour conduire au Gouvernement Mondial.

LA COLLUSION CONSTANTE ENTRE LES PAYS ANGLO-SAXONS ET LA RUSSIE SOVIÉTIQUE, QUI, EN DÉPIT DE QUELQUES « BAVURES », SE MANIFESTERA OUVERTEMENT AU COURS DU XX^e SIÈCLE, TROUVE SON EXPLICATION DANS LA COMMUNE DÉTERMINATION DE LEURS DIRIGEANTS, AVOUÉS OU OCCULTES, A FAIRE TRIOMPHER UN SOCIALISME UNIVERSEL EN VUE DE L'INSTAURATION DU GOUVERNEMENT MONDIAL.

La Société des Nations

Quelques jours après l'élection de Woodrow Wilson à la Maison Blanche, en novembre 1912, le « colonel » House publiait « un roman ou une thèse politique romancée » : **Philip Dru : Administrator**. C'est, écrit Charles Seymour — du clan Morgan — l'histoire d'un jeune gradué de West Point, qui, révolté par la tyrannie des intérêts privilégiés, prend la tête d'une rébellion armée et devient dictateur des Etats-Unis, pour y établir « le **Socialisme tel que rêvé par Karl Marx** ». A cet effet, « il procède par décrets pour modifier l'appareil gouvernemental, pour réformer les lois de base qui régissent les relations entre les classes, pour remodeler les forces défensives de la République et pour constituer une société ou ligue des puissances ».

Ainsi, en 1912, House avait déjà en projet la création d'une Société des Nations comme faisant partie des réalisations socialistes. Ce qui, de la part d'un représentant précisément des « intérêts privilégiés », les Schiff, les Warburg, les Kahn, les Rockefeller, les Morgan, ne manque pas d'impudence...

Or, en 1917, un libraire commentait le livre de House :

« Philip Dru... donne un aperçu sur les principes essentiels politiques et sociaux qui font agir House en compagnie du président Wilson. On y trouve une touche de démocratie sociale qui fait penser à Louis Blanc et aux révolutionnaires de 1848 ».

Mais déjà, en 1915, un riche habitant du Maryland, Théodore Marburg, avait publié un projet de Ligue de la Paix. Dénommée **League to Enforce Peace** (Ligue pour imposer la Paix), elle fut fondée en juin 1915, sous la direction de l'ancien président Taft, conseillé par Marburg, et financée par l'anglophile Andrew Carnegie. C'est devant cette Ligue que, le 27 mai 1916, Wilson déclara : « Notre intérêt est dans la seule paix et dans ses garanties futures ».

Pour Wilson, ces « garanties futures » consistaient dans la fédération mondiale des nations proposée par House. Aussi confia-t-il au « colonel » le soin de désigner un comité d'intellectuels chargés à la fois de rédiger un projet de conditions de paix en Europe et d'élaborer la Charte de la future fédération.

En septembre 1916, ce comité, sous l'autorité de House, comprenait environ cent cinquante professeurs, juristes, économistes, politiciens et autres ; parmi lesquels, bien entendu, des membres de la Table Ronde : le journaliste socialiste Walter Lippmann, le futur chef du Parti Socialiste Norman Thomas, Allen Dulles, qui deviendra chef de la C.I.A. (**Central Intelligence Agency** — Services de Renseignements), son frère John Foster Dulles, qui sera Secrétaire d'Etat — tous les deux « appartenant à Morgan » —,

et Christian A. Herter, lui aussi futur Secrétaire d'Etat. Le comité mit sur pied un **League Of Nations Covenant** (Pacte de la Société des Nations), dont il attendait l'avènement du **socialisme mondial**. Présenté à la Conférence de la Paix, le Pacte fut adopté le 28 avril 1919 et intégré au Traité de Versailles.

Mais, par l'esprit même qui avait présidé à sa conception, la **Société des Nations (S.D.N.)** était entachée de vices qui devaient en entraîner la faillite.

L'objet principal de la S.D.N. était, officiellement, la prévention et l'arrêt des conflits armés, au besoin par l'application de sanctions à l'égard des contrevenants. Elle se présentait donc comme une **organisation supranationale**, que les « constitutionnalistes » du Sénat américain se refusaient à admettre. Ils déclenchèrent dans tout le pays une campagne contre « l'idéalisme mal équilibré de la Société des Nations qui entraîne automatiquement et totalement les Etats-Unis à s'associer aux affaires des autres » (Théodore Roosevelt). Ils avaient beau jeu de se référer aux recommandations du Message d'adieux de George Washington, qui prônait l'isolationnisme intégral.

Sous la pression de l'opinion publique, le Sénat refusa la ratification du Traité de Versailles, et, par suite, de son annexe, le Pacte de la S.D.N.

D'autre part, la S.D.N. était composée, à l'origine, des Etats ayant participé à la guerre à côté des Alliés, et de quelques Etats invités. C'était donc **a priori** une **ligue de vainqueurs**, qui donnait l'impression d'imposer leur diktat aux vaincus d'hier. D'autant que, au même moment, les Alliés exigeaient de l'Allemagne des sommes énormes au titre de réparations des dommages de guerre ; tribut conçu d'après M. W.P. Hoar, « pour conduire l'Allemagne à sa ruine ». La carte modifiée, il apparut que « la guerre pour mettre fin à toutes les « guerres » avait rendu les choses pires qu'avant. Par exemple, les Polonais se battaient contre les Lithuaniens, les Ukrainiens, les Tchèques et les Russes ; les Russes se débattaient dans leur guerre civile ; la Yougoslavie et l'Italie étaient en conflit, etc. ; les colonies de l'Allemagne étaient extorquées par les « anti-impérialistes », et elle était contrainte de signer le Traité de Versailles qui ne respectait même pas les clauses de l'armistice ».

Outre sa tendance socialiste, le Pacte de la S.D.N. s'inspirait de l'idéologie Maçonnique, imprimée par ses principaux rédacteurs hauts dignitaires de la F. V. - M. V. Le F. V. Pierre Mariel confirme en effet que : « La Société des Nations fut essentiellement une création maçonnique, et son premier président fut un maçon français, Léon Bourgeois ».

D'où l'égalitarisme irréaliste qui voulut donner à chaque nation, quelle qu'en fût l'importance, égalité de vote à l'Assemblée. Or, par application

de la disposition qui permettait l'adhésion de tout pays ayant obtenu les deux tiers des voix, la S.D.N. compta bientôt de nombreux Etats dont la clientèle fluctuante décidait des moindres propositions. D'où le danger de cet organisme, astreint à une incessante surenchère devant le chantage de ces nations mineures et qui, de dérobades en capitulations, a conduit directement à la Deuxième Guerre Mondiale, voulue et préparée dans la coulisse.

Le rejet de la Charte par le Sénat américain n'avait pas pris House au dépourvu. Tablant sur l'identité de vue de ses commettants, les Hauts Financiers internationaux, liés par leurs intérêts communs, la Franc-Maçonnerie et la Table Ronde, il avait projeté de manœuvrer la S.D.N. par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, au besoin en faisant pression sur le Gouvernement de Londres par ses dettes de guerre envers les financiers américains.

Mais, à la Conférence de la Paix, il commit la maladresse d'indisposer Bernard Baruch et Felix Frankfurter, soutiens politiques et financiers de Wilson. Naturellement, Wilson s'empessa de sacrifier House.

Faut-il rappeler les carences et les interventions intempestives de la S.D.N., au cours de ses vingt ans d'activité ? C'est, dès 1919, la marche de G. d'Annunzio et de ses miliciens pour occuper Fiume ; en 1920, l'occupation française du Palatinat, en 1923, celle de la Ruhr ; en 1932, l'invasion de la Mandchourie par les Japonais, la constitution du Mandchoukouo, l'occupation des côtes chinoises en 1937 ; le conflit entre l'Italie et l'Abysinie en 1935, avec l'affaire des « sanctions », dont le résultat le plus évident fut de jeter Mussolini dans les bras de Hitler, tandis que l'empereur d'Ethiopie, dépossédé de son trône, était même expulsé du territoire helvétique...

Et, comme le souligne le Pr Charles Chaumont : « la guerre de 1939 a éclaté non pas comme une action collective de répression de la Société (des Nations) contre l'Allemagne, mais comme une riposte de l'Angleterre et de la France garantes de l'indépendance polonaise ».

Ayant prouvé publiquement son inefficacité, son impuissance et sa nocivité, la S.D.N., en « coma prolongé », a été dissoute juridiquement au cours d'une session de l'Assemblée tenue à Genève du 8 au 18 avril 1946, ses biens et avoirs transférés à son héritière « en tous genres », l'Organisation des Nations Unies.

CHAPITRE XIV

Le « Système » dans l'entre-deux guerres

Désavoué par Wilson, mis en échec par le Sénat qui refusa de ratifier la Charte de la S.D.N., le « colonel » House ne se tint pas pour battu.

Le 19 mai 1919, il réunit à déjeuner à l'Hôtel Majestic, de Paris, les délégués américains et britanniques à la Conférence de la Paix, qui appartenaient à la Table Ronde. Parmi lesquels : du côté américain, Allen et John Foster Dulles, Christian A. Herter, le général Tasker H. Bliss, Jerome D. Greene, le Pr. Archibald Cary Coolidge, Whitney H. Shepardson, le Dr. James T. Shotwell ; du côté anglais, Lord Robert Cecil, Sir Valentine Chirol, Lionel Curtis, Lord Eustace Percy, Harold Temperly.

Après cette prise de contact, House renouvela l'invitation pour le 30 mai, à un dîner-conférence au cours duquel furent jetées les bases d'un **Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.** — Institut royal des Affaires internationales), rattaché à la Table Ronde, avec la même répartition géographique. Toutefois, par souci du chauvinisme de ses futurs adhérents, sa section américaine prit le nom de **Council on Foreign Relations (C.F.R.** — Comité des Affaires étrangères) avec siège à New York.

En fait, cette organisation jumelle constituait un deuxième « cercle extérieur » — le premier étant la Round Table — autour du « cercle intérieur », composé des hauts « **Insiders** » (Initiés) du Comité exécutif et du Cercle d'Initiés, toujours aussi secrets.

Council on Foreign Relations

Les statuts du C.F.R. furent déposés en 1921. Il s'y présentait comme un groupe d'études ayant pour objet :

« D'assurer un dialogue permanent sur les questions internationales intéressant les Etats-Unis, en réunissant des spécialistes en diplomatie, finances, industrie, enseignement et sciences... de créer et de stimuler dans le public américain un esprit international et, à cet effet... de coopérer avec le gouvernement des Etats-Unis et avec des organismes internationaux, en coordonnant les activités internationales pour supprimer, dans la mesure du possible, les interférences d'initiatives, de créer de nouvelles organisations et d'employer tous autres et différents moyens qui, à l'occasion, pourraient paraître judicieux et opportuns » (cité par Francis X. Gannon).

Ces statuts sont un modèle de l'« understatement » — traduisons : litote —, propre aux Anglo-saxons pour dissimuler leur pensée. En réalité : — « créer et stimuler dans le public américain un esprit international » signifie le mettre en condition pour qu'il renonce à son isolationnisme traditionnel ; — « coopérer avec le gouvernement des Etats-Unis et avec des organismes internationaux » veut dire en prendre la direction ; — « coordonner les activités internationales » doit se lire barrer la route à toute initiative adverse ; — quant à la création de « nouvelles organisations » et à l'emploi de « moyens judicieux et opportuns », c'est la mise en jeu de tous les procédés susceptibles de permettre au C.F.R. d'atteindre le but qui lui a été fixé.

Ce but est bien défini. Emanation de la Table Ronde, elle-même issue de la société Rhodes-Stead, il doit poursuivre, dans le sillage de son promoteur, le « colonel » House, l'institution aux Etats-Unis d'un régime socialiste « tel que rêvé par Karl Marx » pour parvenir à l'instauration du Gouvernement Mondial.

Après des débuts effacés, le C.F.R. réunit l'ensemble des commettants financiers de House, notamment les Rockefeller, qui, en 1929, permirent l'acquisition du siège social, l'hôtel particulier The Harold Pratt House, 58 East 68th Street, à New York.

Actuellement, le Council on Foreign Relations groupe seulement environ 1 400 adhérents, mais qui occupent les situations les plus importantes dans le gouvernement, la politique, les affaires, la finance, l'enseignement, les « mass media », voire la religion. Il a compté les Présidents Hoover, Franklin D. Roosevelt, Dwight Eisenhower, John F. Kennedy et Richard Nixon ; quelques dizaines de ministres, dont le pro-soviétique Henry (Heinz) A. Kissinger, israélite d'origine allemande, protégé de David Rockefeller, et qui, Secrétaire d'Etat d'août 1973 à janvier 1977, imposa la politique du C.F.R. comme politique officielle des Etats-Unis.

Largement subventionné par les Fondations Ford, Carnegie, Rockefeller et autres, ainsi que par les grands trusts tels que American Can,

Bethlehem Steel, Corning Glass, du Pont de Nemours, I.B.M., I.T.T., United States Steel, Standard Oil of New Jersey, etc., etc., — on a dénombré plus de quatre-vingts trusts dans le « Service Corporatif » ou Comité de patronage —, le C.F.R. exerce une influence prédominante sur le gouvernement américain, à quelque parti qu'il appartienne, et sur le Congrès.

Il appuie cette importance sur sa propre revue, *Foreign Affairs*, d'audience politique internationale. De plus, il s'est assuré des connivences dans de nombreux journaux ou revues : *New York Times*, *New York Herald-Tribune*, *New York Evening News*, *Washington Post*, *Christian Science Monitor*, *Newsweek*, *Time*, *Harper's*, *Saturday Review*, etc., ainsi que dans les stations de radio et de télévision : A.B.C., N.B.C., R.C.A. Victor, etc.

En outre, comme le reconnaît son *Directory of Members* (Annuaire officiel), le C.F.R., « avec l'aide financière de la Carnegie Corporation de New York », a pu créer, depuis 1938, un réseau de *Committees* ou Groupes d'études dans une trentaine de villes d'importance diverse. « Chaque Committee est composé de quarante membres ou plus, personnalités marquantes dans leur profession ou par leur situation sociale, représentants des affaires, de la justice, des universités et collèges, de la presse, etc. » Ces groupes d'études sont, en même temps, des groupes de pression sur les gouvernements des divers Etats américains.

Bien entendu, le C.F.R. n'a pas manqué d'appliquer l'article de ses statuts qui prévoit de « créer de nouvelles organisations », en se défendant, d'ailleurs, d'entretenir des accointances avec elles — tactique classique.

Cependant, ces organisations présentent des caractères communs qui dénotent une activité concertée :

- même objet : l'institution du socialisme aux Etats-Unis et dans le monde ;
- même source de financement : les Fondations et les trusts ;
- chevauchement des membres entre elles, à la manière des Sociétés de Pensée françaises du XVIII^e siècle, avec présence parmi les adhérents de nombreux membres du C.F.R., parfois communs ;
- surtout, présence à leur tête de dirigeants du C.F.R.

Elles ont aussi en commun le dépôt de statuts constitutifs déclarant que l'association est un groupement d'études et de recherches sans but lucratif. Outre la reconnaissance officielle qui les exempte d'impôts et de taxes, ces associations s'en servent de référence pour attirer dans les Comités de patronage des personnalités éminentes non-« initiés », qui serviront de paravent à leur activité occulte suivant les directives du C.F.R.

Chacune de ces associations est destinée à une catégorie de la population. Il s'est constitué ainsi une toile d'araignée qui « couvre » toutes les classes de la société et tous les problèmes de l'heure, permettant au C.F.R. de « manipuler » et d'« intoxiquer » une grande partie du public américain, et donc de faire pression sur le gouvernement et sur le Congrès, avec répercussion sur le monde entier.

La preuve en est donnée par l'un de ces « satellites » du C.F.R., l'**Institute of Pacific Relations (I.P.R.** — Institut des Affaires du Pacifique), dont les mésaventures judiciaires ont démontré :

- la collusion entre l'I.P.R. et le C.F.R. ;
- la tendance pro-communiste de ces deux associations, ce que confirme d'ailleurs le haut « initié » Dr. Carroll Quigley ;
- le noyautage du Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères) par des éléments pro-communistes, voire par des agents de l'U.R.S.S. (John T. Flynn).

Ainsi, en 1952, la « commission McCarran », du Sénat, identifia des agents soviétiques, dont Laughlin Currie, Frederick Vanderbilt Field, Alger Hiss, Owen Lattimore, l'ancien ministre Harry Dexter White, tous membres du C.F.R. ; de nombreux communistes de l'I.P.R. Dix-sept personnes attachées au Département d'Etat donnèrent lieu à enquête pour menées pro-communistes ; onze appartenaient au C.F.R., dont : Ralph Bunche, sous-secrétaire général de l'O.N.U. ; le général George Catlett Marshall, auteur du Plan d'aide économique à l'Europe, ex-secrétaire d'Etat à la Défense, prix Nobel de la Paix ; Dean Rusk, ministre du président Kennedy ; Sumner Welles, ancien ministre ; Charles Yost, ambassadeur U.S. à l'O.N.U., etc.

Parmi la vingtaine d'autres « satellites » du C.F.R., on peut citer **Foreign Policy Association**, **Business Advisory Council** et son annexe **Committee for Economic Development** — « en fait l'intermédiaire par lequel le C.F.R. impose son autorité sur le gouvernement fédéral » (Francis X. Gannon) —, **American Civil Liberties Union**, **Institute for American Democracy**, et **Common Cause** — fondé pour les classes peu fortunées, les étudiants, en vue de « secouer l'emprise de l'Establishment », mais patronné en fait par ce même Establishment...

Royal Institute of International Affairs

Autant on possède des informations sur le C.F.R., autant son « homologue », le **Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.)** a fait peu parler de lui.

On sait que ses statuts ont été établis à Paris, proposés, en 1919, par Lionel Curtis, futur Grand Maître de la Table Ronde.

On sait aussi que le siège de l'organisation fut installé à Londres, dans Chatham House, le même immeuble que la **Table Ronde**, et avec ses mêmes principaux bailleurs de fonds, sir Abe Bailey et la famille Astor.

On sait enfin que les noyaux du R.I.I.A. furent constitués : au Canada, par des étudiants amis de Milner, comme Arthur Glazebrook, George Parkin ; en Afrique du Sud et aux Indes, par d'anciens membres du « Milner's Kindergarten » ; en Australie et en Nouvelle-Zélande, par des personnalités recrutées par Stead, Parkin et Lionel Curtis. Mais leur activité n'est guère connue.

D'aucuns ont émis l'hypothèse que la transformation de l'Empire britannique en Commonwealth, relâchant les liens des Dominions avec la Grande-Bretagne et les incitant à se tourner vers les Etats-Unis, comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, a fait passer les sections du R.I.I.A. de ces pays dans l'orbite du **Council on Foreign Relations**. L'indépendance de l'Inde et la tension entre l'Afrique australe et la Grande-Bretagne laissent des doutes sur l'activité de leurs sections.

D'autre part, le R.I.I.A. s'est propagé sous des appellations différentes dans divers Etats, voire, tout simplement, sous celle de **Institute Of International Affairs**, notamment en Autriche, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne Fédérale, etc.

A titre d'information, signalons que le journaliste américain Hilaire du Berrier publiait dans l'hebdomadaire **The Review Of The News** du 24 décembre 1975, l'entrefilet suivant :

« Les Conservateurs britanniques n'ont pas dissimulé leur colère à l'arrivée, en octobre dernier, d'une délégation venue de Moscou, sur invitation du Royal Institute of International Affairs, pour assister à une réunion anglo-soviétique du « Groupe de la Table Ronde » (...) »

« Mr. Wilson (*) et son Gouvernement travailliste sont très embarrassés depuis qu'on sait que la délégation soviétique a été choisie par Donald Maclean (**), haut fonctionnaire du Foreign Office passé à l'Est il y a 24 ans ».

En 1975, Maclean était chargé des affaires britanniques à l'Institut des Affaires économiques mondiales et des Relations internationales de Moscou, « qui a dans ses attributions les relations soviétiques avec la Grande-Bretagne, le Marché commun et les Etats-Unis ».

(*) M. Harold Wilson était, à l'époque, Premier ministre travailliste de Grande-Bretagne.

(**) « Ce brillant diplomate, qui a livré aux Russes des secrets atomiques, a échappé de justesse au M.I.5 (contre-espionnage) en 1951 » (B. Page, P. Knightley, D. Leitch).

CHAPITRE XV

Fauteurs de guerre

Winston Churchill a reconnu dans ses *Mémoires* : « Il n'exista jamais de guerre plus facile à éviter que celle qui vient de ravager ce qui subsistait du monde après le conflit précédent ». D'autant que, souligne Bernard Fay : « En 1939, ni le peuple allemand, ni le peuple français, ni le peuple anglais, ni le peuple américain ne voulaient la guerre ». Opinion confirmée par l'accueil triomphal réservé à Daladier et à Chamberlain à leur retour de Munich.

Donc tous les motifs invoqués par les historiens au gré de leurs convictions politiques, et qui s'apparentent de près à ceux de 1914, n'étaient pas déterminants. Et l'on doit bien reconnaître que, dans les deux cas, la pression des dirigeants américains a été décisive.

En réalité, le vrai mobile a été explicité par l'expression de la propagande alliée : « Croisade des Démocraties ».

Car, contrairement aux assertions officielles, l'opinion publique de toute l'Europe tendait à s'évader de l'idéologie démocratique, dont elle constatait l'impuissance à résoudre les problèmes politiques, sociaux, économiques, financiers, voire même à assurer la sécurité. Elle réclamait un pouvoir fort. D'où le succès des « dictateurs » Mussolini, Salazar, Hitler, Franco. En France même, les excès de février 1934 et du Front Populaire de 1936-1937 avaient « déjà provoqué la création de groupes nationalistes solides qui allaient passer à la contre-attaque, écrit M. Jacques Ploncard d'Assac. La Belgique suivrait. L'Europe centrale suivrait Rome ou Berlin. C'est pour cela que la guerre a éclaté, malgré les peuples, contre eux, parce que les forces occultes qui avaient fait le siège de Roosevelt et s'étaient emparées de son esprit voyaient le gouvernement du monde leur échapper. Elles

n'attendirent même pas d'être militairement prêtes, parce qu'elles n'avaient pas le temps d'attendre. Il leur fallait créer l'irréparable », sous peine de se voir emportées par un mouvement irrésistible de « révolutions nationales ».

Les forces occultes

Parmi les « forces occultes qui avaient fait le siège de Roosevelt », on peut citer au premier chef la FRANC-MAÇONNERIE.

Que la Maçonnerie internationale ait poussé à la guerre, il n'est plus possible de le nier. Dans une étude très documentée, parue en 1957, M. Jacques Béarn démontre que le Grand Orient de France aussi bien que la Grande Loge avaient soutenu les revendications de la République de Weimar, notamment pour l'évacuation de la Rhénanie en 1930.

« Tout changea en 1933, avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler (...) »

« On... verra désormais (les Francs-Maçons) cristalliser leurs efforts pour abattre les nouvelles idéologies européennes qui ont le grand tort, à leurs yeux, de ne pas avoir une paternité maçonnique et de ne pas jouer le jeu démocratique mondial.

« Maintenant que la très maçonnique S.D.N. a montré sa faillite, on va essayer de coaliser tous les peuples européens contre l'Allemagne... »

... d'abord ; puis contre l'Italie, qui avait fermé les Loges, « détruit la laïcité et rétabli dans les écoles le crucifix et l'enseignement religieux » ; ensuite, contre Franco, coupable d'avoir abattu la République maçonnique espagnole ; enfin, de nouveau contre Hitler, qui avait osé démembrer la forteresse maçonnique de Tchécoslovaquie et entrer à Prague le 15 mars 1939.

C'est alors que le F. : Président Roosevelt, 32e degré du Rite Ecossais, fortement sollicité par la Maçonnerie française, adressa au Premier ministre britannique Chamberlain « une note comminatoire spécifiant que l'Amérique ne soutiendrait plus les démocraties si celles-ci s'en tenaient aux accords de Munich ». Au moment des négociations germano-polonaises sur la question de Dantzig, « il informa les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Pologne que les Etats-Unis prêteraient à la Pologne une aide illimitée, dans le cas où la guerre ne pourrait être évitée : « En aucun cas — ajouta-t-il — les démocraties ne doivent capituler ». Le 25 avril et le 2 mai, l'ambassadeur U.S. à Paris, le F. : William Bullitt, avertissait les Grands Maîtres de la Maçonnerie française « qu'un compromis entre les démocraties et l'Allemagne hitlérienne serait le renversement des conditions de vie que les Américains ont l'habitude de considérer comme sacrées » (sic).

Il est difficile de se montrer plus « belliciste ». Comment expliquer alors que ce même Président Roosevelt ait prévenu par écrit le gouvernement

français, quelques jours avant Munich, que, si la guerre éclatait, les Etats-Unis ne pourraient pas livrer les avions commandés au mois de mai ?

Le journaliste américain Dan Smoot fournit la réponse : l'isolationnisme foncier de ses compatriotes. « En 1940, écrit-il, Franklin D. Roosevelt (pour aussi vif que fût son désir de jeter les Etats-Unis dans la Deuxième Guerre Mondiale, et bien qu'il eût commencé les préparatifs pour cette tragédie) était obligé d'axer sa campagne pour sa réélection sur la même promesse que Wilson avait faite en 1916, de nous tenir en dehors de la guerre d'Europe ».

Or Roosevelt était soumis à la pression du COUNCIL OF FOREIGN RELATIONS, auquel il était affilié. Son ex-gendre, M. Curtis B. Dall, affirme qu'il était guidé « par des conseillers très proches, dont sa femme, et par quelques dirigeants du Council on Foreign Relations ».

Et M. Dan Smoot prouve que : « Le Council on Foreign Relations porte la lourde responsabilité des manœuvres qui ont entraîné l'Amérique dans la Deuxième Guerre Mondiale ». Il cite l'officiel *Compte rendu des vingt-cinq ans 1921-1946*, dans lequel le C.F.R. se vante d'avoir incité le Président Roosevelt à signer, le 9 avril 1941, avec le gouvernement danois en exil, un accord étendant au Groenland la « Doctrine Monroe ». Aux termes de cet accord, signé un an jour pour jour après l'invasion du Danemark par les Allemands, et huit mois avant la déclaration de guerre de l'Allemagne aux Etats-Unis, les Américains garantissaient leur assistance au Groenland moyennant la concession d'une base aéro-navale « pour la défense du Continent Américain ».

A quoi le *Compte-rendu* ajoute triomphalement : « L'exposé du Council sur le Groenland ne traite que d'un cas du vaste ensemble de propositions, qui offre un exemple exceptionnel de collaboration en temps de guerre entre les Services du Gouvernement et une institution privée... »

Troisième groupe de pression : la HAUTE FINANCE de Wall Street. M. Curtis B. Dall se vante d'avoir mis en rapports son beau-père « FDR » et l'un de ses patrons de l'époque, Herbert Lehman, associé de la puissante banque juive *Lehman Brothers*. « Plus tard, « Mr. Herbert » devint « le solide bras droit » de FDR dans l'arène politique de New York ». Et une élection présidentielle, cela coûte très cher ; mais les bailleurs de fonds savent se faire rembourser...

Le rôle de la Haute Finance internationale en faveur de la guerre contre le IIIe Reich a été dénoncé notamment par un journaliste israélite, M. Emmanuel Berl, dans sa revue de gauche *Pavés de Paris*.

« C'est dans cette publication, relate Henry Coston, qu'il attira l'attention du public sur l'acton occulte d'un véritable syndicat belliciste. On

venait de citer des noms ; on avait donné des chiffres. On disait ouvertement que M. Robert Bollack, directeur de l'Agence Fournier et de l'Agence Economique et Financière, avait reçu des millions d'Amérique pour « arroser » la presse française.

« L'action de certaines « puissances d'argent » dans les dernières crises « diplomatiques, écrivait-il dans sa revue, est trop éclatante pour qu'on « puisse la dissimuler sous les systèmes de mutations ou de dénégations... » (3 février 1939).

Peu auparavant, un journaliste d'horizon politique diamétralement opposé, Charles Maurras, directeur du quotidien monarchiste *L'Action Française*, avait révélé dans son journal « que le collecteur de fonds américains dont parlait M. Berl n'était autre que l'un des « patrons » de la banque *Lazard Frères et Cie.*, venu tout spécialement de New York pour remettre ceux-ci au « syndicat » chargé de les utiliser au mieux de la propagande belliciste. Charles Maurras ajoutait que... trois millions de dollars étaient distribués par M. Raymond Philippe, un ancien directeur de cette banque, et par M. Robert Bollack ».

On n'a pas oublié que, l'Angleterre ayant déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 à 11 h 30, William Bullitt, contre tous les usages, vint, vers midi, tancer vertement Daladier pour son retard à imiter Chamberlain : à 17 heures, c'était fait. Or ledit Bullitt, Maçon de haut grade et affilié au C.F.R., « appartenait » à *Kuhn, Loeb & Co.*, banque juive et donc adversaire de Hitler.

*
* *

Chancelier du Reich le 30 janvier 1933, Hitler promulga, à partir du 3 avril, une série de mesures qui, pratiquement, rejetaient les Juifs au ghetto. « Dès lors, écrit M. René d'Argile, un certain nombre de juifs allemands ou étrangers commencèrent à émigrer. Ce sont, presque tous, des personnalités en vue, de riches banquiers, de gros commerçants, des savants et des universitaires. La plupart prennent le chemin de New York, de Londres ou de Paris, où leur action sera déterminante dans le réveil de la « conscience universelle » (1).

On ne peut évidemment pas reprocher aux organisations juives internationales leurs protestations indignées contre ces mesures. Mais était-il bien opportun que, le 7 mars 1937, devant l'American Jewish Congress, La

(1) Chapitre X de l'ouvrage collectif : *Les causes cachées de la Deuxième guerre mondiale*, publié sous la direction de Henry Coston (Paris 1975).

Guardia, maire de New York, déclarât, sans souci des répercussions de ses paroles sur le sort des israélites demeurés en Allemagne : « Le peuple américain doit refuser tous nouveaux crédits financiers au Reich. Nous prenons l'engagement d'intensifier le boycottage des produits et des services » ? (2).

Roosevelt dut faire des excuses à Berlin. Mais il n'oubliait pas que, si par son père, il avait une ascendance anglaise et hollandaise, sa mère, née Sara Delano, était d'origine juive française. D'où, selon M. René d'Argile : « Nul doute que la politique antijuive de l'Allemagne hitlérienne n'ait été un des éléments déterminants de l'attitude hostile de Roosevelt et de son gouvernement ».

Cette attitude s'exacerba après les nouvelles mesures de représailles de Hitler qui suivirent l'assassinat à Paris, le 7 novembre 1938, du conseiller de l'Ambassade allemande, Ernst vom Rath, par le juif polonais de Hanovre, Herschell Feibel Grynszpan.

Plusieurs centaines de milliers de Juifs cherchèrent à émigrer. Mais, contrairement à la première, cette nouvelle vague ne comprenait guère que des petits bourgeois, des commerçants de détail, des artisans, des ouvriers : **aucun pays n'accepta de les accueillir** sous des prétextes divers. Le 23 décembre 1938, le ministre britannique des Colonies, Mac Donald, refusa même leur transfert en Palestine, pour s'éviter des complications avec les Arabes...

La Croisade des Démocraties

Il peut paraître aberrant d'appeler « Croisade des Démocraties » une guerre qui, dans le camp des « Croisés », comptait l'Union soviétique, dictature collégiale plus oppressive que l'Allemagne de Hitler. C'est que, si l'expression relève de l'imposture de propagande, elle dissimule une même tendance à l'hégémonie mondiale par deux procédés complémentaires, l'idéologie et la pression financière.

« On s'est étonné parfois de l'étrange alliance des démo-ploutocraties et du communisme, écrit M. Jacques Ploncard d'Assac. Que pouvaient bien avoir de commun ces forces internationales, destinées, par la logique même de leurs principes, à s'entredétruire ? Ce qu'elles eurent en commun, ce fut la peur. La peur d'être conjointement détruites par les Révolutions nationales ».

Ainsi s'explique la collusion entre les « démo-ploutocraties » et l'Union soviétique, poussée même jusqu'à ce qu'on a appelé le « **Condominium américano-soviétique** » sur le monde.

(2) Le maire de New York, Fiorello Henry La Guardia (1882-1947), qui présida l'U.N.R.R.A. après la guerre, était le fils d'immigré italien et d'une israélite. Il appartenait à plusieurs grandes associations juives américaines.

CHAPITRE XVI

Saboteurs de Paix

La collusion entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. s'est manifestée notamment par l'envoi à Moscou d'uranium et d'eau lourde, avec les instructions pour la fabrication de la bombe atomique ; de clichés, d'encre et de papier spécial pour l'impression en grosse quantité de bank-notes — on parle d'au moins 19 milliards de dollars. La guerre terminée, Staline reçut encore pour 6 milliards de dollars de matériel militaire (Curtis B. Dall).

L'Organisation des Nations Unies

On retrouve cette collusion à la Conférence de Yalta (4/11 février 1945 — donc avant la fin de la Deuxième Guerre Mondiale), où les **Trois Grands**, Etats-Unis, U.R.S.S. et Grande-Bretagne ont décidé le partage des zones d'occupation et d'influence après la victoire, ainsi que la mise au point d'une **Organisation des Nations Unies (O.N.U. — United Nations pour les Américains)**.

La Charte de l'O.N.U., plagiat de celle de la S.D.N., présente les mêmes vices : supra-nationalité, ligue de vainqueurs, tendance socialiste, égalitarisme maçonnique ; aggravés encore par le **droit de veto préalable** à l'inscription d'une affaire à l'ordre du jour, ce qui enlevait pratiquement toute compétence à l'Organisation, et par le **droit d'intervention** dans les conflits, sous forme diplomatique, économique, voire militaire (**Casques Bleus**).

De même que la Charte de la S.D.N. avait été élaborée par un comité de quelque 150 personnalités sous la direction du « colonel » House, promoteur du **Council on Foreign Relations**, de même, au dire du magazine

américain *Time* du 18 mai 1953, l'«architecte de la Charte des Nations Unies» fut un certain Leo Pasvolski, d'origine russe, né de parents communistes, lui aussi progressiste et affilié au C.F.R., assisté de dix-sept collaborateurs.

Or, à la seule exception de M. Dean Acheson — encore était-il conseiller juridique de l'U.R.S.S. —, les seize autres personnalités devaient être convaincues par la suite d'avoir appartenu à des réseaux d'agents soviétiques.

Il faut y ajouter que les principaux membres de la délégation américaine à Yalta appartenaient au C.F.R. et étaient soviétophiles, tels : Franklin D. Roosevelt ; Alger Hiss, alter ego du Président et protégé du financier Felix Frankfurter (C.F.R.) ; Harry Hopkins, l'«homme de Baruch» (C.F.R.), éminence grise de Roosevelt ; Edward R. Stettinius, vice-président du trust U.S. Steel, contrôlé par J.P. Morgan & Co. ; Charles Bohlen, de la famille Krupp d'Essen ; W. Averell Harriman, le «roi du rail».

Ainsi en fut-il dans les diverses conférences qui eurent à traiter de l'O.N.U. A celle de San Francisco (25 avril/25 juin 1945), par exemple, sur les quelque 200 membres de la délégation américaine, on comptait 74 affiliés au C.F.R., dont des représentants de la Haute Finance internationale, comme : le futur Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, de la banque J. Henry Schroeder, qui avait financé Hitler ; Nelson Rockefeller, frère du P.D.G. de la Chase Manhattan Bank, et John McCloy, président du C.A. de la même banque ; Artemus Gates, de la New York Trust Co., etc., sous la présidence d'Edward R. Stettinius.

Mieux encore. La Charte prévoit que la Force Internationale de la Paix, milice épisodique de l'O.N.U., serait placée sous l'autorité du Secrétaire général adjoint chargé des Affaires politiques et du Conseil de Sécurité. A la Conférence de Londres (10 janvier/14 février 1946), Alger Hiss fit attribuer ce poste pour cinq ans à un représentant soviétique ; depuis lors, par entente tacite, il a toujours été occupé par un Soviétique, sauf pendant deux ans où le titulaire fut un communiste yougoslave.

Cette tendance soviétophile n'a fait que croître avec l'admission des Etats du Tiers-Monde. Mais qui tient compte des décisions du «Machin» — De Gaulle dixit — sauf ceux qui ont intérêt à en profiter ?

L'inefficacité de l'O.N.U. s'est montrée au grand jour lors de l'inter-vention soviétique à Budapest (4/18 novembre 1956), lors de l'annexion de Goa par l'Inde (18 décembre 1961), lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie (20 août 1968), pour ne rien dire du conflit israélo-arabe, des deux guerres au Vietnam, de l'affaire d'Algérie, etc.

En revanche, la nocivité de l'O.N.U. s'est manifestée dans sa véritable agression du Katanga (1960-1962) par les Casques Bleus, pour assurer la mainmise de la Haute Finance internationale sur l'Union Minière du Haut-Katanga ; dans les sanctions «humanitaires» contre la Rhodésie et les pressions sur l'Afrique du Sud au très riche sous-sol.

Au demeurant, il a suffi d'une demande de l'Egypte pour que, le 23 mai 1967, les «contingents nationaux» de l'O.N.U. se retirent du territoire égyptien — qui sera envahi en cinq jours par les troupes israéliennes...

Créée, a-t-on prétendu, pour assurer le maintien de la Paix entre les Etats, l'O.N.U. SE RÉVÈLE AU CONTRAIRE COMME UN INSTRUMENT D'HÉGEMONIE AUX MAINS DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE. Si l'on n'y met bon ordre, ELLE EST SUSCEPTIBLE, COMME LA S.D.N., DE DÉCLENCHER UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE.

Le Bilderberg Group

Le Bilderberg Group a été imaginé par un aventurier juif, d'origine polonaise, Joseph Retinger, haut gradé dans la Maçonnerie suédoise, en liaison avec le «colonel» House, de la Maçonnerie Illuministe et Synarchique des Masters of Wisdom, membre de la Table Ronde et promoteur du Council on Foreign Relations. Vers 1946, on trouve Retinger dans l'entourage de deux politiciens belges, Paul-Henri Spaak et Paul van Zeeland, du Mouvement Européen, ayant pour objet la constitution d'une «Europe Unie». En 1948, Retinger organisa à La Haye un Congrès de l'Europe, auquel participa notamment le Conseil pour une Europe Unie de Jean Monnet et Robert Schuman, «le Père de l'Europe».

La constitution de cette organisation revient à S.A.R. le prince consort des Pays Bas Bernhard de Lippe, qui, en mai 1954, réunissait à Oosterbeek, à l'Hôtel du Bilderberg — d'où le nom du groupe — une centaine de personnalités de nationalités diverses, appartenant aux milieux politiques, aux organismes internationaux, à la Haute Finance, aux entreprises multinationales, aux universités, à la Presse, etc. Le Bilderberg Group était né.

Il se réunit au moins une fois par an, en des lieux différents toujours discrets, et les délibérations, rigoureusement secrètes, ne donnent lieu à aucun compte rendu. Malgré quoi, des indiscretions ont permis d'avoir connaissance des principaux sujets proposés périodiquement aux débats : — problèmes financiers internationaux ; — suppression des entraves douanières ; — union économique internationale ; — constitution d'une force de police internationale avec suppression des armées nationales ; — création d'un Parlement international ; — limitation de la souveraineté des Etats, déléguée à l'O.N.U. ou à tout autre groupement international.

De 1954 à 1976, la présidence du Groupe fut exercée par le prince Bernhard des Pays-Bas. Il s'est élevé à plusieurs reprises contre les particularismes nationaux qui entravent l'institution de l'« Europe Unie ». Et, dans une interview, publiée le 2 novembre 1971 par le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, il proposait : — de museler le contrôle parlementaire par l'octroi aux gouvernements nationaux des pleins pouvoirs permanents, dont l'exercice serait soumis au contrôle des élus du peuple tous les deux ans — et donc *a posteriori* — sur simple rapport établi par le gouvernement lui-même, ce qui revient à une **dictature collégiale** ; — d'instituer une **monarchie héréditaire** régnant sur l'Europe Unie, soumise tous les deux ans et sur simple rapport, au contrôle d'une sorte d'O.N.U., c'est-à-dire **pratiquement irresponsable**.

« L'ingénuité avec laquelle le prince posait ainsi sa candidature n'était qu'apparente. Sa proposition était, en fait, un ballon d'essai pour jauger les réactions des « démocrates », lassés de leurs institutions incohérentes, devant un projet de fédération de l'Europe occidentale sous une autorité dictatoriale héréditaire » (*Dictionnaire de la Politique française*).

L'allusion à la « monarchie héréditaire » mit en transes les démocrates professionnels : ils firent éclater le « scandale Lockheed », et le prince Bernhard, plus ou moins compromis, dut se démettre de toutes ses fonctions, y compris la présidence des Bilderbergers. Après un flottement de quelques mois, le Groupe reprit ses activités.

Comme toutes les organisations issues de la société Rhodes-Stead, le Bilderberg Group est articulé sur le modèle des Illuminés de Bavière en « cercles concentriques ». Le « cercle extérieur » se compose des membres des conférences, où des affiliés voisinent avec des invités non-initiés, en vue de recrutement et de paravent. Le premier « cercle intérieur », réservé aux seuls initiés, forme le **Steering Committee** (Comité de Direction), composé de vingt-quatre Européens et de quinze Américains. Ces derniers sont à peu près tous membres du C.F.R., tels George W. Ball, Robert Murphy (1), Dean Rusk et David Rockefeller. Certains de ces membres constituent le second « cercle intérieur », encore plus fermé, le **Bilderberger Advisory Committee** (Comité consultatif), dont on sait seulement qu'il comprend des « initiés » européens et américains, ces derniers appartenant tous au C.F.R., notamment le Secrétaire général pour les Etats-Unis, David Rockefeller. Il est présidé par l'un d'eux, coopté, qui n'est pas obligatoirement le président officiel du Bilderberg Group.

(1) C'est le diplomate américain qui a préparé le débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord, en novembre 1942.

Pour M. Curtis B. Dall, le Bilderberg Group représente la « phase mondiale » des deux organisations jumelles, le **Council on Foreign Relations** des Etats-Unis et le (Royal) **Institute of International Affairs** d'Europe. Mais M. Dall écrivait cela en 1968. Or, depuis 1973, une autre association s'est inscrite dans cet organigramme.

La Trilateral Commission

« La Trilateral Commission fut fondée en 1973 par de simples civils de l'Europe Occidentale, du Japon et de l'Amérique du Nord pour propager l'idée d'une plus étroite coopération entre ces trois régions du monde sur leurs problèmes communs. Elle cherche à améliorer la compréhension de ces problèmes par l'opinion publique et à créer dans ces régions l'habitude et l'expérience du travail en commun ».

Telle est la déclaration amphigourique de la **Trilateral Commission** (2) dans son « house organ » **Dialogue**. A quoi M. Pierre Hofstetter ajoute ces précisions :

« (En 1973) eut lieu l'assemblée constituante de la « Commission Trilatérale » sous l'égide de David Rockefeller, grand maître du C.F.R. Assemblée réunissant quelque deux cents banquiers, financiers et hommes politiques « à travers le monde » en vue de former une « commission de planning multinational » (la première rencontre du groupe se tint à Tokyo en octobre 1973, avec pour buts : « rénover le système monétaire mondial », « radicalisation » des nations dites pauvres, développement des relations avec le bloc communiste, « contrôle international » des ressources énergétiques) » (*Lectures Françaises*, juin 1976).

Dans *The Review Of The News* du 18 août 1976, le journaliste américain J.C. Blasdale, se référant à un article de l'hebdomadaire gauchisant italien *Europea*, écrit :

« La Trilateral Commission (T.C.) fut, « à l'origine, l'idée du seul David Rockefeller » a déclaré George S. Franklin, secrétaire de la Commission pour l'Amérique du Nord, et membre du Council on Foreign Relations. Mais Brzezinski, appelé parfois « le Kissinger de David », a été reconnu comme l'« architecte » de la Trilateral Commission. *Europea* rapporte que Brzezinski a conçu la T.C. pour devenir « LE GROUPE DE PUISSANCES INTELLECTUELLES ET FINANCIÈRES LE PLUS FORT QUE LE MONDE AIT JAMAIS CONNU ... »

(2) M. Yann Moncomble a consacré à la Trilatérale un livre très documenté. Il examine non seulement cette société discrète, mais aussi les organisations politico-financières liées à elle. L'ouvrage, paru il y a deux ans, a pour titre : *La Trilatérale* « Les secrets du mondialisme » préfacé par Henry Coston.

Puis, se référant cette fois à un article du journaliste américain Rick Baum dans le communiste *Guardian*, M. Blasdale poursuit :

« Des documents de la (Trilateral) Commission, relate Baum, montrent que le groupe « laisse penser à une tentative pour intégrer « quelques » Etats communistes » dans son organisation. Au cours d'une discussion du groupe Trilateral, l'auteur du rapport déclara qu'« il n'envisage pas une « nouvelle alliance anticommuniste ; en réalité, à quelque moment dans le « futur, les Etats communistes les plus avancés pourraient choisir de s'associer avec nous ».

Ainsi :

1°. La Trilatérale cherche à entraîner l'U.R.S.S. dans sa zone d'influence par l'intermédiaire de certains « satellites ».

2°. Elle complète donc, dans la « phase mondiale », le Bilderberg Group, le C.F.R., l'I.I.A. et autres, avec lesquels elle compte de nombreux affiliés communs, tel Henry Kissinger, ex-Secrétaire d'Etat, qui refait surface après sa « marche dans le désert ».

3°. Elle constitue une étape de plus dans le processus mondialiste.

4°. Principal animateur du C.F.R., dirigeant occulte du Bilderberg Group, président-fondateur de la Trilateral Commission – entre autres –, M. David Rockefeller dispose de moyens de pression considérables pour l'instauration du Gouvernement Mondial.

Au point que, comme le prouve un passé récent, il dirige pratiquement la politique intérieure et extérieure de tout le camp occidental, Japon compris.

Exemple : aux Etats-Unis, la Trilatérale avait hissé son poulain, Jimmy Carter, à la Maison-Blanche. Or, brusquement, son Administration a manifesté une hostilité affichée contre le chah d'Iran, jusqu'alors protégé de Washington. Motif : la faute impardonnable du monarque d'avoir nationalisé les pétroles iraniens – et les pétroles, c'est Rockefeller. Or, si la France a permis à l'ayatollah Khomeiny de préparer sa révolution à Neauphle-le-Château, en toute illégalité, c'est parce qu'auprès du Bilderberger Valéry Giscard d'Estaing, la Trilatérale avait placé trois de ses affiliés, notamment le Premier ministre Raymond Barre.

Autre exemple : l'affaire des Falklands, montée de toutes pièces par l'Administration américaine pour abattre le régime de « dictature militaire » d'Argentine. D'où la mise en avant, avec appui logistique donné par Washington, de Mrs Thatcher, qui appartient depuis longtemps au Bilderberg Group.

On pourrait multiplier les exemples.

Il est intéressant de noter l'opposition de la Trilatérale au système démocratique.

Dans un rapport de 1975, *La Crise de la Démocratie*, publié par la Trilatérale, il est dit notamment :

« Au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique et une surcharge d'exigences adressées au gouvernement qui excèdent sa capacité de les satisfaire ».

Le vrai motif des attaques de la Trilatérale contre la démocratie est exposé sans fard dans le passage suivant :

« Un défi important est lancé par les intellectuels et par les groupes proches d'eux, qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de l'inefficacité de la démocratie, en même temps que de la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole ».

Ainsi, la démocratie doit être abolie ou du moins limitée ; non point tant pour les tares inhérentes à son idéologie utopique, que parce qu'elle permet à une certaine intelligentsia de s'opposer à l'hégémonie de la Haute Finance internationale. L'aveu est à méditer.

La Conférence des Milliardaires

Le 14 mai 1948, Ben Gourion proclamait l'indépendance de l'Etat d'Israël. Dès lors, l'échiquier politique mondial allait en être bouleversé. Car cette indépendance posait trois problèmes qui mettent en jeu la paix universelle : – la survie du nouvel Etat sans hinterland, encerclé par des nations arabes hostiles ; – le sort des « réfugiés palestiniens », les deux millions d'Arabes de Palestine refoulés par les troupes israéliennes ; – le ravitaillement de l'Occident en pétrole.

Pour un jeune Etat de trois millions d'habitants, étiré en longueur sur 426 kilomètres, loin d'avoir trouvé son équilibre interne, obligé d'importer la majeure partie de son équipement, contraint, aussi bien pour sa défense que pour la poursuite d'une politique ambitieuse, de maintenir en permanence un onéreux potentiel militaire, la question financière se pose en première urgence (3).

(3) « Israël n'est pas seulement la terre des ancêtres, écrivait Henry Coston au lendemain de l'expédition de Suez. Israël n'est pas qu'un lieu saint vers lequel quinze millions de persécutés tournent leur regard comme les chrétiens vers Rome, les musulmans vers La Mecque. Israël est, en même temps que le centre politique d'une nation disséminée sur toute la terre, le bastion avancé d'un vaste empire économique et financier qui tend à dominer notre planète. Planté au carrefour de l'Ancien monde, il occupe la région stratégique la plus importante. »

En fait, Israël n'a pu subsister jusqu'ici que grâce au tribut versé par l'Allemagne fédérale au titre d'indemnisation pour les camps de concentration du régime hitlérien, et grâce aux secours provenant des Juifs de la Diaspora, surtout des Etats-Unis. Mais le tribut touche à sa fin, et le « lobby sioniste » américain commence à trouver la charge fort lourde.

Or, le 9 août 1967, environ soixante milliardaires de tous pays se réunissaient à Tel Aviv pour répondre à l'appel au secours de Levi Eshkol, chef du gouvernement israélien. On y trouvait MM. Robert R. Nathan, conseiller économique de la Maison Blanche, et William Rosenwald, président de l'*American Securities Corp.*, tous les deux affiliés au C.F.R. ; cinq délégués britanniques, dont sir Siegmund G. Warburg, fondateur de la banque S.G. Warburg & Co., de Londres, associée de Kuhn, Loeb & Co., de New York ; les financiers français J.-P. Heilbron et Polak, émissaires des Rothschild, etc.

Bien que débats et décisions aient été tenus secrets, des indiscretions laissent supposer que les sujets traités ont largement débordé le cadre économique et financier. En tout cas, il en fut ainsi lors de la deuxième Conférence, tenue à Jérusalem au début d'avril 1968. Au programme, présenté par Charles Clore, « le Juif le plus fortuné de Grande-Bretagne », figuraient :

« La question de l'or ; le soutien aux pays opposés à l'étalon-or ; les attaques contre la France et De Gaulle ; la mise au pas de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ; les campagnes contre les livraisons d'armes aux pays

Ce n'est pas là le point de vue isolé d'un écrivain. C'est aussi l'avis du président de l'organisation sioniste la plus importante, le Congrès juif mondial, qui en faisait l'aveu devant les délégués du Canadian Jewish Congress réunis en session plénière. Voici ce qu'il déclarait un an avant la création de l'Etat d'Israël :

« Le Moyen-Orient, situé entre trois continents, lien entre l'Europe et l'Asie et l'Afrique, est probablement la région stratégique la plus importante du monde. » Il ajoutait :

« Au cours d'une des conversations que j'ai eues l'été dernier avec M. Bevin et où il me parla en toute franchise, il me dit : « Savez-vous, docteur, ce que vous demandez en voulant que j'établisse un état juif ? Vous me demandez de livrer dans vos mains les clés de la région stratégique la plus importante du monde. Vous me permettrez d'y réfléchir sérieusement avant de vous remettre ces clés-là. » Il y avait une grande signification dans cette remarque. De plus, on a trouvé du pétrole dans le Proche-Orient.

« Je me souviens que M. Ickes, qui était chargé de l'administration du pétrole en Amérique pendant la guerre, me déclara que les rapports des experts affirmaient la présence de plus de pétrole au Moyen-Orient que dans tout l'ensemble de l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale, de dix à vingt fois plus. Et vous savez ce que le pétrole signifie pour le monde ? Une fois que nous aurons établi un Etat juif en Palestine tout cela sera en notre faveur... » (The Congress Bulletin, de Montréal, organe mensuel du Congrès juif canadien, Seventh Plenary Session, National Dominion Canadian Jewish Congress, May 31, 1947).

arabes ; les ouvertures de crédits très larges à Israël pour s'armer, au besoin au-dessus des prix mondiaux ; la réorganisation mondiale de la puissance d'Israël grâce à des crédits très importants ; tout cela forme l'ensemble que nous devons mettre au point, et nous sommes réunis à cette unique fin ».

L'intention hautement avouée de « la réorganisation mondiale de la puissance d'Israël » a permis à certains d'en déduire que ces « Conférences de Milliardaires » poursuivaient le rêve messianique de l'hégémonie juive sur le monde, considérée par la Haute Finance internationale comme le fondement du Gouvernement Mondial.

Si bien que, en septembre 1973, M. Bernard Cabanes concluait dans *Carrefour* :

« Loin de cesser d'être un problème une fois retourné à la Terre Promise, Israël constitue un foyer de troubles planétaire et, pour la paix quotidienne, voire pour la paix tout court, le risque numéro 1 de notre époque ». (4)

(4) De son côté, le journal financier *La Vie française*, dont les sentiments pro-israéliens sont connus, soulignait, le 25 avril 1958, que l'Etat d'Israël « se trouve à l'un des points les plus névralgiques du monde » et que le Néguev est « la route la plus courte entre la Méditerranée et la mer Rouge, la seule capable de concurrencer le canal de Suez et de transformer Israël en une plaque tournante de capitaux et d'industries entre l'Asie et l'Europe ».

CHAPITRE XVII

Sus à l'Europe !

Pour les « mondialistes », l'Europe est l'obstacle majeur à leur projet : — par ses nationalismes, forgés au cours des siècles d'épreuves ; — par une communauté de civilisation, dont les divergences ne sont que les facettes d'un même idéal à base de christianisme. L'instauration du Gouvernement Mondial exige donc, en priorité, la « déstabilisation » du Concert européen. D'où les deux Guerres Mondiales, conflits fratricides provoqués par les puissances extra-européennes à leur seul bénéfice.

Malgré quoi, les ressources morales, intellectuelles et matérielles de l'Europe lui auraient permis de relever ses ruines et de repartir « vers des lendemains qui chantent ». « Dans l'histoire de l'Europe, écrit en effet M. George Uscatesco, toute période de crise a été une époque de rénovation féconde. En toute période stérile, l'esprit s'est élancé vers l'avenir par un appel au passé, à un monde qui, alors qu'il mourait, préparait le berceau de son successeur ».

Aussi le complot mondialiste a-t-il pris pour objectifs : d'une part, la démoralisation des populations européennes ; d'autre part, l'affaiblissement politique des Etats.

Démoralisation des populations

La démoralisation des populations s'est effectuée en deux temps : — la lutte contre l'Eglise catholique, seule capable d'imposer une morale à la fois sociale et individuelle ; — l'introduction de la laïcité à l'école.

Ce fut, dans les deux cas, l'œuvre de la Franc-Maçonnerie, qui a fait sienne les prescriptions de la Carboneria italienne, telles que les rapporte M. Georges Virebeau :

« ... renonçant à détruire l'Eglise en l'attaquant du dehors, ses ennemis ont entrepris de la désagréger en s'introduisant dans son sein.

« Or donc, prescrivaient les instructions de la Haute-Vente, pour nous « assurer un pape dans les proportions exigées, il s'agit d'abord de lui « façonner une génération digne du règne que nous rêvons. Laissez de « côté la vieillesse et l'âge mûr, allez à la jeunesse et si possible jusqu'à « l'enfance... C'est à la jeunesse qu'il faut aller, elle que nous devons « entraîner sans qu'elle s'en doute, sous le drapeau des sociétés secrètes. « Pour avancer à pas comptés dans cette voie périlleuse mais sûre, deux « choses sont nécessaires de toute nécessité. Vous devez avoir l'air simple « comme des colombes, mais vous serez prudents comme le serpent... « N'ayez jamais devant elle un mot d'impiété ou d'impureté... Une fois « votre réputation établie, dans les collèges, dans les gymnases, dans les « universités et dans les séminaires, une fois que vous aurez capté la confiance des professeurs et des étudiants, faites que ceux qui principalement « s'engagent dans la milice cléricale aiment à rechercher vos entretiens...

« Cette réputation donnera accès à nos doctrines au sein du jeune « clergé, comme au fond des couvents. Dans quelques années, ce jeune « clergé aura, par la force des choses, envahi toutes les fonctions ; il gouvernera, il administrera, il jugera, il formera le conseil du souverain, il sera « appelé à choisir le Pontife qui doit régner et ce Pontife, comme la plupart « de ses contemporains, sera nécessairement plus ou moins imbu des principes... humanitaires que nous allons commencer à mettre en circulation... « Que le clergé marche sous votre étendard en croyant toujours marcher « sous la bannière des Chefs apostoliques ». (Prélats et Francs-Maçons).

A cet effet, propager les principes démocratiques et humanitaristes de la Franc-Maçonnerie.

C'est ainsi qu'en France, le F. : Jean Macé fondait, en 1866, la Ligue de l'Enseignement, qui se réclamait de la seule neutralité. En 1885, au Ve Congrès de la Ligue, il devait avouer : « Autrefois, nous affirmions que la Ligue de l'enseignement n'était pas une institution politique religieuse. Aujourd'hui, il faut affirmer que la Ligue est une institution maçonnique. Oui, ce que nous faisons est œuvre maçonnique. La Ligue est une Maçonnerie extérieure ».

Cette attitude anticléricale atteignit son apogée avec la loi du 1er Juillet 1901 sur les associations, qui visait spécialement les congrégations religieuses enseignantes. Mais à cause de son outrance, elle résista mal à l'épreuve du temps. La Première Guerre Mondiale fit passer la querelle religieuse au

second plan. Il n'en demeura guère que l'obligation de laïcité dans les établissements scolaires publics, et surtout une diffusion de l'idéologie démocratique portée au rang de dogme.

Or, au début du XX^e siècle, apparut le « modernisme », qui se proposait de « régénérer l'Eglise en l'adaptant aux modes de pensée et aux exigences morales de l'époque contemporaine » (Michel Mourre). Une bonne partie du jeune clergé, gagné à la démocratie, se laissa prendre au pragmatisme de cette doctrine, qui minimisait l'inspiration divine dans les Ecritures, en interprétait les textes dans un sens symbolique et soumettait les dogmes à l'évolution historique. En 1907, le modernisme fut condamné par le décret *Lamentabili* et l'encyclique *Pascendi* du pape Pie X, comme « la synthèse de toutes les hérésies ».

Malgré quoi, ce sont ces mêmes principes démocratiques et modernistes qui, après le concile Vatican II (1962-1965), ont conduit, sous prétexte d'« aggiornamento », aux aberrations dogmatiques et liturgiques dont pâtit l'Eglise catholique.

Le processus de déchristianisation s'en est accéléré, ébranlant les fondements de la Société. Au nom de la **liberté individuelle** propagée par les Loges Maçonniques, on a professé ouvertement l'incivisme, notamment sous la forme de l'« objection de conscience ». De la liberté à la licence, il n'y a qu'un pas : d'où recrudescence de la criminalité ; d'où aussi une vague d'immoralité, avec ses conséquences : attaques contre la famille, union libre, anticonception et avortement légalisés, pornographie, homosexualité, etc.

QUEL CHEF D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT OSE ENCORE INVOQUER LE PATRIOTISME ?

« La structure qui doit sauter, c'est la Nation »

Après cette « mise en condition » des individus, les « mondialistes » s'en sont pris à l'économie et aux finances des Etats européens. Avec une certaine prudence cependant, car toute mesure de cet ordre est susceptible d'un effet de boomerang. L'Europe représente le plus important marché d'« import-export » ; son effondrement aurait des conséquences néfastes pour tout le monde. Aussi les « conjurés » ont-ils préféré s'en emparer par la multiplication des multinationales, par la prise de participations majoritaires dans les entreprises, par des manipulations financières et monétaires, etc.

Mais dans certains cas, ils se sont heurtés aux pouvoirs politiques nationaux. D'où la tactique mondialiste que dévoile M. Edmond de Rothschild

dans *Entreprise* du 18 juillet 1970 :

« L'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire les six pays du marché commun, plus la Grande-Bretagne, peut-être l'Irlande et les pays scandinaves selon des modalités à définir, vont constituer une Europe politique **fédérale**, mais parce que chaque individu éprouve le besoin de se situer dans un milieu restreint, il s'identifiera à une province, que ce soit le Wurtemberg ou la Savoie, la Bretagne, l'Alsace-Lorraine ou le pays wallon. Dans ces conditions, **la structure qui doit sauter, c'est la Nation** ».

Pour y parvenir, les mondialistes ont prévu trois étapes.

PREMIÈRE ÉTAPE : LA DÉCOLONISATION — Et d'abord, affaiblir les nations. Ce sont les Anglo-Saxons qui, au cours même de la Seconde Guerre Mondiale, ont lancé et propagé parmi les Tabors marocains, les contingents algériens, les tirailleurs tunisiens et sénégalais de l'armée française l'idée d'indépendance, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Au départ, ils visaient exclusivement les possessions de la France, dont ils comptaient s'assurer l'exploitation **en substituant au colonialisme politique** — qui avait mis fin aux luttes tribales, construit des écoles, des hôpitaux, des ports, des routes, des voies ferrées, etc. — **un colonialisme économique oppressif au seul profit de la Haute Finance internationale**. Par la suite, ils s'« intéressaient » aux colonies hollandaises, belges, portugaises et autres. Mais, par un choc en retour aisément prévisible, ces apprentis sorciers furent victimes de leurs intrigues. L'Empire britannique a vécu, remplacé par un Commonwealth aux liens assez vagues, amputé d'ailleurs de l'Eire, de l'Inde, de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud, etc. Quant aux Etats-Unis, leurs intérêts dans les cinq Continents ont amplement souffert de l'indépendance des anciennes possessions européennes, qui se sont pour la plupart soustraites à leur zone d'influence et se sont intégrées dans l'orbite soviétique.

Ainsi se trouve justifiée l'opinion de MM. Jacques Bergier et Bernard Thomas, que toutes les guerres, insurrections, révolutions auxquelles nous avons assisté depuis 1945 ne sont que les épisodes d'une « gigantesque partie d'échecs... à l'échelle de la planète ».

« Hommes, races, nations, sentiments, idéaux ne sont que des pions poussés par des adversaires qui pensent en termes de puissance, non de philanthropie ».

DEUXIÈME ÉTAPE : LA RÉGIONALISATION — Ainsi affaiblies, les nations sont encore susceptibles de s'opposer aux manœuvres mondialistes. Et donc, « la structure qui doit sauter, c'est la Nation ».

En d'autres temps, ce projet eût paru aberrant. Mais le riche banquier Edmond de Rothschild n'a rien d'un songe-creux. Même si sa déclaration à *Entreprise* n'est qu'un ballon d'essai, elle exprime les intentions des mondialistes. Car M. Edmond de Rothschild appartient à deux organisations internationales, le Bilderberg Group et la Trilateral Commission, dirigées par M. David Rockefeller, président du Council on Foreign Relations.

Mais la nation a la vie dure. Comme le constatait le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, pourtant partisan de l'intégration européenne, s'adressant le 14 mai 1975 à l'Assemblée de Luxembourg :

« Les mille années d'histoire « nationale » des pays membres de la Communauté ne peuvent pas être « supprimées par la volonté de quelques hommes politiques » (*Le Monde*, 13-6-1975).

Ces difficultés, les mondialistes les avaient reconnues dès le départ, et ils en avaient conçu la parade par une **FOURBERIE** : la **régionalisation**.

Ce néologisme ne figure dans aucun des dictionnaires que nous avons consultés : *Littre*, *Nouveau Larousse Universel*, *Larousse en couleurs* français ; *Harrap's Shorter* anglais ; *Webster* américain ; *Palazzi* et *Ghiotti* italiens ; *Amador* espagnol.

ON PEUT DONC EN DÉDUIRE QUE LE TERME « RÉGIONALISATION » A ÉTÉ FABRIQUÉ DE TOUTES PIÈCES POUR INDUIRE EN ERREUR LES OPINIONS PUBLIQUES PAR CONFUSION AVEC « RÉGIONALISME » QUI, LUI, SE TROUVE DANS TOUS LES DICTIONNAIRES.

A notre connaissance, c'est De Gaulle qui a officialisé cette confusion volontaire dans son discours de Quimper du 2 février 1969, en annonçant les sujets du référendum du 27 avril — fatal à ses visées.

Le *Larousse* définit : **RÉGIONALISME** — « Doctrine politique et sociale dont le principe est de favoriser, au sein d'une même nation, des groupements régionaux conformes aux divisions imposées par la géographie et l'histoire des contrées (Elle est professée actuellement par les partisans de la décentralisation) ».

Réaction légitime contre les excès de la centralisation politique, administrative et économique.

Tout autre est le sens du terme **RÉGIONALISATION**, qu'on peut définir : « Doctrine politique qui implique l'autonomie de la région, en attendant qu'elle devienne séparatiste, avec éclatement de la nation ».

C'est bien ainsi que l'entendait De Gaulle, puisque, à propos du référendum, Michel Mourre se demandait : « Après avoir tant exalté, depuis dix ans, l'indépendance et la transcendance du « pouvoir », le régime de la Ve République est-il sincèrement décidé à se dépouiller d'une partie de ses attributions pour attribuer aux régions un réel pouvoir autonome ? »

M. Edmond de Rothschild a eu des émules. C'est ainsi que, le 21 septembre 1974, M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission européenne, déclarait : « Jamais l'Europe ne se fera. Ni sous une forme ni sous une autre. Sauf à briser la puissance des Etats ».

Sans doute avait-il pris connaissance d'une carte, publiée dans l'édition française du *Herald Tribune* du 16 septembre 1974 pour illustrer le projet de « régionalisation » du Britannique Parkinson. La France y était découpée en 12 régions sans la Corse, la Grande-Bretagne en 13, l'Irlande en 4, l'Allemagne fédérale en 9..., aussi aberrantes géographiquement qu'historiquement.

Dans sa lettre politique *H du B Reports*, le journaliste américain Hilaire du Berrier écrivait :

« LE CHEMIN DU GOUVERNEMENT RÉGIONALISTE MONDIAL — En avril 1972... peu de lecteurs étaient préparés à se rendre compte qu'un des plus vastes complots de l'Histoire appliquait le principe « diviser pour régner » à l'échelle du Continent, et s'appropriait à l'étendre au monde par une prolifération d'organisations telles que la Trilatéral Commission. Les Américains, en particulier, étaient disposés à admettre l'existence d'un mouvement clandestin qui, depuis la IIe Guerre Mondiale, s'efforçait de faire éclater les nations en éléments trop petits pour se révolter, et trop tenus en main pour s'unir ».

TROISIÈME ÉTAPE : LE PARLEMENT EUROPÉEN — Aucune de ces régions ne serait viable isolément. D'autre part, il était à craindre que cette féodalisation ne se traduisit par des luttes tribales conduisant à l'anarchie. Aussi a-t-on prévu de regrouper cette poussière d'Etats dits indépendants dans une **fédération** sous l'autorité d'un gouvernement centralisateur : les **Etats-Unis d'Europe**.

Les « Eurocrates » tentèrent d'y parvenir par le biais de l'Assemblée du Marché Commun (C.E.E.), qui s'arrogerait les prérogatives d'Assemblée Constituante. Démarche prématurée : elle se heurta aux particularismes nationaux, notamment en France, où De Gaulle n'admettait qu'une union limitée à l'**Europe des Patries**.

Les conjurés ne se tinrent pas pour battus, car ils avaient l'appui de Washington, ce que les « mass media » avaient soigneusement passé sous silence. *H du B Reports* n° 1 d'avril 1971 précise que dès qu'il eut connaissance de la signature du Traité de Rome du 25 mars 1957 instituant la C.E.E., le président Eisenhower manifesta son approbation. Il en fut de même de son successeur John F. Kennedy. Ce qu'expliquait M. Alden

Hatch, biographe du prince Bernhard des Pays-Bas, fondateur du Bilderberg Group :

« L'actuel gouvernement américain est encore plus proche du Bilderberg, parce que le président Kennedy a pratiquement truffé le Département d'Etat de ceux que C.D. Jackson appelle les « élèves Bilderberg » : le ministre des Affaires étrangères Dean Rusk, son sous-secrétaire d'Etat George W. Ball, George McGee, Walt W. Rostow, McGeorge Bundy, Arthur Dean, et par dessus le marché Paul H. Nitze à la Défense ».

Il est à remarquer que toutes ces personnalités, les deux présidents inclus, appartenaient au **Council on Foreign Relations**.

IL APPARAÎT AINSI QUE LE « MARCHÉ COMMUN » N'EST PAS SEULEMENT UNE ORGANISATION A DES FINS ÉCONOMIQUES, COMME ON S'EFFORCE DE LE FAIRE CROIRE, MAIS QU'IL REPRÉSENTE BIEN UNE ÉTAPE POLITIQUE POUR L'INSTAURATION DU GOUVERNEMENT MONDIAL, BUT COMMUN AU C.F.R. ET AU BILDERBERG GROUP.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, à peine élu président de la République française le 19 mai 1974, le **Bilderberger** Valéry Giscard d'Estaing, membre du **Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe**, de l'Eurocrate Jean Monnet, relançait l'idée de **fédération européenne**. A cet effet, il exhuma un certain § 3 de l'article 138 du Traité de Rome sur la constitution et les prérogatives de l'Assemblée Européenne :

« 3) L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres ».

Dès lors, il n'eut de cesse qu'il n'eût fait fixer la date de ces élections par tous les membres de la C.E.E. **Il commettait ainsi une double imposture.**

La première en tronquant le texte du § 3, qui comportait un second alinéa :

« Le conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ».

Ainsi, l'Assemblée ne devait être qu'un **organisme consultatif**, même pas habilité à fixer lui-même la procédure d'élection de ses membres sans l'accord du Conseil à l'unanimité. C'est dire avec quel soin les rédacteurs du Traité de Rome avaient écarté toute idée de supranationalité.

Deuxième imposture. A la Conférence au sommet qu'il avait convoquée à Paris, M. Giscard d'Estaing faisait adopter, le 10 décembre 1974 — moins de sept mois après son entrée en fonctions — diverses modifications au Traité de Rome, dont :

— un art. 3 faisant état de la « perspective de l'**unification européenne** », et non plus d'une simple union ; de plus il donnait à l'Assemblée un **droit de regard** sur les décisions d'ordre politique du Conseil des ministres de la Communauté ; en outre, un art. 6 supprimait l'obligation de l'unanimité dans les décisions du Conseil.

Résolutions qui modifiaient les dispositions du Traité de Rome, sans même en référer aux Parlements nationaux. Elles sont donc **illégales**. Mais qu'importe aux Eurocrates : ils sauront bien les faire accepter. Car elles justifient l'appellation que s'était attribuée **proprio motu** l'Assemblée de la C.E.E. : **Parlement Européen**, abusivement et sans aucun droit.

Et bien qu'aux élections de juin 1979, la moyenne des abstentions, des bulletins nuls et des opposants ait dépassé 60 % des électeurs, les Eurocrates ont pu se frotter les mains : l'installation du « **Parlement Européen** » marquait une nouvelle étape vers le **Gouvernement Mondial**.

*
* *

Il devait appartenir à l'idéologie socialiste scolaire du gouvernement Mitterrand-Mauroy d'ajouter encore à la **fourberie**. Notamment en substituant au néologisme « régionalisation », trop défraîchi pour avoir été affublé des acceptations les plus contradictoires, celui de « décentralisation », dont il n'a pas manqué d'altérer le sens.

Depuis longtemps, le pays se plaignait que l'excessive centralisation administrative, provoquée par la proclamation, le 27 septembre 1792, de la « République une et indivisible », et portée à son apogée par le caporalisme de Napoléon Ier, ait anémié les particularismes régionaux et provoqué la décadence des provinces sur tous les plans : administratif, culturel, scientifique, démographique, économique, etc., au seul profit de la capitale.

Or le **Nouveau Larousse universel** définit :

« **DÉCENTRALISATION** — **ENCYCL.** La décentralisation administrative consiste à assurer aux autorités locales une large autonomie, sans leur permettre cependant de gêner l'action du pouvoir central. La centralisation excessive est, en effet, funeste à la vie générale d'un Etat, parce qu'elle nuit à l'expédition rapide des affaires, et se montre trop souvent incapable de se rendre compte des besoins locaux ou peu soucieuse de les satisfaire... »

Oui..., mais notre gouvernement de « **révolutionnaires en peau de lapin** », selon une expression fameuse, s'est empressé, comme le Sganarelle du **Médecin malgré lui**, de « changer tout cela ».

Ainsi, le 2 mars 1982 était votée une loi sur les « Droits et libertés des communes, des départements et des régions », suivie d'une quarantaine de décrets d'application. Cela n'a pas empêché le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Gaston Defferre (1), de préparer dès octobre 1981, et de faire appliquer aux élections de mars 1983, un « charcutage » cantonal, « sans avoir consulté les élus locaux » (d'après Pierre Leclerc, conseiller général de la Lozère, in *Valeurs Actuelles* du 9 novembre 1981).

Quid des risques de conflits entre le nouveau « chef » du département, le président du Conseil général, et le représentant de l'administration centrale, le Commissaire du Gouvernement, ex-Préfet ?

Quid du statut particulier de la Corse, érigée en « collectivité territoriale » distincte de la collectivité territoriale française ?

Quid du projet d'assemblée unique pour les départements d'Outre-Mer qui a donné lieu à de nombreux incidents ?

Etc...

(1) Dans son *Dictionnaire de la Politique Française* (T. I, Paris 1967 et T. III, Paris 1979), Henry Coston donne des détails sur les liens de M. Defferre avec les milieux d'affaires. Il montre que le député-maire de Marseille, qui se dit militant socialiste bien que multi-millionnaire, ne s'est jamais marié avec une « prolétaire ». Il a successivement épousé Mme Marie-Antoinette Swaters, apparentée aux familles princières d'Europe, et Mme Edmonde Charles-Roux, fille de l'ancien président de la Cie de Suez, héritière d'une famille de riches fabricants d'huile et de savon de Marseille.

CHAPITRE XVIII

L'Occident socialisé

D'après le « colonel » House, le Gouvernement Mondial doit être fondé sur « le socialisme tel que rêvé par Karl Marx », notamment dans le *Manifeste du Parti Communiste*.

Or l'Histoire démontre que toutes les tentatives pour appliquer les théories de Marx se sont soldées par des échecs, et, le plus souvent, par l'établissement d'une dictature.

C'est que les deux postulats sur lesquels repose le Marxisme se sont prouvés des sophismes.

Les postulats du Manifeste

Le premier de ces sophismes est la permanence de la LUTTE DES CLASSES. On peut lire, en effet, dans le *Manifeste* :

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes (...)

« Notre époque — l'époque de la bourgeoisie — se distingue... par la simplification des antagonismes de classes. La société tout entière se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ».

Simplification abusive. Dans une Note à l'édition anglaise de 1886, Engels définit : « Par bourgeoisie, nous entendons la classe des capitalistes modernes, propriétaires de moyens de production et exploitant le travail salarié. Par prolétariat, nous entendons la classe des travailleurs modernes qui, n'ayant aucun moyen de production, sont obligés de vendre leur travail pour pouvoir vivre ».

Dans quelle classe peut-on alors ranger les professions libérales, les fonctionnaires, les petits commerçants indépendants ? Dans quelle classe les artisans travaillant en chambre, seul ou avec l'aide de leur famille ? Les uns et les autres ont figuré cependant dans de nombreuses « journées » révolutionnaires. Contre quelles classes ?

Le deuxième sophisme est la tendance à l'INTERNATIONALISME.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas (...) »

« Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. »

« La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore. L'action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de l'émancipation. »

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. »

« Avec l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation tombe également l'hostilité des nations entre elles ». »

Plus d'un siècle après la publication du *Manifeste*, il n'est pas une seule de ces propositions que l'Histoire n'ait démentie.

— « La domination du prolétariat » n'a fait disparaître en rien l'idée nationale. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, l'U.R.S.S. ne s'est pas privée d'exciter le sentiment national russe, non seulement pour résister à l'invasion hitlérienne, mais aussi pour réaliser le plan d'hégémonie du *Testament de Pierre le Grand*.

— Les conditions économiques modernes, bien que soumises à une interdépendance mondiale, loin de faire disparaître les démarcations nationales et les antagonismes entre peuples, ont encore exacerbé les appétits nationaux et multiplié les affrontements entre pays.

— Encore moins ont-elles été capables de mettre un terme aux antagonismes ethniques, comme le montrent le « racisme » Noir aux Etats-Unis et en Afrique australe, le « Mur de la Honte » entre les deux Berlins, le conflit israélo-palestinien, etc.

Au demeurant, la condition primordiale, l'« abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme » est en contradiction formelle avec le programme communiste : vouloir « la domination du prolétariat » implique, par le fait même, que le prolétariat devienne l'opresseur des autres classes. C'est un simple « ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette ». L'exemple de la Russie soviétique prouve bien que la « classe » possédante a été remplacée par une

« caste » privilégiée de fonctionnaires, et non moins exigeante pour autant : on ne sache pas que le prolétariat y ait gagné.

Si donc l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme se montre une utopie, voire une duperie de propagande, à plus forte raison en sera-t-il de même entre nations.

Le Décalogue marxiste

« Pour les pays les plus avancés », Marx a codifié le programme communiste en dix propositions. Nouveautés à l'époque, certaines de ces propositions nous sont devenues si familières que nous en avons perdu l'origine.

1. Abolition de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.

C'est la proposition de base de tous les systèmes socialistes. Mais le sens de la propriété est tellement inné chez l'individu que son abolition est régulièrement remise en cause dans les pays qui l'ont tentée. N'a-t-on pas vu l'Union soviétique contrainte d'abandonner aux paysans des lopins de terre en toute propriété, du moins à titre viager ? Malgré quoi, l'abolition de la propriété privée au profit de l'Etat reste un dogme des gouvernements.

En Amérique, écrit M. Alan Stang : « Le gouvernement fédéral possède, à l'heure actuelle, plus du tiers de la superficie totale des Etats-Unis, et tous les ans, il en prend davantage. Il possède plus de 85 % de l'Arizona et plus de 97 % de l'Alaska. On construit de plus en plus de logements nationalisés. Les impôts locaux ont atteint le point où il devient difficile pour de nombreux retraités de conserver leur habitation. A New York, les propriétaires, victimes de la limitation des prix des loyers, abandonnent chaque année 50 000 appartements, que John Lindsay (*) reprend avec le sourire ».

2. Impôt lourd progressif

C'est l'impôt sur le revenu, dont les prétentions égalitaires ne sont qu'un leurre démagogique. Au point qu'un historien aussi « engagé à gauche » que M. Albert Soboul a pu titrer : « L'impôt direct : l'impossible égalité ».

Impôt de « quotité », c'est-à-dire proportionnel au revenu déclaré de chaque contribuable suivant un barème progressif arbitraire, son montant est illimité. Or, cette progressivité incite le contribuable à réduire ses investissements pour ne pas passer à « la tranche supérieure ». D'autre

(*) A l'époque, le socialiste John V. Lindsay était maire de New York.

part, il exige «une administration innombrable et des moyens d'investigation inquisiteurs», d'où des frais de contrôle très élevés : «c'est un impôt qui se mange lui-même». Mais surtout il pousse le contribuable à la fraude. Non point tant le salarié dont les revenus sont déclarés par l'employeur, centralisés, vérifiés, contrôlés. Mais pour les gros revenus, il est tant de moyens de fraude que l'Administration se voit contrainte à édicter sans cesse de nouveaux règlements, toujours «tournés» par un conseiller fiscal bien informé.

Il devait revenir à nos gouvernants, en décrétant l'affichage dans les mairies des déclarations de revenus pour inciter à la délation, de lui ajouter un caractère odieux.

3. Abolition de l'héritage

C'est le corollaire de l'abolition de la propriété. Nos gouvernements dits démocratiques s'acharnent contre les successions en les accablant de taxes prohibitives. Mais autant leur contrôle peut s'exercer sur les biens immobiliers, autant il est impuissant contre la transmission de la main à la main de valeurs au porteur, lingots, espèces, bijoux, etc. En revanche, ils y gagnent l'extinction des grandes propriétés foncières, dont les possesseurs étaient conservateurs par nature. Leurs héritiers, devenus des «déracinés», sont plus perméables au socialisme. En outre, les héritages en biens meubles tombent sous la coupe des dynasties financières auxquelles nos dirigeants appartiennent ou dont ils sont les obligés.

4. Confiscation des biens de tous les émigrés rebelles.

Etait-il bien besoin de codifier une pratique constante au cours de l'histoire ? En tout cas, cette prescription éclaire sur la pensée de Marx en ce qui concerne la liberté d'opinion.

5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une Banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un privilège exclusif.

La Haute Finance internationale n'a pas attendu Marx pour imposer à tous les Etats ce moyen d'assujettissement des gouvernements à ses intérêts. A l'époque du Manifeste existaient déjà la Banque d'Angleterre et la Banque de France, mais sous direction et capitaux privés. Les nationalisations de 1946, décrétées tant à Londres qu'à Paris par des gouvernements socialistes ont fait transférer les capitaux des deux banques à l'Etat.

6. Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport.

Programme pratiquement réalisé ou en cours de réalisation dans la quasi-totalité des pays pour le rail et l'aviation. Les transports routiers, fluviaux et maritimes dépendent de l'Etat par des contraintes, telles que tarifs de fret, prix des carburants, etc.

Allant plus loin que Marx, nos gouvernements modernes se sont attribué le monopole des moyens de communication, Postes, Télégraphe, Téléphone, Radio, Télévision, et le contrôle plus ou moins occulte de la Grande Presse, de la Publicité et du Cinéma.

7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.

Il n'est aucun Etat démocratique qui n'ait nationalisé des entreprises de quelque importance ou qui ne se soit immiscé dans leur gestion par des prises de participation. De toute manière, les gouvernements tiennent à leur merci l'ensemble de l'activité du pays par le moyen de l'«économie dirigée» : contrôle des prix, fixation du taux des crédits, de la T.V.A. (Taxe à la Valeur Ajoutée), subventions avouées ou occultes, prix de l'énergie, etc.

Le dirigisme étatique est encore plus marqué dans le domaine agricole, où les décisions de l'«Europe verte» fixent autoritairement les prix des produits divers, suivant un barème que seuls peuvent déchiffrer les technocrates spécialisés, assorti de compensations, modifications, subventions..., au gré des gouvernements.

8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

On aimerait savoir si les ouvriers membres des syndicats socialistes ou communistes, empressés de se mettre en grève sur ordre de leurs dirigeants, sont bien au courant de cette prescription.

Notamment de la constitution d'armées industrielles, dans lesquelles chaque individu n'est qu'un matricule, voué au «nomadisme» au gré de chefs d'entreprise qui se soucient fort peu des sentiments personnels.

9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.

Cette prescription, l'ancien ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, le socialiste milliardaire Sicco Mansholt a voulu l'imposer au Marché Commun

par sa déclaration du 10 décembre 1968, où il n'hésitait pas à affirmer : « ... de 1970 à 1980, la population active agricole tombera de dix millions à cinq millions. On peut considérer que sur ces cinq millions, un million est déjà au stade de la situation économique souhaitée ; trois autres millions devront être occupés dans des « entreprises agricoles modernes » ou des « unités de production » ; enfin, il restera un million d'agriculteurs à temps partiel, qui pratiqueront l'agriculture à titre de complément à une autre activité ».

Dans l'esprit de M. Mansholt, les expressions « entreprise agricole moderne » et « unité de production » ne sont que la traduction libre de « Kolkhose » et « Sovkhose », dont les résultats économiques ne sont pas tellement convaincants.

10. Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.

M. Alan Stang commente cette proposition : « Marx savait qu'un système d'école publique est le meilleur moyen pour un gouvernement de garder les enfants sous son contrôle — exactement ce qu'est en train de faire notre actuel système d'école publique. Ainsi que le recommandait Weishaupt, les écoles s'emploient à dresser les enfants contre les parents, créant une cassure artificielle entre les générations. Au vrai, les fanatiques de l'« épanouissement de l'enfant » cherchent, en fait, à arracher l'enfant à ses parents, et ils luttent au Parlement pour y parvenir par voie d'autorité ».

En est-il autrement dans les pays démocratiques ?

IL FAUT DONC CONSTATER QUE, PAR LE BIAIS DE L'UTOPIQUE ET FALLACIEUSE « DÉMOCRATIE », LES SOCIÉTÉS SECRÈTES SONT ARRIVÉES A IMPOSER LE SOCIALISME MARXISTE, ISSU DIRECTEMENT DES ILLUMINÉS DE BAVIÈRE, POUR L'INSTAURATION D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL SOUS L'AUTORITÉ D'UNE OLIGARCHIE APATRIDE.

CONCLUSION

« DANS LES TRENTE ANS QUI VIENNENT, NOUS ALLONS ASSISTER A UN DOUBLE PHÉNOMÈNE : LA MONTÉE DES NATIONALISMES ET L'AFFERMISSEMENT DES RÉGIMES D'AUTORITÉ. NOUS AVONS PRIS D'AUTRES OPTIONS. NOUS ALLONS A CONTRE-COURANT DE L'HISTOIRE ».

Jacques CHIRAC, campagne pour l'élection législative de Châtelleraut, octobre 1975.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

Nota - ∴ dans la marge signifie que l'auteur appartient ou a appartenu à la Franc-Maçonnerie.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ∴ Littré, Dictionnaire de la langue française, Hachette, 1883.
- Nouveau Larousse universel, 1948.
- Petit Larousse en couleurs, 1972.
- Quid ? 1979.
- Bouillet, Dictionnaire d'Histoire et de Géographie, Hachette, 1880.
- Michel Mourre, Dictionnaire d'Histoire universelle, Ed. Universitaires, 1968.
- Michel Mourre, 25 ans d'Histoire universelle 1945-1970, Ed. Universitaires, 1971.
- Henry Coston, Dictionnaire de la Politique française, Publications Henry Coston, 1967, 1972, 1979, 1982.
- Henry Coston, Dictionnaire des Dynasties bourgeoises et du Monde des Affaires, Alain Moreau, 1975.
- Henry Coston, Le Secret des Dieux, Lectures Françaises, 1968.
- Henry Coston, Les 200 Familles au pouvoir, Publications Henry Coston, 1977.
- Henry Coston, Procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette, Publications Henry Coston, 1981.
- Histoire de France, Larousse, 1954.
- La Sainte Bible de Maredsous, Brepols, 1969.

OUVRAGES CITÉS dans l'ordre des citations, mais sans répétition d'un chapitre sur l'autre.

Introduction

- George Uscatesco, Mort de l'Europe ?, La Librairie Française, 1957.
- Pierre Nord, Vol de vautours sur le Congo, A. Fayard, 1961.
- Pierre Gaxotte, La Révolution française, A. Fayard, 1928.
- Albert Soboul, Histoire de la Révolution française, Ed. Sociales, 1962.

Chapitre Premier

- ∴ Serge Hutin, *Les sociétés secrètes*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1973.
- ∴ A. Lantoine, *Les sociétés secrètes actuelles en Europe et en Amérique*, P.U.F., 1940.
- ∴ Pierre Mariel, *Les sociétés secrètes mènent le monde*, A. Michel, 1973.
- ∴ Werner Gerson, *Le Nazisme société secrète*, N.O.E., 1969, rééd. coll. « J'ai Lu », 1971.
- X ∴ Geoffroy de Charnay, *La Synarchie politique*, Ed. Médicis, 1946.
- Georges Virebeau, *Prélats et Francs-Maçons*, Publications Henry Coston, 1978.
- Infiltrations ennemies dans l'Eglise*, La Librairie Française, 1970.

Chapitre II

- Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, 1853-1855.
- C.W. Ceram, *Des dieux, des tombeaux, des savants*, Plon, 1952, édit. définitive « Le Livre de Poche », 1974.
- Bernard Lazare, *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, Documents et Témoignages, 1969.

Chapitre III

- Marion Melville, *La vie des Templiers*, Gallimard, 1951.
- Raymond Oursel, *Le procès des Templiers*, Denoël, 1955.
- ∴ Serge Hutin, *Gouvernements invisibles et sociétés secrètes*, coll. « J'ai Lu », 1971.
- ∴ Jean Marquès-Rivière, *Histoire des doctrines ésotériques*, Payot, 1940.
- Jacques Weiss, *La Synarchie*, Laffont, 1976.
- Gérard de Sède, *Les Templiers sont parmi nous*, Julliard, 1962, rééd. « J'ai Lu », 1971.
- Luc Benoist, *L'ésotérisme*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1970.
- Historia spécial*, n° 385 bis, 1978, *Les Templiers*.

Chapitre IV

- ∴ Jean Palou, *La Franc-Maçonnerie*, Payot, 1964.
- ∴ Paul Naudon, *La Franc-Maçonnerie*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1974.
- ∴ J.-A. Faucher et A. Ricker, *Histoire de la Franc-Maçonnerie en France*, Nouvelles Editions Latines, 1967.
- Georges Virebeau, *Les Papes et la Franc-Maçonnerie*, Documents et Témoignages, 1977.
- Historia Hors Série 30*, 1973, *Les Francs-Maçons*.

Chapitre V

- ∴ Paul Arnold, *La Rose + Croix et ses rapports avec la Franc-Maçonnerie*, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1970.
- ∴ Serge Hutin, *Les sociétés secrètes*.
- ∴ Lionel Vibert, *La Franc-Maçonnerie avant l'existence des Grandes Loges*, Paris, 1950.
- Christian Jacq, *La Franc-Maçonnerie*, Laffont, 1975.
- Alain Guichard, *Les Francs-Maçons*, Grasset, 1969.

Chapitre VI

- Abbé Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme...*, Diffusion de la Pensée Française, Chiré-en-Montreuil, 1973.
- ∴ René Le Forestier, *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande*, Perrin, 1914, rééd. Slatkine-Megariotis, Genève, 1974.
- Jean Saunier, *Les Francs-Maçons*, Grasset, 1972.
- Henry Coston, *La Conjuraton des Illuminés*, Publications Henry Coston, 1979.
- Alan Stang, « The Manifesto » in *American Opinion*, février 1972.

Chapitre VII

- ∴ E. Dermenghem, Introduction à J. de Maistre, *La Franc-Maçonnerie Mémoire inédit au duc de Brunswick (1782)*, Paris, 1923.
- Bernard Faÿ, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIIIe siècle*, La Librairie Française, 1983.
- Jedrzej Giertych, *About Freemasonry And The Church*, lettre ouverte à S.E. le cardinal Franjo Seper, Préfet de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi, janvier 1975.
- ∴ Eugène Lennhoff, *Histoire des sociétés politiques secrètes au XIXe et au XXe siècle*, Payot, 1934.
- Comte d'Hérison, *Le Cabinet Noir*, Ollendorff, 1887.
- Georges Ollivier, « Histoire politique de la Franc-Maçonnerie » in *Lectures Françaises*, n° spécial, avril 1958.

Chapitre VIII

- André Ulmann et Henri Azeau, *Synarchie et Pouvoir*, Julliard, 1968.
- Platon, *La République*, Gonthier-Denoël, 1971.

Chapitre IX

- Pierre Virion, *Bientôt un Gouvernement mondial ?*, Edit. Saint-Michel, Saint-Cénére, 1976.

Chapitre X

- Pierre Mariel, *Les Francs-Maçons en France*, Marabout, 1969.
 Henry Coston, *Les technocrates et la Synarchie*, Librairie Française, 1979.

Chapitre XI

- Elie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Gallimard, coll. « Idées » N.R.F., 1974.
 Joel Carmichael, *Histoire de la Révolution russe*, Gallimard, coll. « Idées » N.R.F., 1966.
Mémoires du général baron de Marbot, Plon, 1950.
 Jacques Bordiot, *Le Pouvoir occulte fourrier du communisme*, Editions de Chiré, 1976.
 Gary North, « Poor Karl : The Myth Of Marx's Poverty » in *American Opinion*, avril 1971.
 Georges Blond, *Histoire de la Flibuste*, Le Livre de Poche, 1969.
 Karl Marx, *Le manifeste du Parti communiste*, Union Générale d'Editions, coll. 10/18, 1962.
 Curtis B. Dall, *F.D.R. My Exploited Father-in-Law*, Action Associates, Washington, 1970.
 Leopold Schwartzschild, *Karl Marx : The Red Prussian*, Grosset & Dunlop, New York, 1947.
 Robert Aron, *Le socialisme français face au marxisme*, Grasset, 1971.

Chapitre XII

- Caroll Quigley, *Tragedy and Hope*, The Macmillan Cy., New York, et Collier-Macmillan, Londres, 1966.
 W. Cleon Skousen, *The Naked Capitalist*, chez l'auteur, 2197 Berkeley St. Salt Lake City, Utah 84109, 1970.

Chapitre XIII

- Dan Smoot, *The Invisible Government*, Western Islands, The Americanist Library, Belmont, Mass., 1965.
 William P. Hoar, « World War I » in *American Opinion*, janvier 1976.
 Charles Seymour, *The Intimate Papers Of Colonel House*, Houghton Mifflin, Boston, Mass., 1969.
 Charles Chaumont, *L'O.N.U.*, coll. « Que sais-je ? », 1962.

Chapitre XIV

- Francis X. Gannon, *Biographical Dictionary Of The Left*, Western Islands, Belmont, Mass., 1969.
 John T. Flynn, *While You Slept*, The Devin-Adair Cy., New York, 1958, rééd. *American Opinion*, 1961.
 B. Page, P. Knightley, D. Leitch, Philby, R. Laffont, 1968.

Chapitres XV et XVI

- J. Ploncard d'Assac, J. Bordiot, Henry Coston, R. d'Argile, *Les Causes cachées de la Deuxième Guerre mondiale*, Lectures Françaises, n° spécial, mai 1975.

Chapitre XVII

- Georges Virebeau in *Infiltrations ennemies dans l'Eglise*, Documents et Témoignages, 1970.
 Jacques Bergier et Bernard Thomas, *La guerre secrète du pétrole*, Denoël, 1968, rééd. coll. « J'ai Lu », 1971.

Chapitre XVIII

- Résumé de la déclaration de M.S.L. Mansholt. Texte établi par le Bureau d'Information des Communautés européennes, 1968.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PRÉFACE, par Henry Coston	7
AU LECTEUR	13
CHAPITRE PREMIER - Les sociétés secrètes traditionnelles	15
Classification des sociétés secrètes	16
Sociétés secrètes et religions	21
CHAPITRE II - Des messianismes	23
Les avatars du messianisme	24
CHAPITRE III - Le messianisme Templier	27
Les moines-soldats	27
La diplomatie du Temple	28
La fin de l'Ordre	30
Du « Temple Noir »	31
« Le Grand Dessein »	33
L'héritage du Temple	33
CHAPITRE IV - Le syncrétisme maçonnique	35
L'idéologie maçonnique	38
Rome a parlé	38
CHAPITRE V - Maçonnerie et Rose-Croix	41
CHAPITRE VI - Maçonnerie et Illuminés de Bavière	45
Organigramme de l'Ordre	47
Du secret	49
Illuminés et Francs-Maçons	51
CHAPITRE VII - Maçonnerie et politique	54
La Maçonnerie dans la Révolution française	54
La Maçonnerie anglo-saxonne	57
Washington et les Illuminés de Bavière	59
Parallélisme des Révolutions	60
CHAPITRE VIII - Les messianismes modernes	63
La République de Platon	63
La Synarchie diffère du Messianisme	67

CHAPITRE IX - La Panorthosie	69
Comenius et la Panorthosie	69
Des « Supérieurs Inconnus »	72
CHAPITRE X - Le Martinisme	74
Les avatars du Martinisme	75
La Synarchie : définitions arbitraires	76
CHAPITRE XI - La voie Marxiste	79
Le Marxisme, résurgence de l'Illuminisme	80
Les origines capitalistes du Marxisme	81
Marxisme et Démocratie	83
CHAPITRE XII - Le messianisme du « Système »	85
Les origines du Système	85
La Table Ronde	88
CHAPITRE XIII - Premières étapes du Gouvernement Mondial ...	90
« ... au besoin par la force... »	91
La Révolution d'Octobre	93
La Société des Nations	96
CHAPITRE XIV - Le « Système » dans l'entre-deux guerres	99
Council on Foreign Relations	99
Royal Institute of International Affairs	102
CHAPITRE XV - Fauteurs de guerre	104
Les forces occultes	105
La Croisade des Démocraties	108
CHAPITRE XVI - Saboteurs de Paix	109
L'Organisation des Nations Unies	109
Le Bilderberg Group	111
La Trilateral Commission	113
La Conférence des Milliardaires	115
CHAPITRE XVII - Sus à l'Europe !	118
Démoralisation des populations	118
« La structure qui doit sauter, c'est la Nation. »	120
La décolonisation	121
La régionalisation	121
Le Parlement Européen	123
CHAPITRE XVIII - L'Occident socialisé	127
Les postulats du Manifeste	129
Le Décalogue marxiste	129
CONCLUSION	133
BIBLIOGRAPHIE	135
TABLE DES MATIÈRES	141

Si ce livre vous a intéressé,
et que vous désirez être tenu au courant
des prochaines publications
des Editions Avalon,
veuillez nous envoyer vos noms et adresse.
Vous recevrez, par retour, notre catalogue.

Ecrivez à :

AVALON
B.P. 290-05
75228 PARIS CEDEX 05

NOM Prénom

Profession

Adresse

Code postal Ville

Date et signature

COMPOSÉ PAR GRAPHI-DACTYL A
LOUVIERS, CE LIVRE A ÉTÉ ACHE-
VÉ D'IMPRIMER EN NOVEMBRE
1987 SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE CHASTRUSSÉ S.A.
A BRIVE POUR LE COMPTE DES
EDITIONS AVALON.

Dépôt légal : novembre 1987
N° d'imprimeur : 5.232

Quels sont les vrais pouvoirs qui dominent le monde ? Documents à l'appui, Jacques Bordiot répond à cette question en explorant les réseaux d'influence secrets qui assurent à une petite élite un contrôle absolu sur les destinées de la planète. Cette situation n'est pas récente. Au cours des siècles, diverses tentatives ont eu lieu, citons les plus connues : l'Ordre Templier et la Franc-Maçonnerie.

Au XX^e siècle, les organisations secrètes à vocation mondialiste se sont multipliées et ont puissamment contribué au déclenchement d'événements importants comme la Révolution de 1917 ou, plus grave encore, la Seconde Guerre mondiale. Durant les trente dernières années, l'intégration croissante des sociétés développées au sein d'un seul vaste ensemble économique occidental, a facilité la tâche de groupes d'hommes influents qui mettent au point des stratégies concertées d'accession au pouvoir. C'est ainsi qu'en 1976 la Commission Trilatérale a mis au pouvoir Jimmy Carter, aux Etats-Unis et un homme comme Raymond Barre en France.

Quels sont les vrais objectifs de ce « Gouvernement invisible » du monde ? Quels sont leurs moyens ? Des questions graves auxquelles Jacques Bordiot apporte une réponse documentée.